

LE MONDE diplomatique

UNE AURORE
DU FÉMINISME

PAR MARION LECLAIR

Page 27.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 768 - 65^e année. Mars 2018

ENGOUEMENT POUR LES LUTTES LOCALES

Politiser les colères du quotidien

En France comme aux États-Unis, les classes populaires boudent les urnes et semblent exclues du jeu politique. Pour y remédier, des militants misent sur la méthode imaginée par l'intellectuel américain Saul Alinsky, qui promet de rompre avec la résignation grâce à l'« organisation communautaire ».

PAR CLÉMENT PETITJEAN *

EN CETTE SOIRÉE de novembre 2017, une centaine de personnes sont réunies dans une salle de l'Est parisien à l'invitation du pôle auto-organisation de La France insoumise. L'atelier du jour est consacré à la méthode Alinsky, du nom du théoricien de l'« organisation communautaire » (*community organizing*). Cette forme de militantisme de quartier est apparue aux États-Unis il y a près de quatre-vingts ans, mais demeure largement méconnue en France. Les deux intervenants, M. William Martinet et M^{me} Leïla Chaïbi, louent une « méthode d'auto-organisation citoyenne » qui part « des préoccupations immédiates et concrètes » des habitants afin de leur « redonner du pouvoir ». « J'ai été bluffée par la capacité du community organizing à aller chercher les gens », explique M^{me} Chaïbi; la méthode Alinsky, « ça marche ».

En France, l'intérêt pour Saul Alinsky (1909-1972) n'a cessé de

* Doctorant en civilisation américaine à Sorbonne Université.

croître ces dernières années. Ses principaux écrits ont été traduits ou retraduits (1); des colloques, des ouvrages universitaires ou des numéros de revue lui ont été consacrés. Et des collectifs qui s'en réclament ont vu le jour, telles l'Alliance citoyenne de Grenoble et celle d'Aubervilliers, les associations Zonzon 93 de Villepinte ou Stop le contrôle au faciès, qui combat les pratiques discriminatoires de la police. La République en marche commence également à s'y intéresser : en novembre dernier, elle a invité l'universitaire américain Lex Paulson à vanter les vertus de l'organisation communautaire auprès de ses militants (2).

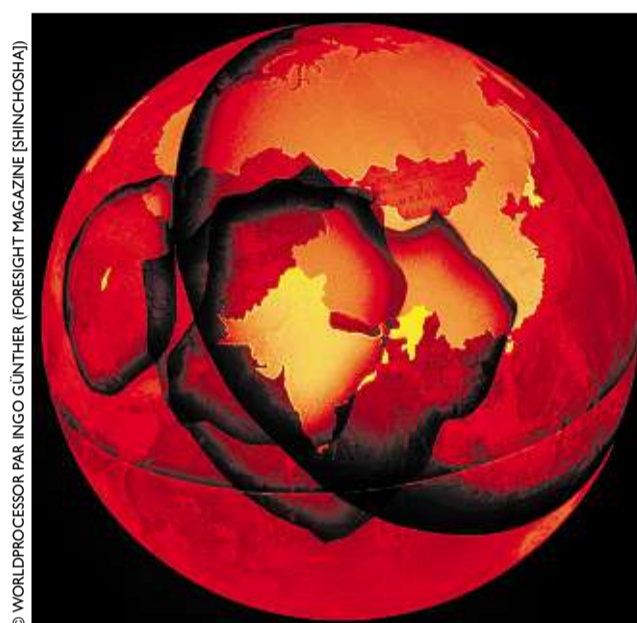
(Lire la suite page 19.)

(1) Saul Alinsky, *Être radical. Manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Aden, Bruxelles, 2012, et *Radicaux, réveillez-vous !*, Le Passager clandestin, Lyon, 2017.

(2) Julien Martin, « Le peuple de Macron », *L'Obs*, Paris, 16 novembre 2017.

ANALYSE DE LA STRATÉGIE DU PENTAGONE

Washington relance l'escalade nucléaire



INGO GÜNTHER. – De la série « Nuclear Shadows » (Ombres nucléaires), 2009

PENDANT près d'un demi-siècle, de la destruction d'Hiroshima, le 6 août 1945, à l'effondrement de l'Union soviétique, le 25 décembre 1991, une bonne partie de la population mondiale a vécu dans la crainte d'un anéantissement nucléaire. Pour réduire ce risque, on organisa des sommets entre grandes puissances, on signa des accords sur le contrôle des armements... Mais la crainte d'une catastrophe ne se dissipa jamais véritablement. Il fallut attendre la fin de la guerre froide pour que la situation

* Professeur au Hampshire College, Amherst (Massachusetts), auteur de *The Race for What's Left. The Global Scramble for the World's Last Resources*, Metropolitan Books, New York, 2012.

s'apaise. Des stocks d'armes colossaux subsistaient, mais on s'en souciait moins... Or, depuis quelques mois, le péril nucléaire semble de retour.

Les principales puissances détentrices de l'arme atomique – États-Unis, Russie et Chine – se sont récemment lancées dans un processus de modernisation de leurs équipements, et Washington n'hésite plus à envisager leur utilisation. C'est ce que révèle le rapport sur l'« Évaluation du dispositif nucléaire » des États-Unis (« Nuclear Posture Review », « NPR ») publié par le Pentagone le 2 février 2018 (1).

Le ministère de la défense range sous le terme « dispositif nucléaire » à la fois une évaluation de la sécurité dans le monde, une déclaration officielle de la politique américaine en matière d'armes atomiques et un inventaire des équipements dont le développement est jugé nécessaire. Sur chacun de ces points, le nouveau « NPR » se montre particulièrement alarmiste. Les États-Unis seraient

La pression politique intérieure oblige chaque jour davantage M. Donald Trump à s'opposer frontalement au Kremlin, soupçonné d'avoir manipulé l'élection présidentielle américaine de 2016. Dans un tel climat, l'augmentation massive du budget militaire des États-Unis ne suscite guère d'opposition. D'autant que le Pentagone met en avant le danger des cyberattaques étrangères et la nécessité de moderniser son arsenal nucléaire, déjà considérable.

PAR MICHAEL KLARE *

confrontés à des menaces plus nombreuses que jamais, à commencer par l'hostilité et le bellicisme de la Russie et de la Chine. Il conviendrait donc qu'ils révisent de fond en comble leur politique nucléaire et qu'ils développent de nouvelles munitions, afin d'accroître la marge de manœuvre de leur président et de lui permettre de passer à l'acte si nécessaire.

Le « dispositif nucléaire » présenté par l'administration Trump rompt avec la stratégie définie par le précédent gouvernement. Publié en avril 2010, le « NPR » de M. Barack Obama se donnait pour but de diminuer l'importance des armes nucléaires dans la doctrine militaire américaine, mais aussi de réduire l'arsenal au niveau mondial, en ouvrant des négociations avec les autres grandes puissances.

(Lire la suite pages 22 et 23.)

(1) « Nuclear Posture Review 2018 », ministère de la défense américain, Washington, DC, 2 février 2018. Sauf mention contraire, les citations qui suivent sont extraites de ce document.

L'offensive générale

PAR SERGE HALIMI

UN ANCIEN MINISTRE de l'économie socialiste qui, plus tard, créera un parti libéral à son image a un jour détaillé l'art et la manière d'enfanter une société de marché : « N'essayez pas d'avancer pas à pas. Définissez clairement vos objectifs et approchez-vous en par bonds en avant qualitatifs afin que les intérêts catégoriels n'aient pas le temps de se mobiliser et de vous embourber. La vitesse est essentielle, vous n'irez jamais trop vite. Une fois que l'application du programme de réformes commence, ne vous arrêtez plus avant qu'il soit terminé : le feu de vos adversaires perd en précision quand il doit viser une cible qui bouge sans arrêt. » M. Emmanuel Macron? Non, M. Roger Douglas, en novembre 1989, en Nouvelle-Zélande. Il livrait alors les recettes de la contre-révolution libérale que son pays venait d'expérimenter (1).

Près de trente ans plus tard, le président français reprend toutes les vieilles ficelles de cette « stratégie du choc ». SNCF, fonction publique, hôpital, école, droit du travail, fiscalité du capital, immigration, audiovisuel public (« la honte de la République ») : où regarder et comment résister quand, au prétexte de la catastrophe qui vient ou de la dette qui explose, l'engrenage des « réformes » tourne à plein régime?

Les chemins de fer? Un rapport confié à un compère dépoussié l'inventaire des prières libérales jusque-là inexaucées (fin du statut des cheminots, transformation de l'entreprise en société anonyme, fermeture des lignes déficitaires). Cinq jours après sa publication, une « négociation » s'engage déjà pour maquiller le diktat qu'on veut imposer aux syndicats. Il convient en effet de profiter sans tarder du climat de démobilité politique, de division syndicale, d'exaspération des usagers devant les retards, les accidents, la vétusté des lignes, la cherté

des billets. Car l'« urgence à agir » qu'invoque la ministre des transports, elle est là. Quand l'occasion se présente, « vous n'irez jamais trop vite », insistait déjà M. Douglas.

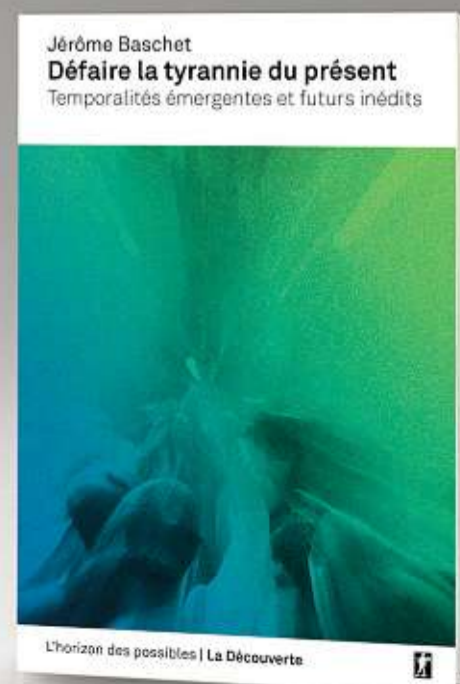
Le gouvernement français compte également sur les fake news des grands médias pour disséminer des « éléments de langage » favorables à ses projets. L'idée – vite lancée, aussitôt reprise – que « la SNCF coûte 1 000 euros à chaque Français, même ceux qui ne prennent pas le train », rappelle d'ailleurs à s'y méprendre le fameux « chaque Français paierait 735 euros pour l'effacement de la dette grecque », qui, en 2015, a contribué à l'étouffement financier d'Athènes.

Parfois, la vérité éclate, mais trop tard. Plusieurs « réformes » des retraites ont été justifiées par l'allongement général de l'espérance de vie. Une étude officielle vient cependant de conclure que, « pour les générations 1951 et suivantes », c'est-à-dire 80 % de la population française, « la durée moyenne espérée passée à la retraite devrait baisser un peu par rapport à la génération 1950 » (2). Autant dire qu'un progrès historique venait tout juste de s'inverser. Ce genre d'information n'a pas martyrisé nos tympans. Et M. Macron ne semble pas penser qu'il y aurait « urgence à agir » sur ce front...

(1) Cf. *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Agone, Marseille, 2012 (1^{re} éd. : 2004).

(2) « L'âge moyen de départ à la retraite a augmenté de 1 an et 4 mois depuis 2010 », *Études et Résultats*, n° 1052, direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), ministère de la santé, Paris, février 2018.

Sortir du présent perpétuel, rouvrir le futur



Éditions
La Découverte

320 pages, 21 euros
ePub disponible



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

LES IDÉES SUFFISENT-ELLES À CHANGER LE MONDE ?

Ce que la bataille culturelle n'est pas

Au cours des années 1980 et 1990, l'idée qu'il n'existait aucune solution de rechange aux démocraties de marché a entraîné une forme de fatalisme. A contrario, le réarmement contestataire observable depuis deux décennies replace sur le devant de la scène les affrontements idéologiques. Au point, parfois, d'attribuer à la bataille des idées un rôle et un pouvoir qu'elle ne possède pas.

PAR RAZMIG KEUCHEYAN *

C'EST M^{me} Najat Vallaud-Belkacem qui, après tant d'autres, le répète dans un article paru en janvier 2018 : le Parti socialiste (PS) a perdu la « bataille culturelle » – l'expression apparaît trois fois (1). Lorsque M. François Hollande a remporté l'élection présidentielle de 2012, le PS détenait pourtant tous les leviers du pouvoir : l'Élysée, Matignon, l'Assemblée nationale, mais aussi le Sénat et vingt et une régions sur vingt-deux. Rien ne semblait empêcher la mise en œuvre de la politique de gauche que M^{me} Vallaud-Belkacem, au gouvernement pendant toute la durée du quinquennat, appelle rétrospectivement de ses vœux. Mais les vents contraires soufflaient apparemment trop fort. La « bataille culturelle », ce mystérieux génie qui bride l'ardeur des gouvernements de gauche successifs, était perdue.

Au sein de la gauche – toutes sensibilités confondues – circulent à l'heure actuelle des notions qui paraissent politiquement pertinentes, mais qui s'avèrent dangereuses. L'une d'elles est l'argument des 99 % (2). S'appuyant sur des statistiques établies par les économistes Emmanuel Saez et Thomas Piketty, le mouvement Occupy Wall Street a avancé en 2011 l'idée que l'humanité se divise en deux groupes : l'un, les 1 % les plus riches, capte l'essentiel des bénéfices de la croissance ; l'autre, les 99 % restants, pâtit d'inégalités toujours plus vertigineuses. L'argument s'est révélé efficace pour un temps, suscitant des mobilisations dans divers pays. Mais le problème est vite apparu : les 99 % forment un ensemble extrêmement disparate. Cette catégorie inclut aussi bien les habitants des bidonvilles de Delhi ou de Rio que les prospères résidents de Neuilly-sur-Seine ou de Manhattan qui ne sont

juste pas assez riches pour intégrer les 1 %. Difficile d'imaginer que les intérêts de ces populations convergent ou que celles-ci constituent un jour un groupe politique cohérent.

L'argument de la « bataille culturelle » souffre d'une malformation analogue. Il n'est pas à proprement parler faux, mais il débouche sur une stratégie politique problématique. On le rencontre souvent à gauche, du PS à La France insoumise, mais également à droite, notamment dans les courants qui se réclament de l'héritage de la « nouvelle droite ». Il découle d'une lecture hâtive d'Antonio Gramsci et de son concept d'hégémonie. L'idée est simple : la politique repose en dernière instance sur la culture. Mettre en œuvre une politique suppose au préalable que le vocabulaire et la « vision du monde » sur lesquels elle repose se soient imposés au plus grand nombre. Si les gouvernements n'appliquent pas leur programme, ce n'est pas qu'ils manquent de courage et d'ambition, ni qu'ils refusent de défendre les intérêts de ceux qui les ont élus : c'est que le « fond de l'air » politique s'oppose à son application. Il faudrait donc modifier l'atmosphère afin de rendre la politique en question concevable.

À l'ère de Facebook et de Twitter, on comprend l'attrait de cet argument. En y souscrivant, on peut faire de la politique confortablement installé chez soi, devant son écran d'ordinateur. Laisser un commentaire sur un site ou écrire un tweet rageur deviennent des actes politiques par excellence. Tout comme publier des pétitions ou des tribunes vengeresses dans les colonnes de quotidiens à l'audience déclinante en caressant l'espoir que ces textes fassent le « tour du Net ».

Identifier les vecteurs du changement

LA « BATAILLE CULTURELLE » a bien entendu son importance. La Chine, par exemple, prend aujourd'hui très au sérieux son *soft power*. Il s'agit là d'un concept élaboré par le politiste américain Joseph Nye, qui a conseillé plusieurs administrations démocrates depuis M. Jimmy Carter. Selon Nye, au XXI^e siècle, le pouvoir d'un pays se mesure moins à son *hard power*, c'est-à-dire sa puissance militaire, qu'à sa capacité à influencer la sphère publique mondiale en donnant une image positive de lui-même.

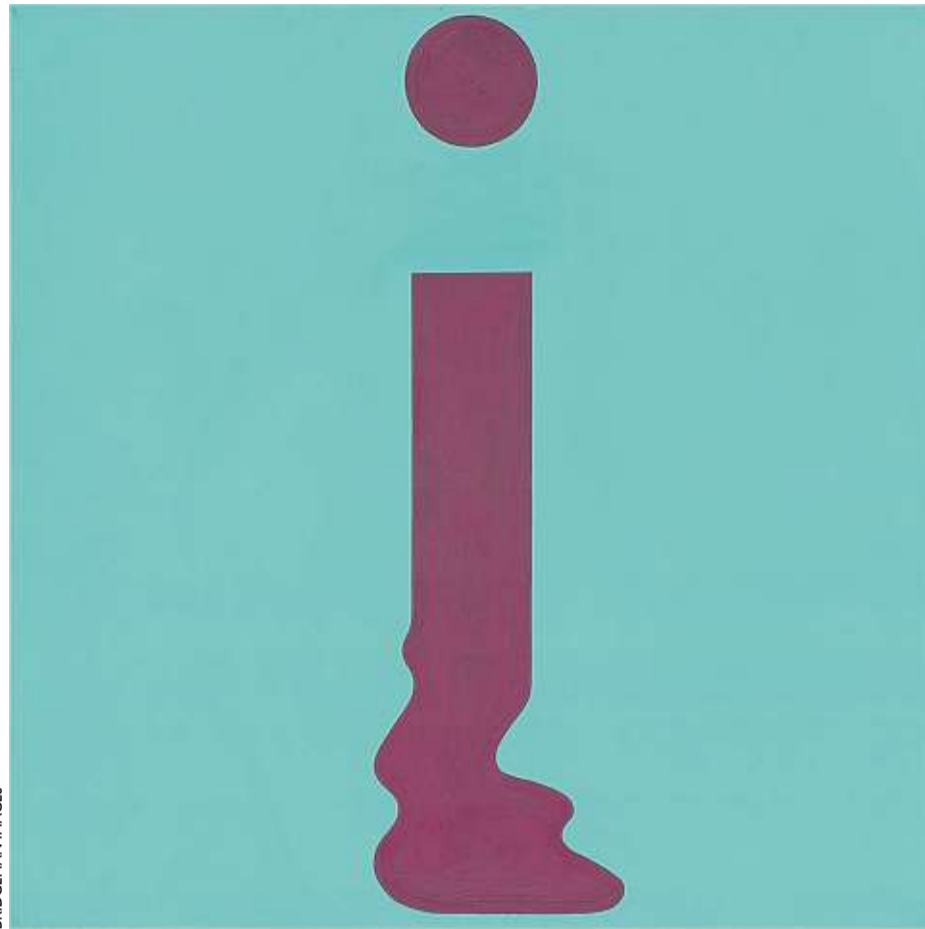
Le gouvernement chinois organise ainsi l'activité de *netizens* (contraction de *net* et *citizens*), des citoyens intervenant sur Internet pour défendre les intérêts de leur pays (3). Comme l'a suggéré le président Xi Jinping lors d'un discours au XIX^e Congrès du Parti communiste chinois, en octobre 2017, il s'agit de « bien raconter le récit de la Chine et de construire son *soft power* » en diffusant sur le Net une « énergie positive ». Certes, mais voilà : derrière les bataillons de *netizens* chinois se trouve l'une des grandes puissances mondiales. Son rang dans les relations internationales, la Chine ne l'occupe pas d'abord grâce à son *soft power* ou à une quelconque « bataille culturelle », mais grâce à sa puissance économique, que ses dirigeants s'emploient à transformer en puissance militaire.

L'expression « bataille culturelle » doit une partie de son succès à l'hypothèse selon laquelle, au cours des dernières

décennies, la droite aurait imposé ses idées, donnant naissance au mélange de néolibéralisme économique et de conservatisme moral dans lequel nous baignons désormais.

Mais, d'abord, la droite n'a pas vraiment eu à gagner la « bataille culturelle », dans la mesure où ses catégories fondatrices, comme la propriété privée des moyens de production ou l'économie de marché, n'ont plus été fondamentalement contestées depuis le milieu des années 1970. Même l'impression que l'après-Mai 68 constitua un âge d'or pour la gauche, voire que ses idées y étaient hégémoniques, tient en partie de l'illusion rétrospective : en France, la droite a occupé le pouvoir sans discontinuer pendant toute cette période. Les politiques redistributives et de reconnaissance des droits des femmes qu'elle concéda furent mises en œuvre moins à l'issue d'une « bataille d'idées » que sous la pression du bloc de l'Est et de puissants mouvements sociaux.

Il n'est même pas dit que le racisme, dont on présente parfois la recrudescence comme le symptôme d'une « droitisation » de la société actuelle, se soit aggravé, bien qu'il ait changé de forme. La société française des années 1960 et 1970 n'était certainement pas moins raciste que l'actuelle (4). Depuis les années 1970, le capitalisme a subi de profondes transformations : financiarisation, effondrement du bloc de l'Est et intégration de cette région dans l'économie mondiale, tournant capitaliste de la Chine, désindustrialisation, crise du



PAUL HUXLEY. – « Fluid Forms 1 » (Formes fluides 1), 1964

mouvement ouvrier, construction néolibérale de l'Europe... Dans ce contexte de crise et de restructuration du système, la droite se tenait prête à saisir des occasions. Elle ne s'en est pas privée, poussant dans le débat public des idées cohérentes dans le domaine politique et économique. Mais la nouvelle hégémonie néolibérale n'a pu émerger qu'à la suite des bouleversements structurels qui avaient objectivement affaibli les forces du progrès. S'imaginer qu'il suffirait de remporter la « bataille des idées » pour que le système change, c'est s'exposer à des désillusions.

L'argument des 99 % et celui de la « bataille culturelle » relèvent d'une même conception du monde social. Celle qui considère la société comme une entité indifférenciée, comme un espace fluide que l'on pourrait influencer dans un sens ou un autre en mettant en circulation des discours. Les théories d'Ernesto Laclau et de Chantal Mouffe, sources d'inspiration de Podemos (5) et de La France insoumise, sont exemplaires de cette conception.

Des proches du mouvement dirigé par M. Jean-Luc Mélenchon ont créé au début de l'année une chaîne de télévision en ligne baptisée Le Média et lancé une école de formation. Aux dires de leurs animateurs, ces dispositifs visent à mener la « bataille culturelle », à préparer le terrain pour d'autres politiques (6). Ce faisant, La France insoumise s'inspire, en les actualisant, d'institutions sociales-démocrates et communistes : le journal ouvrier et l'école de cadres. Ceux-ci permettaient la diffusion chez les militants et au sein de leur base sociale d'une vision du monde cohérente.

Il manque pourtant un élément essentiel : quelles classes sociales ou coalitions de classes seront les vecteurs du changement ? À qui s'adressent prioritairement Le Média et l'école de formation ? Les communistes avaient pour base la classe ouvrière et les classes alliées, paysannerie et fractions dominées des classes moyennes notamment. Le « bloc social » concerné par le journal ouvrier et l'école de cadres était celui-ci. Mais dans le cas de La France insoumise ? Une « vision du monde » ne devient politiquement efficace que si elle est celle d'une coalition de classes qui s'oppose à d'autres classes. Reste donc à imaginer les contours d'un bloc social à venir.

Contrairement à ce que certains interprètes lui font dire, Gramsci n'a jamais voulu faire de la « bataille culturelle » le cœur de la lutte des classes. Évoquant l'évolution du marxisme de son temps, il affirme que « la phase la plus récente de son développement consiste justement dans la revendication du moment de

l'hégémonie comme élément essentiel de sa conception de l'État et dans la « valorisation » du fait culturel, de l'activité culturelle, de la nécessité d'un front culturel à côté des fronts purement économique et politique (7) ». Articuler un « front culturel » avec les fronts économique et politique existants : c'est là sa grande idée.

Cela ne suppose en aucun cas une prééminence du « front culturel » sur les autres. Ni que ce front devienne la chasse gardée de militants opérant dans la sphère des idées. Pour Gramsci, le syndicaliste se trouve souvent en première ligne sur le « front culturel ». Par les luttes qu'il organise, il fait évoluer les rapports de forces et laisse entrevoir ainsi la possibilité d'un autre monde. Ce que Gramsci appelle « culture » diffère très sensiblement de ce que nous entendons couramment par ce terme. La notion d'« hégémonie culturelle » ne désigne pas la péroraison incessante d'intellectuels ou de dirigeants contestataires dans les médias dominants, mais la capacité d'un parti à forger et à diriger un bloc social élargi en éveillant la conscience de classe. Les exemples ne manquent pas, ni à son époque ni aujourd'hui.

En décembre 2017, des salariés de l'entreprise de nettoyage Onet, en région parisienne, ont remporté une victoire importante (8). Ces sous-traitants de la Société nationale des chemins de

fer (SNCF) chargés de la propreté des gares revendiquaient un rattachement à la convention collective de la maintenance ferroviaire de la SNCF, le retrait d'une clause de mobilité qui les obligeait à effectuer de longs déplacements, l'augmentation de la prime de panier (indemnité repas) et la régularisation de collègues sans papiers. Au terme d'une grève de quarante-cinq jours, ils ont obtenu satisfaction sur l'essentiel. Pareille lutte s'annonçait d'autant plus improbable qu'elle était menée par des immigrés récents, au sein d'une entreprise sous-traitante et dans un secteur où l'interruption du travail n'a pas un impact vital sur le cours de la vie sociale. Bloquer une raffinerie, c'est bloquer le pays. Mais cesser de nettoyer une gare périphérique en Seine-Saint-Denis... ?

Et pourtant, à force de persévérance, les grévistes et leurs délégués syndicaux ont gagné. Les transformations structurelles du capitalisme depuis les années 1970 ont changé la classe ouvrière.

Celle-ci n'a certes pas disparu ; elle est devenue plus diverse socialement, ethniquement et spatialement. Livrer la « bataille des idées » consiste à politiser ces nouvelles classes populaires, au moyen de luttes analogues à celle menée par les salariés d'Onet. Leur victoire montre que l'improbable n'en reste pas moins possible. Le « front culturel », articulé aux fronts économique et politique, c'est exactement cela. Ils ne le savent peut-être pas, mais les grévistes d'Onet sont les véritables héritiers de Gramsci.

(1) Najat Vallaud-Belkacem, « Éloge de l'imperfection en politique », *Le Nouveau Magazine littéraire*, Paris, janvier 2018.

(2) Lire Serge Halimi, « Le leurre des 99 % », *Le Monde diplomatique*, août 2017.

(3) Cf. Yuan Yang, « China's Communist Party raises army of nationalist trolls », *Financial Times*, Londres, 29 décembre 2017.

(4) Cf. par exemple Yvan Gastaut, « La flambée raciste de 1973 en France », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, n° 2, Poitiers, 1993. Lire également Benoît Bréville, « Intégration, la grande obsession », *Le Monde diplomatique*, février 2018.

(5) Lire Razmig Keucheyan et Renaud Lambert, « Ernesto Laclau, inspirateur de Podemos », *Le Monde diplomatique*, septembre 2015.

(6) Cf. Laure Beaudonnet, « Aude Lancelin, auteure de "La Pensée en otage" : "Tout le circuit de l'information est pollué" », *20 Minutes*, Paris, 10 janvier 2018.

(7) Cf. Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La Fabrique, Paris, 2012.

(8) Cf. Cécile Manchette, « Onet. Victoire éclatante des grévistes du nettoyage des gares franciliennes », *Révolution permanente*, 15 décembre 2017.

IRIS SUP' L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'IRIS

TITRES DE NIVEAU 1 RECONNUS PAR L'ÉTAT, ENREGISTRÉS AU RNCP (arrêté du 23-02-17 paru au JO du 03-03-17)

DIPLOMES DE NIVEAU BAC+4 ET BAC+5 EN PRÉSENTIEL ET À DISTANCE

Titre Analyste en stratégie internationale

- parcours Géopolitique et prospective
- parcours Défense, sécurité et gestion de crise
- parcours Géoéconomie et gestion des risques

Titre Manager Humanitaire

- parcours Stratégique
- parcours Opérationnel
- parcours Plaidoyer

PORTES OUVERTES SAMEDI 10 MARS 2018 DE 14H À 17H

www.iris-sup.org

Renseignements : +33 (0)1 53 27 60 74

Établissement privé d'enseignement supérieur technique enregistré auprès du rectorat de Paris

* Professeur de sociologie à l'université de Bordeaux.

Les lycées professionnels, parent pauvre

Elle est la face cachée de la planète éducative, invisible dans les discours officiels, qui lui préfèrent l'apprentissage. La voie professionnelle scolaire instruit pourtant un tiers des lycéens et les trois quarts des jeunes qui s'orientent vers des métiers d'ouvrier ou d'employé. Jadis instrument d'émancipation, cette « école du peuple », promise à une « rénovation », souffre d'une double relégation : scolaire et sociale.

PAR JEAN-MICHEL DUMAY *

EN SEPTEMBRE 2017, le Mouvement des entreprises de France (Medef) lançait une campagne destinée à faire connaître ses propositions pour améliorer le système éducatif en mettant dans la bouche des jeunes cette accusation : « Si l'école faisait son travail, j'aurais du travail. » La charge contre l'éducation nationale était si violente que même l'ancienne « patronne des patrons » Laurence Parisot ne vit là que « morgue, mépris, bêtise, ignorance » (Twitter, 21 septembre). Le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer ne put qu'exiger le retrait immédiat du slogan – ce qui fut fait. Le Medef présenta des demi-excuses. Selon lui, l'opération ne visait « évidemment pas les professeurs, mais un système qui produit du chômage ». Voire...

Le matraquage médiatique en matière d'éducation conduit à confondre, d'une part, la protection contre le chômage que représente un diplôme à titre individuel et, d'autre part, la formation comme panacée pour lutter collectivement contre le fléau. Certes, en France, les actifs ayant un diplôme de niveau bac+2 minimum sont deux fois moins au chômage que ceux qui ont le niveau du baccalauréat, et trois fois moins que les non-diplômés (1). Mais cela ne signifie en rien que la formation professionnelle, initiale ou continue, peut à elle seule suppléer au manque d'activité économique ou de partage du travail (2). À court terme, elle ne peut qu'agir à la marge, sur les dizaines de milliers d'offres non pourvues de ce fait chaque année, un chiffre bien maigre au regard des 3,5 millions de chômeurs sans aucune activité.

Reproduction des rapports de classe

CETTE voie-là, en marge des enseignements général et technologique, compte pourtant 755 000 élèves, filière agricole comprise, soit un tiers des lycéens ; c'est-à-dire, aux côtés des apprentis, les trois quarts de ceux qui s'orientent vers des métiers d'ouvrier ou d'employé. C'est la face cachée de la planète éducative, l'envers des « 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac » – sans laquelle, d'ailleurs, ce mot d'ordre n'aurait pu être atteint. Celle qui forme mécaniciens, frigoristes, techniciens d'atelier, boulangers, bouchers, secrétaires, vendeurs, coiffeurs, fleuristes, etc. Des catégories dont l'éducation ne suscite guère de débat.

Comme les apprentis, les lycéens professionnels préparent des diplômes permettant tout à la fois une insertion dans la vie active et la poursuite d'études : soit un certificat d'aptitude professionnelle (CAP), soit, le plus souvent, un baccalauréat professionnel. Ces études se déploient dans plusieurs dizaines de spécialités aux appellations parfois érotiques : productique mécanique ; composites, plastiques chaudronnés ; maintenance des systèmes énergétiques et climatiques ; cultures marines ; maréchalerie... Mais, alors que les apprentis passent jusqu'aux trois quarts de leur temps dans les sociétés qui les emploient (et le reste en centre de formation pour des cours généraux), qu'ils en sont salariés et perçoivent de 25 à 78 % du salaire minimum, les lycéens professionnels, eux, demeurent des élèves. Ils ne sont pas rémunérés, bien qu'une partie de leur formation se déroule en entreprise, mais sous forme de stages : vingt-deux semaines lors du cursus en trois ans du bac professionnel, par exemple.

Ainsi, dans les filières industrielles, on les retrouve entre stylos et outils, ordina-

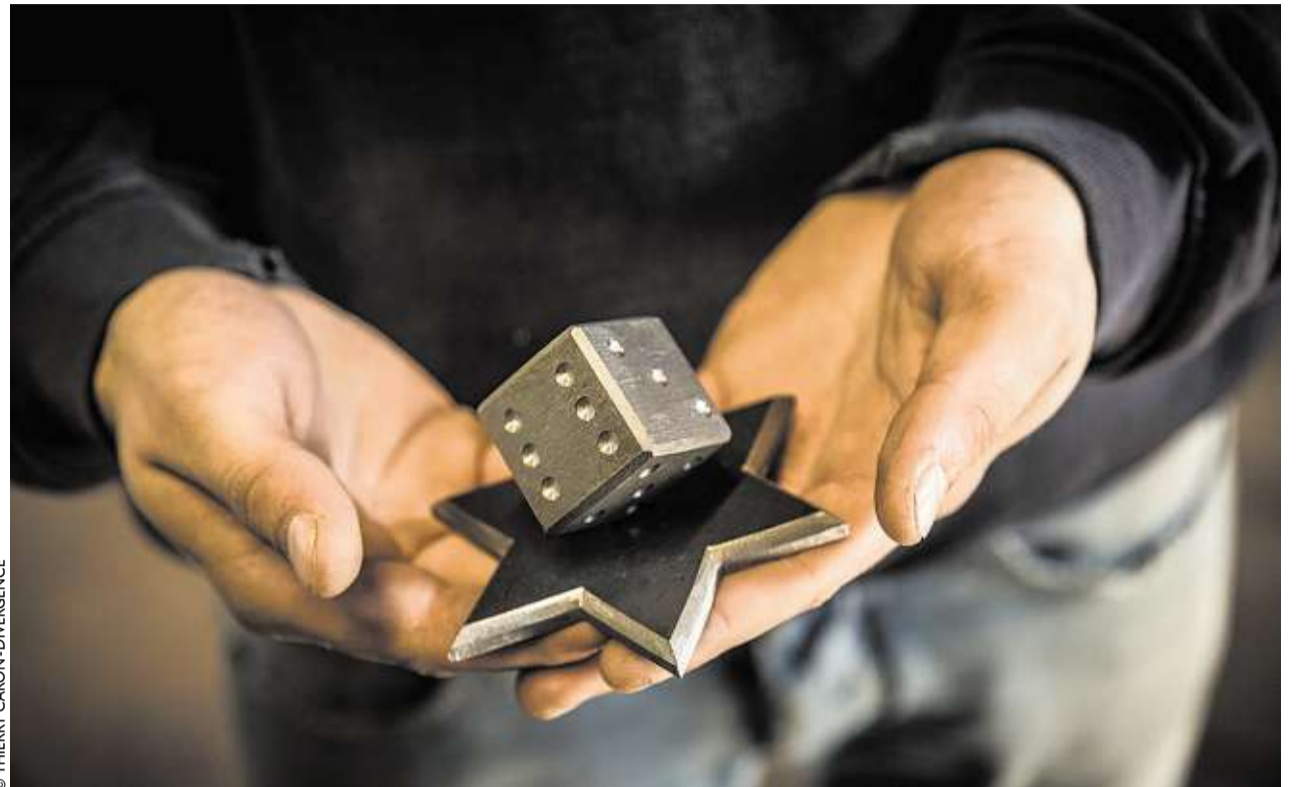
Qu'importe donc s'il a été établi de longue date que la relation entre la formation et l'emploi était, en fait, « introuvable (3) »... ou rappelé encore récemment que « la profession exercée [n'était] étroitement liée à la formation que pour seulement un emploi sur trois » (lire sur notre site « Le vieux mythe de l'adéquation formation-emploi »). Depuis une trentaine d'années, il existe un consensus politique sur l'idée qu'il faut rapprocher l'école de l'entreprise afin de lutter contre le chômage de masse. Le néolibéralisme assure que l'adéquation entre ces deux-là est un graal à conquérir et que le système éducatif français est mal équipé pour y parvenir. En matière de formation professionnelle, énonce-t-il, il n'y a pas mieux que les vertus supposées « formatrices » de l'entreprise. Et donc rien de plus efficace que la voie de l'apprentissage. On compte 261 000 apprentis jusqu'au niveau du bac (voir les graphiques page 5), principalement dans la production, et 144 000 dans l'enseignement supérieur.

Inlassablement, ce mode de préparation à la vie active fait l'objet de « relances » poussées par le patronat et par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie (CCI) ou les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA). La dernière, voulue par le gouvernement, devrait déboucher au printemps sur une nouvelle réforme, couplée à celle de la formation continue (4). Tout cela souligne, en creux, le silence médiatique qui entoure l'enseignement professionnel dispensé sous statut scolaire, en lycée.

teurs et machines à commande numérique, habits courants et bleus de travail. Dans les salles de classe, la moitié du temps, ils retrouvent des matières avec lesquelles ils étaient en froid au collège (lettres, histoire, mathématiques, sciences, anglais...). Dans les ateliers du lycée, ils acquièrent « à blanc » la culture technique de leur spécialité. Les enseignants, spécialisés, très impliqués, y seraient « différents » : « Ce qui change beaucoup, c'est que les profs sont plus attentifs, ils font plus attention à nous », peut-on apprendre d'élèves qui, fréquemment, se sont vu imposer leur orientation : « On m'a dit de venir ici, alors je suis venu ici » (5).

« École du peuple » par la composition de ses effectifs (un tiers perçoit une bourse, deux fois plus que dans la voie générale), l'enseignement professionnel regroupe principalement des enfants d'ouvriers, d'employés ou de chômeurs, souvent issus de familles d'immigrés ou monoparentales : 18 % seulement ont des parents cadres, enseignants ou issus de professions intermédiaires, contre 44 % dans les voies générale et technologique (6). C'est que la filière, à l'instar des métiers manuels, se distingue par sa mauvaise image, que souligne la récurrence des discours ministériels en faveur de sa « rénovation ». La dernière en date, souhaitée par le ministre de l'éducation, qui en a fait sa « deuxième priorité » après l'école primaire, devrait être arriérée à la réforme de l'apprentissage. Dans un rapport remis le 22 février, neuf « leviers » pour « transformer la voie » et la rendre plus attractive ont été proposés par une députée, M^{me} Céline Calvez (La République en marche), et un grand chef cuisinier, M. Régis Marcon (7).

Associées à la faiblesse des résultats à l'école, constate-t-on au Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco),



THIERRY CARON. – Un jeune apprenti montre le travail qu'il vient d'effectuer dans un atelier de métallerie, octobre 2016

« les probabilités d'intégrer les filières de l'enseignement professionnel plutôt que [celles de] l'enseignement général restent très dépendantes de l'origine sociale et du niveau de formation des parents (8) ». C'est pourquoi la voie « pro » des lycées n'attire qu'à peine plus d'un enfant de cadres et d'enseignants sur dix, soit 3,4 fois moins que ceux des employés, 5 fois moins que ceux des ouvriers qualifiés et 5,5 fois moins que ceux issus de familles d'ouvriers non qualifiés et d'inactifs.

Ces données, selon le Cnesco, « évoluent peu ». Elles sont « pour partie la conséquence de mécanismes d'auto-sélection sociale ». Elles s'avèrent surtout « révélatrices de la panne de démocratisation qui caractérise le système éducatif français et des difficultés auxquelles se heurtent, depuis trente ans, les politiques visant à doter la voie professionnelle d'une "dignité égale" à celle dont jouissent les filières générale et technologique ». L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en a dressé un constat confondant : le système éducatif français est, selon elle, « l'un des plus inégalitaires » de ses pays membres (9). En France, les élèves issus de familles défavorisées sont trois fois plus susceptibles d'être en échec scolaire que les autres. Et, dans la tranche des 20-24 ans, 21 % des enfants d'ouvriers et d'employés n'ont aucun diplôme, contre 8 % de ceux de cadres et d'enseignants.

Sociologue ayant scruté l'enseignement professionnel et son public, Ugo Palheta affirme que celui-ci « constitue une composante cruciale d'un système d'enseignement qui, malgré la massification scolaire, ne reproduit pas moins qu'hier (...) les rapports de classe ». Pour lui, « la domination de l'enseignement général sur l'enseignement professionnel s'est sans doute renforcée ». Et ce de deux manières : en amont, « puisque le public des filières professionnelles accueille un public de plus en plus homogène scolairement et socialement » ; et, en aval, « dans la mesure où les diplômés professionnels permettent de moins en moins de s'extraire du salariat d'exécution », lui-même précarisé depuis une trentaine d'années (10).

Les lycées professionnels concentrent les difficultés. Dans un système éducatif où la norme scolaire repose sur les bonnes notes en mathématiques et en français, où les catégories favorisées sont celles, surtout, et de plus en plus, qui échappent aux orientations subies, « l'enseignement professionnel est devenu le lieu de la relégation », constate à son tour Gilles Moreau, professeur de sociologie à l'université de Poitiers. Un « dépotoir », a même osé un ancien recteur, M. Bernard Toulemonde (11). D'une part, il est le réceptacle des élèves qui ont éprouvé des difficultés d'apprentissage dès l'école primaire, la faiblesse du niveau des acquis en sixième restant un fort indicateur de prédiction d'orientation dans la filière. D'autre part, il est l'antichambre des insertions les plus difficiles, que la crise de 2008 n'a fait qu'aggraver. Dans les spécialités

tertiaires, très féminines – commerce-vente, gestion-administration –, les taux de chômage, trois ans après la sortie d'école, oscillent entre 25 et 30 %.

Autrefois fabrique de l'élite ouvrière, arrachée aux écoles d'entreprise après 1945, l'enseignement professionnel souffre, selon Gilles Moreau, d'une « double disqualification : scolaire et sociale (12) ». D'un côté, il est victime du paradoxe de la politique d'unification du système scolaire, qui a abouti à la création du « collège unique », et de l'élévation incessante des

niveaux de formation depuis 1960. En effet, explique Gilles Moreau, « en construisant l'enseignement des métiers ouvriers et employés à l'ombre du modèle bourgeois napoléonien, l'école [a confiné] les diplômés professionnels et les élèves qui les préparent en bas de l'échelle scolaire ». De l'autre, il pâtit de la montée du chômage et de l'inadéquation supposée avec les besoins du marché, qui ont ouvert la voie, à partir de la loi Séguin de 1987, à une franche résurrection de l'apprentissage, son concurrent, désormais favori des politiques publiques.

« Les patrons ne forment pas : ils trient ! »

SON COMPTE, d'ailleurs, serait réglé par la statistique. En 2016, sept mois après la fin de leur formation, 68 % des apprentis détenteurs d'un bac professionnel étaient au travail – dont plus de la moitié en emploi à durée indéterminée (EDI) –, contre 46 % seulement des lycéens professionnels de même niveau – dont un tiers en EDI. Il en allait de même pour 59 % des apprentis ayant obtenu un CAP, contre deux fois moins chez les lycéens « pro » (13). Accédant plus rapidement à l'emploi, moins concernés par les successions d'embauches précaires et bénéficiant de meilleures conditions de travail (salaire, part des temps partiels, adéquation des emplois avec les formations suivies), les apprentis apporteraient donc la preuve de l'efficacité de leur système de formation.

Pas si vite !, rétorquent les chercheurs qui ont étudié la question. « Parmi ceux qui sont retenus par les entreprises en apprentissage, constate Prisca Kergoat, de l'université Toulouse Jean-Jaurès, on observe une surreprésentation des garçons [70 %], un énorme écart sur l'origine sociale comparativement aux lycées professionnels, des dispositions sociales et culturelles plus élevées. » Ils ont plus souvent des parents français, qui sont eux-mêmes moins fréquemment au chômage. Bref, l'apprenti français est plutôt mâle et blanc, et moins dans la galère qu'un

lycéen. Un comble, il est même aussi souvent... déjà diplômé, titulaire parfois d'un CAP pour préparer un autre CAP ! « Le Medef soutient que c'est le boulot des patrons de former, résume Fabienne Maillard, enseignante en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII. En fait, ils ne forment pas : ils trient (14) ! » On pourrait dire : ils prérecrutent, à bas prix, avec des contrats précaires – ce que facilite un taux de chômage élevé.

Les lycéens le sentent, ajoute Prisca Kergoat, sur la base d'une étude menée auprès de deux mille jeunes : « Ils anticipent beaucoup les discriminations et sont conscients de leur absence de réseau. Du coup, ils ne cherchent pas d'entreprises pour aller en apprentissage. » Certains groupes – les filles, les enfants issus de l'immigration – font même délibérément le choix du lycée, jugé plus « protecteur » : « La croyance dans l'école républicaine est parfois très forte, très investie par les parents, poursuit la sociologue. Chacun espère, à travers la poursuite des études, contourner le travail ouvrier. » Mais cet espoir est fragile. Si un tiers des bacheliers « pro » poursuivent leur parcours dans le supérieur, leur réussite est relative : en section de technicien supérieur (STS), où ils se dirigent surtout, 59 % décrochent leur diplôme, contre 85 % des bacheliers généraux.

(1) Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), Paris, 17 mai 2017 (données 2016).

(2) Lire John Marsh, « L'éducation suffira-t-elle ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2012.

(3) Lucie Tanguy (sous la dir. de), *L'Introuvable Relation formation-emploi. Un état des recherches en France*, La Documentation française, Paris, 1986.

(4) Cf. Bertrand Bissuel, « Apprentissage : les grands axes de la réforme », *Le Monde*, 10 février 2017.

(5) Zineb Dryef et Julie Balagué, « Les années lycée. Un an en seconde pro à la campagne », *Les Jours*, septembre 2016-juin 2017, <https://lesjours.fr>

(6) Repères & références statistiques. Enseignements, formation et recherche 2017, direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, ministère de l'éducation nationale, Paris.

(7) Disponible sur www.education.gouv.fr

(8) Vanessa di Paola, Aziz Jellab, Stéphanie Moullet, Noémie Olympe et Éric Verdier, « L'évolution de l'enseignement professionnel : des segmentations éducatives et sociales renouvelées ? », contribution dans le cadre du rapport du Conseil national d'évaluation du système scolaire sur les inégalités scolaires d'origine sociale et ethnoculturelle, Paris, juin 2016.

(9) « Vers un système d'éducation plus inclusif en France ? », série « Politiques meilleures », Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, juillet 2015.

(10) Ugo Palheta, *La Domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*, Presses universitaires de France, coll. « Le lien social », Paris, 2012.

(11) « École : l'ancien recteur veut "tuer le mammoth" », *Ouest-France*, Rennes, 6 janvier 2017.

(12) Cf. Gilles Moreau, « École : la double disqualification des lycées professionnels », dans Joseph Confavreux, Jade Lindgaard et Stéphane Beaud (sous la dir. de), *La France invisible*, La Découverte, Paris, 2006.

(13) Notes d'information n° 17.11 et 17.12, direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, ministère de l'éducation nationale, juin 2017.

(14) Prisca Kergoat, « Trouver et tenir sa place. Les apprentis(e)s et le travail » et « Filles et garçons en apprentissage : une division sexuelle du travail », dans *Valoriser l'enseignement professionnel. Une exigence sociale* (collectif), Institut de recherche de la FSU - Éditions Syllepse, Les Lilas - Paris, 2017. Cf. aussi Fabienne Maillard, *La Fabrique des diplômés*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2015.

PAR L'APPRENTISSAGE

de l'éducation

Est-il néanmoins si pertinent de rapprocher les taux d'insertion des apprentis de ceux des lycéens ? Pas vraiment. « À l'entrée sur le marché du travail, les apprentis sont déjà salariés, rappelle Jean-Jacques Arrighi, du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) en 2013 (15). Ils jouissent donc d'un triple avantage sur les lycéens et les étudiants : ils peuvent valoriser une expérience professionnelle auprès des employeurs ; ils connaissent le fonctionnement du marché du travail dans leur branche d'activité ; et enfin, ils peuvent mobiliser pour leur recherche un réseau de relations constitué durant leur formation. »

Loin d'être un service public de formation, l'apprentissage se déploie d'abord comme un marché, à l'image de celui du travail, qui dépend de l'offre des entreprises. Inégalitaire dans son recrutement, il l'est aussi dans son financement : en 2011, les centres de formation d'apprentis d'Île-de-France disposaient de 3 500 euros par apprenti, 3,5 fois plus qu'en Franche-Comté. Et par son développement, qui, au cours des trente dernières années, ne s'est pas fait là où il aurait pu être utile socialement, c'est-à-dire au niveau des CAP, dont les effectifs déclinent. « L'apprentissage n'est apparu dynamiquement que sur les segments où les jeunes n'éprouvent pas de difficultés particulières d'accès au marché du travail », constatait encore le Cereq. Dans l'enseignement supérieur, où ses effectifs ont été multipliés par sept en vingt ans, et dans les bacs « pro » industriels, pointus, très recherchés.

Ces constatations n'empêchent pas certains – comme l'Institut Montaigne, think tank libéral ayant inspiré le programme de M. Emmanuel Macron – de pousser sans relâche à faire de l'apprentissage « la voie professionnelle initiale de droit commun », au détriment des lycées (16). Un consensus semble cependant s'être imposé entre les acteurs de la formation. Que ce soit du côté de l'État, des régions ou des branches professionnelles, l'heure n'est pas à l'opposition dogmatique entre les deux voies, mais à la volonté de « mieux faire travailler les deux ensemble », assure-

t-on à l'assemblée permanente des CMA, qui forment 30 % des apprentis.

De toute part, l'éducation nationale est certes renvoyée dans les cordes, accusée d'organiser un système inégalitaire « dominé par la série S depuis la maternelle », selon le mot soufflé à l'Association des régions de France. Elle est menacée par le patronat, qui se rêve en maître des référentiels de diplômes, jugés trop corsetés par l'État, et qui pourrait avoir, par la réforme, plus de facilités à ouvrir des centres de formation d'apprentis où bon lui semble. Et elle est bousculée par les régions, qui lorgnent le pilotage de l'orientation pour la dégager des logiques éducatives et mieux insérer les élèves localement. Mais ce ne sont pas là des raisons suffisantes pour jeter le bébé avec l'eau du bain : les régions, comme les chambres consulaires (et même, à bien les écouter, les organisations patronales), jurent toutes « ne pas vouloir tuer les lycées professionnels » – ce qui tombe plutôt sous le sens, surtout pour les premières : les conseils régionaux y ont investi des millions en modernisation des équipements depuis les lois de décentralisation.

Un mot, donc, revient sur toutes les lèvres, et pourrait nourrir la réforme : « mixité ». D'abord celle des parcours, c'est-à-dire la possibilité, par exemple, de commencer un cursus de bac professionnel en lycée, puis de l'achever par la voie de l'apprentissage. Ce que recommande la mission Calvez-Marcon, qui appelle à « lever les freins au développement de l'apprentissage en milieu scolaire ». « Il faut de la souplesse », nous dit-on au réseau des CCI de France, où l'on souhaiterait que l'inverse soit possible : revenir sous statut scolaire quand un contrat d'apprentissage est abandonné (ce qui se produit dans 27,5 % des cas). Ensuite, mixité des publics, c'est-à-dire la possibilité d'enseigner, dans une même classe, à des lycéens, des apprentis ou des stagiaires de la formation continue. Cette éventualité n'est pas sans poser des difficultés aux professeurs des lycées professionnels : pédagogiques (comment enseigner à ces publics différents ?) et statutaires (recrutés sur concours, ils peuvent aujourd'hui refuser d'enseigner aux apprentis).

Une atteinte au projet républicain

UN TEL rapprochement des deux voies n'est probablement pas fait pour déplaire, en revanche, au ministre de l'éducation. Avant sa nomination, M. Blanquer plaide déjà pour « l'usage de l'apprentissage comme mode de formation de principe dans l'ensemble des lycées (17) ». Depuis, il a dit vouloir développer des « Harvard du pro », c'est-à-dire « des campus qui fassent envie », à l'image du pôle de formation aux métiers de l'aéronautique en Gironde, où se mêlent apprentissage et alternance sous statut scolaire. Toutefois, M. Blanquer ne s'est pas encore prononcé sur cette recommandation de l'OCDE qui juge « primordial (...) d'attirer des enseignants hautement qualifiés, ce qui pourrait nécessiter d'accorder une rémunération plus élevée aux enseignants des lycées professionnels et des possibilités d'évolution de carrière ». En 2013, 11,7 % des postes d'enseignant en lycée professionnel étaient occupés par des contractuels précaires, soit 2,4 fois plus que dans les voies générales et technologiques. Et, chaque année, dans les matières professionnelles, sur quatre postes ouverts au concours, un reste vacant.

Face à ces évolutions, les enseignants font part de leurs doutes et de leurs craintes. À Blois, dans le Loir-et-Cher, M. Emmanuel Mercier, professeur d'électrotechnique, note que, dans son académie, les prévisions d'ouverture de nouvelles places de formation concernent cinq fois plus l'apprentissage que les lycées : « La région, avance-t-il, répond aux besoins immédiats du patronat

local. » À Blaye, en Gironde, M. Fabrice Olsak, professeur de génie thermique depuis trente-cinq ans, constate que ses élèves ont maintenant beaucoup de peine à trouver des stages, car les entreprises « sont saturées de demandes », « font de la sélection et, finalement, fournissent peu d'efforts, comme elles changent de stagiaires toutes les quatre semaines ». À Fécamp, en Seine-Maritime, M. Stéphane Legardinier, professeur de lettres-histoire et géographie, s'inquiète des grandes difficultés de lecture et de compréhension de certains élèves arrivant au lycée, du « décrochage » qui guette et de l'absen-

tisme. « On les remet en confiance, dit-il, on crée du relationnel, on obtient des progrès : c'est une source de satisfaction. » Cela n'empêcherait pas pourtant « une certaine dévalorisation intériorisée » chez les enseignants, même si persiste « la conscience d'être utile, d'apprendre aux élèves un métier, d'avoir un rôle citoyen ». Il en vient donc à celui que l'enseignement professionnel doit jouer en tant que « service public national ».

La mission de l'école, voilà la question, toujours sous-jacente. Chaque professeur de la voie professionnelle connaît le cadre conceptuel historique dans lequel il exerce : une formation « méthodique et complète », où l'apprentissage d'un métier se trouve comme enchâssé dans la culture générale, où les diplômes ne valent pas seulement pour leurs performances sur le marché du travail mais sont aussi sources d'intégration sociale et garantie de la sécurité sociale et économique de leur détenteur (18). Ses fondements, rappelle Guy Bruçy, historien de l'éducation, remontent à il y a plus d'un siècle, quand « les républicains, soucieux de tempérer les excès du libéralisme sauvage, posèrent les bases d'un État social ». Celui-ci s'inspirait d'une philosophie des rapports sociaux qui refusait de réduire les salariés à leurs capacités productives, spécialisées et monnayables localement – ses promoteurs ne voyant aussi que des avantages à ce que les travailleurs ainsi formés répondent moins à leurs nerfs qu'à leur jugement...

Secrétaire départemental de la Confédération générale du travail (CGT)-Éduc'action de Seine-Saint-Denis, M. Maxime Besselièvre s'interroge donc sur un glissement sémantique récent : « Souvent, dans les discours officiels, on ne dit plus "apprentis" ou "élèves", mais "apprenants" – manière discrète de gommer les statuts. Et l'enseignant en lettres-histoire et géographie de poser cette question : « Où est la place d'un jeune avant 18 ans ? » À l'école ou en entreprise ? Il rappelle que, à la différence de l'apprentissage, l'enseignement professionnel a pour vocation de « scolariser tout le monde » (19). Ainsi, face à la volonté du Medef de placer l'entreprise « au cœur de

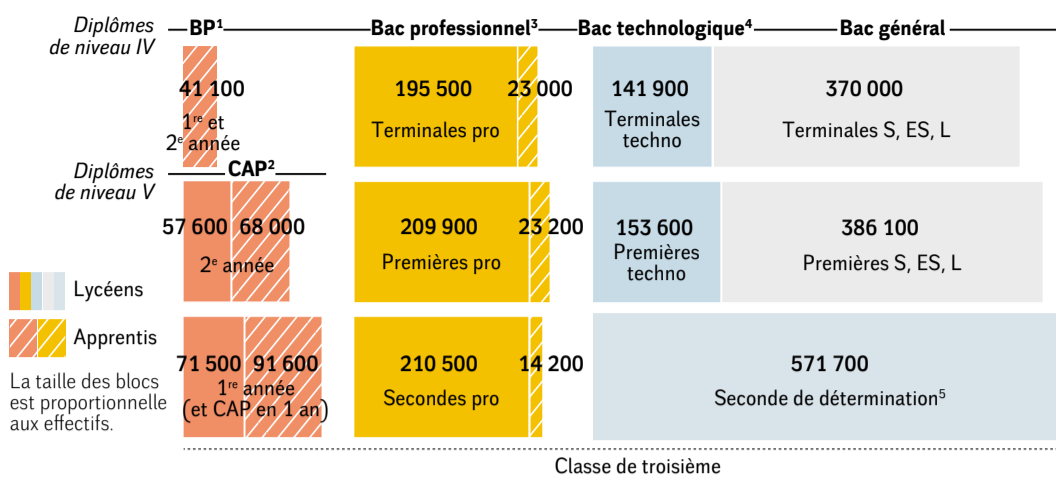
la voie professionnelle », les syndicats rappellent volontiers le rôle de chacun : « À l'enseignant d'enseigner, à l'employeur d'employer », estime le Syndicat national de l'enseignement technique-Action autonome-Force ouvrière (Snetaa-FO). Ou renvoient aux vertus promotionnelles originelles de la filière en proposant de « mettre en place un grand plan de rescolarisation des jeunes de 15 à 18 ans » pour éradiquer les plus de 100 000 sorties annuelles du système éducatif sans diplôme de fin d'études secondaires – proposition du Syndicat national unitaire de l'enseignement professionnel-Fédération syndicale unitaire (Sneup-FSU) (20).

L'historien, lui, constate la « grande inversion » du modèle de formation construit en France depuis un siècle, au point de se demander si l'ambition républicaine d'enseigner les métiers à l'école n'aura pas été qu'une parenthèse (21). « Ce qui l'emporte, c'est de défaire les institutions du travail », estime Lucie Tanguy, directrice de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il y a un quart de siècle, elle avait publié un rapport tonique alertant des effets sur les basses qualifications du mot d'ordre « 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat ». « Aujourd'hui, analyse-t-elle, il ne s'agit pas tant de former à un emploi que de former quelqu'un qui soit flexible, mobile, capable de s'adapter, tout en étant responsable de lui-même. » Elle s'inquiète de la socialisation crois-

sante des jeunes aux valeurs de l'entreprise : une atteinte, selon elle, à la neutralité du projet républicain de former des citoyens (22). « Par une formule magique, on veut "revaloriser" l'enseignement professionnel, renchérit Guy Bruçy. Mais que s'agit-il de revaloriser ? Une formation étroitement adaptée aux besoins des employeurs à court terme, à un moment donné, dans une région donnée ? Ou une formation soucieuse de transmettre des valeurs culturelles et citoyennes en même temps qu'une qualification professionnelle reconnue par un diplôme à validité nationale ? »

L'éducation nationale semble donc sommée d'effectuer un contrôle qualité de ce qu'elle « produit » : un citoyen émancipé, soucieux de l'intérêt général, capable de prendre des responsabilités dans la sphère politique (mais alors, la culture scolaire et les pratiques y contribuent-elles vraiment ?). Ou cette figure double, docile au système : d'un côté, un individu entrepreneur, compétitif, sachant maximiser les profits ; de l'autre, un exécutant à l'« employabilité » constamment entretenue, doté d'un « savoir-être » subjectif et normé, autant recherché que ses compétences. Nous voici, bon an mal an, passés de l'utopie de « l'humanisme technique » instruisant, selon une formule séculaire, « l'homme, le travailleur, le citoyen », à celle de l'« entreprise formatrice », soi-disant plus efficace. Certes, nous rappelle l'historien, mais pour quelle fin socialement ?

JEAN-MICHEL DUMAY.



Lycéens et apprentis préparant un diplôme jusqu'au niveau du baccalauréat

Effectifs (arrondis) à la rentrée 2016, sauf enseignement agricole et centres de formation d'apprentis : rentrée 2015 ; formation initiale ; établissements publics et privés.

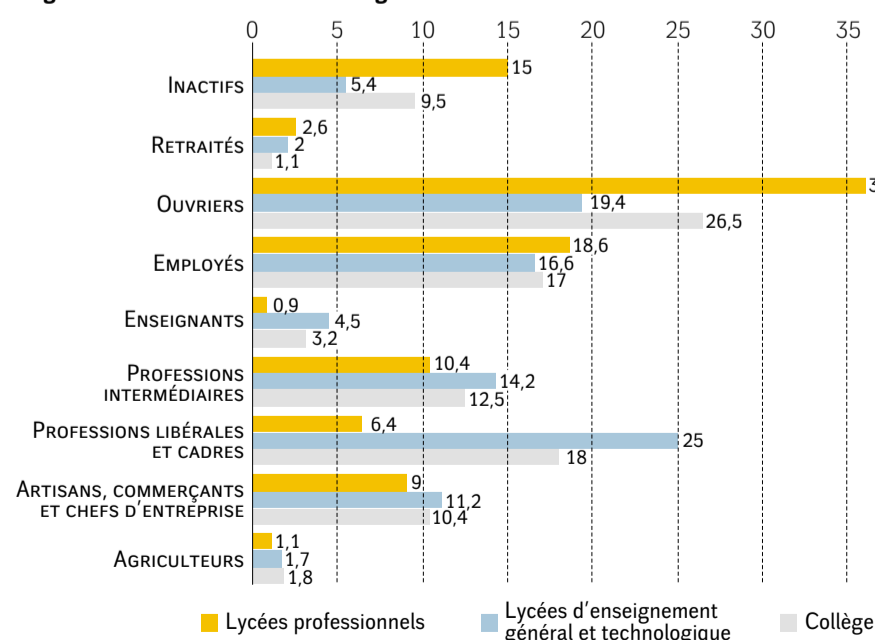
1. BP : brevet professionnel.
2. CAP : certificat d'aptitude professionnelle. Par ailleurs, 11 400 apprentis préparent d'autres diplômes de niveau V.
3. Y compris brevet des métiers d'art (BMA) et autres diplômes de niveau IV.

4. Filières STI2D, STL, STMG, ST2S, STD2A, STAV ; y compris TMD, hôtellerie et brevets de technicien.
5. Y compris seconde TMD, hôtellerie et brevets de technicien.

Source : « Repères & références statistiques 2017 », ministère de l'éducation nationale.

CÉCILE MARIN

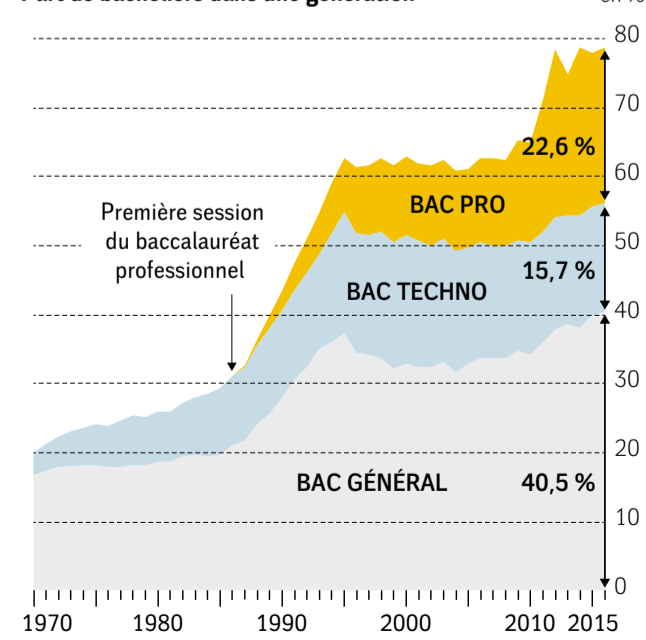
Origine sociale des élèves de l'enseignement secondaire



L'origine sociale d'un élève fait référence à la profession et catégorie socioprofessionnelle de la personne qui en est responsable. Champ : élèves sous statut scolaire inscrits dans les établissements relevant du ministère de l'éducation nationale.

Source : « Repères & références statistiques 2017 », ministère de l'éducation nationale.

Part de bacheliers dans une génération



Champ : France métropolitaine jusqu'en 2000, France métropolitaine et d'outre-mer (hors Mayotte) depuis 2001.

CÉCILE MARIN

Lire aussi sur notre site :
« Le vieux mythe de l'adéquation formation-emploi »,
www.monde-diplomatique.fr/58422

Échange de bons procédés entre

La réélection de M. Vladimir Poutine le 18 mars semble assurée. Son dernier mandat a été marqué par des rapports de plus en plus tendus avec les pays occidentaux, mais aussi par un virage conservateur. Depuis six ans, le chef de l'État s'affiche avec les dignitaires orthodoxes. Il instrumentalise ainsi leur influence pour revigorer le patriotisme et rayonner à l'étranger.

PAR ANAÏS LLOBET *

Sous un grand soleil, ce 25 mai 2017, le patriarche Cyrille de Moscou et de toute la Russie inaugure l'église du monastère Sretenski, au cœur de la capitale. À ses côtés, le président Vladimir Poutine, le visage solennel et impassible, observe l'intégralité des rites. Puis il tend au patriarche une icône vieille de quatre cents ans représentant Jean Baptiste, le prophète ayant annoncé la venue de Jésus, qui trônait jusque-là dans son bureau du Kremlin. Elle sera désormais placée sur l'autel du nouveau lieu de culte.

Un patriarche orthodoxe aux côtés d'un chef d'État russe : la scène aurait semblé étrange il y a quelques dizaines d'années. Située à quelques pas de la Loubianka, le bâtiment du ministère de l'intérieur soviétique, symbole de la grande répression des années 1930, l'église est dédiée à la mémoire des « martyrs de la persécution antireligieuse ». La décision de la consacrer l'année du centième anniversaire des révolutions de février et octobre 1917 constitue un « symbole important », a souligné M. Poutine, prenant la parole après la cérémonie. « Nous savons à quel point la paix civile est fragile. Nous ne devons jamais oublier combien il est difficile de guérir les blessures nées des divisions. Voilà notre responsabilité commune : faire tout notre possible pour préserver l'unité de la nation russe. »

Une population peu pratiquante

ÉTAT et Église ont donc opéré un rapprochement que chaque partie juge profitable. « Après ces décennies de mise à l'écart, explique Andreï Beglov, spécialiste de l'Église orthodoxe parmi les plus réputés de Russie, l'Église cherche à accroître sa visibilité et son influence dans les secteurs qui lui tiennent à cœur : la famille, la culture, l'éducation, la procréation, les mœurs. » Non sans enregistrer certains succès.

À la suite du lobbying de militants orthodoxes, une réforme scolaire a rendu obligatoire un cours sur les « fondements des cultures religieuses et de l'éthique laïque ». Depuis 2012, les parents d'élèves peuvent opter pour un module adapté à leur foi, bien que, dans les faits, ce choix ne soit pas toujours respecté, faute de moyens. Le patriarcat peut également compter sur l'amitié de la ministre de l'éducation Olga Vassilievna. Cette célèbre historienne de l'Église orthodoxe, proche de l'archimandrite Tikhon Chevkhounov, est favorable à l'augmentation du nombre d'heures consacrées aux études religieuses.

L'Église a aussi ses entrées au ministère de la santé. Régulièrement invités au sein de ses commissions sur la santé des citoyens, des évêques donnent leur avis sur les politiques sanitaires. Au cours d'une de ces réunions, en octobre 2015, l'évêque Panteleimon Chatov expliquait à la ministre Veronika Skvortsova que le VIH-sida avait « une cause sociale et morale, ou plutôt immorale ». Le seul moyen de lutter contre la maladie était, selon lui, « la promotion de valeurs morales saines ».

Les pouvoirs publics subventionnent des foyers pour femmes enceintes et pour jeunes mères dirigés par des associations orthodoxes, à l'image de la maison pour les mères située dans le centre de Moscou. « La dizaine de femmes que nous accueillons ont refusé d'avorter

Même si elle n'avait pas complètement disparu durant la période communiste, l'orthodoxie sort d'une longue période de purgatoire. Après la violente campagne antireligieuse des bolcheviks, contre un clergé intimement lié à l'autocratie qu'ils combattent, il ne reste, à la veille de la seconde guerre mondiale, que 250 paroisses actives, contre 54 000 en 1914 (1). Face au déferlement des troupes allemandes, Joseph Staline réhabilite l'Église pour appuyer la mobilisation générale, dans la longue tradition des guerres « sacrées » livrées par la Russie contre les invasions barbares. « Frères et sœurs, un danger mortel menace notre patrie », lance-t-il le 3 juillet 1941 dans une adresse restée célèbre.

La reconnaissance du clergé en 1943 se fait cependant sous le strict contrôle de la police politique et du Conseil pour les affaires de l'Église orthodoxe russe. Tolérée pour assurer discrètement l'exercice du culte, l'Église s'est vu interdire toute intervention dans la vie publique. Plus tard, l'effondrement de l'URSS a conduit un nombre croissant de citoyens à se tourner vers Dieu : seuls un tiers des Russes se déclaraient orthodoxes en 1991 ; ils étaient 74 % en 2012, loin devant les musulmans, qui représentaient 7 % des personnes interrogées (2).

malgré la pression de leur partenaire ou leur situation économique difficile », se félicite sa directrice, M^{me} Maria Stoudebnikina, dont le doux visage se durcit chaque fois qu'elle évoque ces « meurtres de masse ». Pour cette jeune femme de 29 ans, « être orthodoxe, c'est être patriote et aimer la Russie ; c'est refuser de tuer ses futurs enfants, qui deviendront des soldats et qui la défendront ». « Poutine, ajoute-t-elle, écoute beaucoup notre patriarche. »

En 2014, l'Église a réussi à faire échouer un projet de réforme de la justice des mineurs qui visait à introduire le principe d'une juridiction spéciale et une approche moins punitive, avec notamment des solutions de rechange aux peines de prison. Au nom de la défense de l'unité de la famille, elle est aussi parvenue à enterrer une législation sur la tutelle sociale, un dispositif d'aide aux parents en difficulté censé prévenir le placement des enfants en institution spécialisée.

Pour autant, il serait sans doute erroné d'affirmer qu'elle est capable d'imposer sa ligne politique au pouvoir russe. D'une part, le patriarcat se retrouve dépassé par l'activisme de certains groupes ultra-orthodoxes. L'automne dernier, ceux-ci ont perturbé la sortie de *Matilda*, un film d'Alexeï Outchitel contant les amours du tsar Nicolas II, canonisé en 2000, et d'une ballerine du Théâtre Mariinsky ; ils ont obligé deux des plus importants réseaux de salles à déprogrammer le film. Dans le sillage de la condamnation de trois membres du groupe féministe Pussy Riot pour avoir entonné en 2012 une prière punk dans la cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou, le patriarcat s'était réjoui de l'adoption d'une loi instituant le délit d'« offense envers les sentiments religieux des croyants ». Gêné par les actions spectaculaires que cette reconnaissance d'un délit de blasphème a semblé autoriser, le métropolite Hilarion, président du département des relations ecclésiastiques extérieures du patriarcat



PAVEL VOLKOV – De la série « Les Nouveaux Orthodoxes russes », 2017

de Moscou, s'est prononcé « inconditionnellement et catégoriquement contre tout appel à la violence ». « En même temps, a-t-il ajouté, je ne peux et ne veux aucunement être du côté de ceux qui défendent ce film. » (3)

Par ailleurs, les positions de l'institution religieuse ne l'emportent pas nécessairement. L'interruption volontaire de grossesse, légale depuis 1920 en Russie – hormis entre 1936 et 1955 –, subit des assauts répétés de l'Église. En septembre 2016, le patriarche Cyrille signait une pétition appelant à « la fin du meurtre légal des enfants avant leur naissance » et exigeant « des amendements législatifs » pour interdire la pilule du lendemain.

Mais ces manœuvres demeurent sans effet. En Russie, comme en France, une femme peut décider d'avorter jusqu'à la douzième semaine de grossesse. Les reculs législatifs concernent les exceptions possibles au-delà du délai légal. À partir de la treizième semaine, l'avortement n'est plus autorisé qu'en cas de viol ou sur indication médicale, alors que, jusqu'en 2012, les critères sociaux tels que la pauvreté ou l'emprisonnement du père pouvaient être retenus. « Sans nous, ces meurtres seraient passés sous silence. Or, grâce à ce dialogue que nous menons pour leur interdiction, les avortements ont diminué de moitié en Russie [depuis quatre ans], se plaît à affirmer le père Dmitri Smirnov, nouveau porte-parole de l'Église orthodoxe. Il oublie que ce chiffre spectaculaire s'explique également par un meilleur accès aux méthodes contraceptives et par un souci accru des femmes pour leur santé.

Selon un sondage du Centre Levada mené en janvier 2018, 35 % des personnes interrogées considèrent l'avortement comme « choquant », même dans le cas où la famille ne peut subvenir aux besoins de l'enfant. En 1998, 18 % des sondés professaient cette opinion. Mais le regain d'influence de l'Église orthodoxe dans la vie politique ne s'accompagne pas d'une montée de la bigoterie. Près de 30 % des personnes se déclarant orthodoxes affirment ne pas croire en l'existence de Dieu (4). Seules 3 % d'entre elles se rendent à l'église au moins une fois par semaine, des pratiques comparables à celles observées en France chez les catholiques (4,5 %), et loin derrière celles des protestants aux États-Unis (48 %) (5).

Le manque d'églises situées à une distance raisonnable n'explique qu'en partie cette faible fréquentation : celles de Moscou, très nombreuses, restent malgré tout souvent vides. C'est le cas de l'église Pimène-le-Grand, dans le nord de la capitale. Le dimanche, il est courant que les popes ne fassent la messe que devant une vingtaine de grand-mères. « C'est toujours plus qu'à l'époque soviétique, vous savez », se réjouit néanmoins M^{me} Maria Lizevskaïa, un fichu aux motifs traditionnels cachant ses cheveux blancs. À 67 ans, la retraitée ne rate

jamais une messe, mais observe que les jeunes manquent à l'appel. Ils pratiquent leur foi autrement, espère-t-elle.

De fait, M. Ilia Stoniakine, graphiste indépendant, ne se rend à l'église qu'une fois par an, pour la Pâque orthodoxe. Il se dit pourtant religieux : il porte une croix, observe le carême et... s'est fait tatouer une immense Vierge Marie sur le dos il y a six mois. « Je l'ai fait un peu par défi, car je viens d'une famille athée qui considère que la religion reste l'opium du peuple », explique-t-il, en référence à Karl Marx. Lui voit d'un bon œil la proximité entre le président et le patriarche. Car, à ses yeux, l'Église est le « garant moral » de la vie politique russe.

Si une majorité de Russes se définissent comme orthodoxes, ce qualificatif traduit moins une conviction religieuse que l'affirmation d'une appartenance à la nation. D'où l'intérêt du rapprochement avec le patriarcat du point de vue d'un gouvernement soucieux, depuis 1991, de poser les bases idéologiques d'un État-nation.

Après tout, depuis Pierre le Grand, qui, en 1721, démettait le patriarche au profit d'un collège de dignitaires – le Saint-Synode – nommé par ses soins, le pouvoir temporel russe domine le pouvoir religieux. L'orthodoxie est définie comme une composante de l'identité nationale, ainsi que l'a théorisé le comte Sergueï Oouvarov. « Orthodoxie, autocratie et principe national » : ce ministre de l'éducation sous Nicolas I^{er} (1825-1855) voyait dans cette triade le cœur de la « russité », à une époque où il cherchait

à prémunir son pays d'une contamination des idées de la Révolution française, « Liberté, égalité, fraternité ».

Dès 1997, sous la présidence de Boris Eltsine, une première entorse est faite au principe de laïcité affirmé dans la Constitution de 1993 : une loi « reconnaît le rôle spécial de l'orthodoxie dans l'histoire de la Russie, dans l'évolution et le développement de sa spiritualité et sa culture ». Elle accorde une prééminence à l'orthodoxie et instaure, en d'autres termes, un « pluralisme hiérarchisé », selon la définition d'Alexander Agadjanian, spécialiste des religions à Moscou (6).

Durant ses deux premiers mandats de président (2000-2008), M. Poutine se présentait comme un bon gestionnaire sans idéologie. Il tempère à l'époque les ambitions de l'Église, qui se voit refuser la création d'un impôt pour financer le culte ou encore une chaîne de télévision fédérale (7). Le rôle « spécial » de l'orthodoxie se concrétise ensuite sous la présidence de M. Dmitri Medvedev, dont le début de mandat est marqué par la mort du patriarche Alexis II, fin 2008. Son successeur, Cyrille, essaie de réhabiliter le modèle de la « symphonie des pouvoirs », établi par l'empereur byzantin Justinien au VI^e siècle. Selon cette conception, les pouvoirs temporel et spirituel se doivent coopération et soutien mutuel. M. Medvedev lui répond en appelant, dans un message de félicitations au nouveau patriarche, à un dialogue avec l'Église pour « le développement du pays et la consolidation des valeurs spirituelles », selon lui indissociables.

« Courbettes aux ecclésiastiques »

T RÈS VITE, sous l'impulsion de M. Medvedev et Poutine, devenu son premier ministre, l'Église bénéficie d'importants rabais fiscaux sur ses colossales recettes : 5,6 milliards de roubles (76 millions d'euros) en 2014 (8), grâce aux dons des fidèles et de riches mécènes, mais aussi à des ventes paroissiales d'icônes, de cierges, d'objets décoratifs et de gâteaux. Alors que la Russie est frappée par une crise économique internationale, M. Medvedev n'hésite pas non plus à déboursier 6 milliards de roubles entre 2008 et 2010 pour la construction d'églises dans tout le pays. Et l'État s'engage en 2010 à restituer plus de 6 400 propriétés confisquées par les autorités soviétiques (9). En contrepartie, le patriarche Cyrille accepte de soutenir le programme de « modernisation » lancé sous la présidence Medvedev, qui combine une relance des privatisations dans les grandes entreprises détenues par l'État et l'ouverture du jeu électoral à davantage de forces politiques. « L'Église aide l'État parce qu'elle en tire des bénéfices, mais il faut dire aussi qu'elle n'a pas vraiment le choix, nuance Alexandre Verkhovski, à la tête du centre moscovite Sova, qui produit des études sur la tolérance religieuse et la xénophobie.

Ce n'est pas une relation égalitaire : l'État tient les manettes. »

Cette relation d'entraide – asymétrique – se précise avec le retour au pouvoir de M. Poutine. Réélu en 2012, après une campagne émaillée de manifestations d'une ampleur jamais vue depuis sa première élection, en mars 2000, le chef de l'État

(1) Alexey D. Krindatch, « Changing relationships between religion, the State, and society in Russia », *GeoJournal*, vol. 67, n° 4, New York, 2006.

(2) Sondage du Centre Levada, Moscou, décembre 2012.

(3) Jacques Berset, « Le film *Matilda*, réprouvé par l'Église, réveille les extrémistes orthodoxes », *Portail catholique suisse*, 25 septembre 2017, www.cath.ch

(4) Boris Doubine, « Formes de la foi orthodoxe en Russie contemporaine », conférence au Centre Carnegie, Moscou, juin 2012, <http://carnegie.ru>

(5) Institut Sreda, août 2012 ; sondage IFOP pour *La Croix*, Paris, 2009 ; Pew Research Center, Washington, DC, 2014.

(6) Alexander Agadjanian, « Pluralisme religieux et identité nationale en Russie », *International Journal on Multicultural Societies*, vol. 2, n° 2, Unesco, Paris, 2000.

(7) Régis Genté, « Russie : l'Église orthodoxe, l'État et la société. Entretien avec Nikolai Mitrokhine », *Religioscope*, 10 janvier 2014, www.religion.info

(8) Enquête du quotidien russe *RBK*, Moscou, février 2016.

(9) Agence France-Presse, 30 novembre 2010.

DU NATIONALISME

le Kremlin et l'Église orthodoxe

décide de mobiliser la population non plus autour de sa personne, mais autour d'une priorité largement acceptée : la défense des valeurs russes traditionnelles contre un Occident qui, selon Moscou, cherche à encercler militairement la Russie et à renverser les régimes qui ne correspondent ni à ses dispositions permissives ni à ses intérêts géopolitiques. « Sans les standards moraux formés pendant des millénaires, les gens perdront inévitablement leur dignité humaine », affirme-t-il au club de discussion Valdai en 2013, avant de préci-

ser un an plus tard devant la même assemblée : « Pour que la société existe, il convient de soutenir (...) le respect de nos traditions et des grandes religions. » Le père Smirnov se réjouit de cette offensive présidentielle. « Comment un Russe, un orthodoxe, peut-il accepter le mariage homosexuel ? Non ! la Russie et l'Église ne peuvent l'accepter, martèle-t-il devant nous. Notre président non plus. »

Ingrédient du patriotisme, l'orthodoxie fournit également un excellent moyen de

projection de la Russie au-delà de ses frontières. Le patriarcat de Moscou se prévaut de près de 150 millions de fidèles dans le monde, et particulièrement aux marges de l'ancien Empire russe. Au lendemain de l'annexion de la Crimée, qui abrite la très stratégique base navale russe de Sébastopol, M. Poutine rappelle que la péninsule a vu le baptême de saint Vladimir, « un baptême orthodoxe qui déterminait les notions de base de la culture, des valeurs et de la civilisation des peuples russe, ukrainien et biélorusse ». La

convergence de vues entre Cyrille et le chef de l'État n'est cependant pas toujours parfaite, sans que cela constitue forcément une gêne pour le Kremlin. Le souci de Cyrille de ménager l'importante communauté orthodoxe d'Ukraine fait de lui un pont entre Kiev et les rebelles séparatistes du Donbass soutenus par Moscou. Le 27 décembre dernier, la médiation du patriarcat de Moscou a débouché sur un échange de plus de trois cents prisonniers de part et d'autre du front (lire l'encadré ci-dessous).

Fin 2016, l'inauguration à Paris du Centre spirituel et culturel orthodoxe russe a permis de faire scintiller les bulbes orthodoxes au cœur d'une capitale occidentale, au pied de son monument le plus emblématique, la tour Eiffel. Selon la chercheuse Marlène Laruelle, la construction de cet ensemble comprenant une cathédrale, une école et un centre culturel a coûté 150 millions d'euros à Moscou et confirmé « l'instrumentalisation de l'orthodoxie comme élément du soft power russe (10) ».

L'État garde les cartes en main, mais « la situation peut vite dérapier », estime néanmoins M. Boris Vichnevski, député à la Douma de Saint-Petersbourg, à la tête du mouvement qui s'oppose au transfert à l'Église orthodoxe du droit d'usage de la cathédrale Saint-Isaac. Transformée en Musée de l'athéisme par Staline, puis en Musée d'histoire et d'art en 1937, la cathédrale est l'un des principaux sites touristiques de la ville. Elle génère d'importants revenus (12,5 millions d'euros en 2016), qui reviendront désormais à l'Église, bien que l'entretien de l'édifice reste à la charge de l'État. « Je ne comprends pas pourquoi l'État fait des faveurs à l'Église orthodoxe », déclare M. Vichnevski. C'est, selon lui, « un jeu extrêmement dangereux » : en privilégiant l'orthodoxie par rapport aux autres religions, l'État risque de les aliéner, de les exclure du contrat social russe. « L'essentiel, ce n'est pas l'influence de l'Église sur les pratiques de la vie quotidienne », souligne la chercheuse Kathy Rousselet, spécialiste de l'Église orthodoxe en Russie, mais son « capital symbolique ». Tant que l'État aura besoin d'elle en sa qualité de défenseuse des valeurs traditionnelles, « le pouvoir fera des courbettes aux ecclésiastiques », prédit de son côté M. Vichnevski. « Cette fécondation croisée pourrait accoucher d'un monstre. »

ANAÏS LLOBET.

(10) Marlène Laruelle, « Le soft power russe en France : la paradiplomatie culturelle et d'affaires », Carnegie Council for Ethics in International Affairs, New York, 8 janvier 2018.

Le dilemme des Cosaques

DANS LES RUINES de l'ancienne place forte de Sainte-Anne à Starotcherkassk, dans le sud de la Russie, les Cosaques du Don sont plusieurs centaines à s'être réunis, en ce mois de mai 2017, pour leurs Jeux annuels. Vêtus de l'uniforme traditionnel, les hommes mesurent leur adresse en découpant des pastèques à coups de sabre ou en montant des étalons au galop. Issus de populations en majorité slaves implantées autour du Dniepr (actuelle Ukraine) et entre les fleuves russes du Don et de la Volga, les Cosaques ont servi de supplétifs à l'armée tsariste, protégeant notamment les frontières de l'Empire russe, en échange d'une relative autonomie dans la gestion de leurs communautés. Au moment de la révolution bolchevique, ils ont en majorité rejoint les troupes « blanches », avant d'être éliminés par les autorités soviétiques. Depuis la chute de l'Union soviétique, des associations font revivre leur folklore, certains de leurs membres se réclamant d'un lien de descendance directe avec ces « glorieux » mercenaires.

Le soleil tape fort, mais une légère brise fait flotter les drapeaux à l'effigie du Christ. M. Valeri Rezanov montre l'épaisse croix en bois accrochée autour de son cou. « Nous sommes des chrétiens en armes, des protecteurs de la foi orthodoxe », déclare-t-il. Alors que les Cosaques accueillent dans leurs rangs des recrues de toutes origines, leur renaissance actuelle construit un lien indéfectible avec l'orthodoxie. « Respecter la foi, protéger la patrie, aimer sa famille » sont les trois valeurs du Cosaque, selon l'ataman (chef local) Mikhaïl Bespalov, qui montre une icône acheminée par ses soins jusqu'ici. « Nous sommes au service de l'Église et de notre président, ajoute-t-il. C'est ainsi depuis toujours. »

À côté de lui, M. Ilia Tchertchinov hoche la tête. Lui aussi porte une immense croix, sur un tee-shirt où est inscrite une prière orthodoxe. Considérés par le patriarche Cyrille comme des « membres très importants de la communauté orthodoxe », les Cosaques ont toujours accordé une place centrale à leur foi (il faut être orthodoxe pour être cosaque), bien qu'ils soient peu pratiquants. « Si les Cosaques et la Russie gardent leur foi, ils gardent leur identité », explique-t-il. À ses yeux, M. Vladimir Poutine est « un meilleur dirigeant car, grâce à sa foi, il vole et il boit moins que les autres ». Comme lui, la plupart de ses compagnons lient automatiquement patriotisme et orthodoxie : « Les Cosaques ont le devoir de se battre contre les ennemis de l'Église et de la Russie. »

À quelques dizaines de kilomètres des régions séparatistes ukrainiennes, ce discours belliciste est repris par nombre de ces hommes pour qui l'« ennemi de la Russie » est le nouveau pouvoir de Kiev. Certains de leurs groupes ont combattu les soldats ukrainiens dans l'Est prussien. Kiev affirme qu'ils ont été envoyés par Moscou ; eux assurent avoir participé volontairement à ce conflit qui a déjà fait plus de dix mille morts depuis avril 2014. « Nous avons toujours été des patriotes et nous allons faire la guerre là où il faut défendre l'intérêt de la Russie », déclare M. Rezanov. Là où l'État et la foi ont besoin de nous, nous irons. Nous menons une guerre sainte. »

Pourtant, l'Église orthodoxe elle-même est embarrasée par la violente détérioration des relations entre Kiev et Moscou. Lorsque la péninsule ukrainienne de Crimée a été annexée par la Russie, en mars 2014, l'absence du patriarche Cyrille aux festivités a été

remarquée. Dans les mois qui ont suivi, son silence n'a pas été moins assourdissant. En rivalité avec le patriarcat de Kiev, l'Église orthodoxe russe ne peut se permettre de s'aliéner les 75 % de la population ukrainienne qui lui restent pour l'instant fidèles. C'est là l'un des rares cas où l'État n'a pas pu compter sur le soutien du patriarche.

Cette synergie entre l'Église et l'État, habituellement sans heurts, est approuvée par la majorité des Cosaques. Mais une minorité y voit un oubli des leçons du passé, proche de la « trahison », comme le jeune Sergueï L., qui souhaite rester anonyme. Il montre des photos de ses arrière-arrière-grands-parents, tous tués ou morts en exil après avoir été déportés dans les années 1920 par le pouvoir soviétique. « L'État russe nous a promis des compensations pour ce génocide, mais nous ne les avons jamais vues. Pourquoi devrions-nous respecter une Église qui se soumet aux héritiers des Soviétiques ? » Il ajoute : « On essaie de nous rendre fidèles à l'État en manipulant notre foi. » Et raconte avoir vu un Cosaque « interdit de messe » pour avoir critiqué M. Poutine.

Le Cosaque Alexei Lebedev, prêtre de l'Église orthodoxe autonome, se montre tout aussi virulent : « Quand quelqu'un vous dit que ceux qui croient en l'orthodoxie doivent protéger l'État, il vous récite simplement le programme religieux pensé par Vladimir Poutine. Pour moi, l'Église du patriarche Cyrille n'est pas une vraie organisation religieuse, mais un déparlement du Kremlin chargé des affaires orthodoxes. »

A. L.

MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

★

PEINTURES
DES LOINTAINS

la collection du musée du quai Branly - Jacques Chirac

★

#PeinturesMOB
www.quaibrandy.fr

Exposition
jusqu'au 06/01/19

PREMIÈRE arte M6 LE FIGARO France 5 FRANCE 24 connaissance des arts RADIO CLASSIQUE

Deux Indiens en pirogue/François-Auguste Brind © musée du quai Branly - Jacques Chirac, photo Claude Germain

UN POUVOIR ÉGYPTIEN PLUS RÉPRESSIF QUE JAMAIS

Place Tahrir, sept ans après la « révolution »

Les Égyptiens sont appelés aux urnes le 26 mars pour élire leur président. L'opposition dénonce un scrutin joué d'avance, aucun candidat d'envergure n'ayant eu le droit d'affronter le président sortant, le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi. Le vote se déroule dans un contexte où les espoirs nés du soulèvement de janvier 2011 se sont évaporés, et où la population est confrontée à une dégradation de sa situation économique ainsi qu'à la main de fer du régime.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL PIERRE DAUM *

UN SOIR de décembre 2017. Sur le parvis bien lisse de l'immeuble Mogamma, immense bâtisse administrative des années 1950 construite par l'URSS dans un style soviétique écrasant, un groupe de jeunes s'entraînent au skateboard en se lançant des défis, sous l'œil de deux policiers débonnaires. Des couples de tous âges, assis sur des murets en pierre disposés ici ou là, jouissent du spectacle. Tous paraissent indifférents au bruit assourdissant des voitures et à la poussière, ces deux fléaux du Caire qu'aucune révolution n'a jamais cherché à vaincre. Qu'il semble loin le temps où des centaines de milliers d'Égyptiens, serrés épaule contre épaule sur cette gigantesque place Tahrir, renvoyaient un régime à bout de souffle aux cris de « Moubarak, dégage! », ou encore « 'Aïch, horia, 'adala edjitéma 'ia! » – « Pain, liberté, justice sociale! ».

Deux ans et demi après cette « révolution de janvier », comme l'appellent aujourd'hui les Égyptiens – sans même mentionner le jour de son commencement (le 25 ni l'année (2011) –, sur cette place devenue le lieu incontournable de l'expression populaire, un nombre plus élevé d'Égyptiens exigeait le départ du président démocratiquement élu en juin 2012, M. Mohamed Morsi, membre de l'organisation des Frères musulmans. À l'issue d'un coup d'État désiré par une partie de la population, l'armée reprenait le pouvoir le 3 juillet 2013 (1). La résistance pro-Morsi tenta de s'organiser; elle fut réprimée dans un bain de sang quelques semaines plus tard : un millier de morts le 14 août 2013 sur la place Rabia, au Caire. Des milliers d'arrestations suivirent. Un an plus tard, en mai 2014, le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi se voyait plébiscité à la présidence de la République avec 97 % des suffrages. Et depuis, que se passe-t-il? Comment vit-on au Caire?

Les chaînes de télévision aux mains du régime

Au premier abord, pas plus mal qu'avant. Les cafés populaires, où l'on vient fumer la chicha pendant des heures en regardant du football ou en discutant de tout et de rien avec les gens qu'on aime, ne désemplassent pas. Ceux qui préfèrent boire une bière, filles et garçons mélangés, se retrouvent dans des bars nichés sur les terrasses d'immeubles environnants. On peut aller au cinéma, assister à des concerts ou admirer les œuvres d'artistes contemporains, par exemple à la galerie Townhouse, superbe lieu d'exposition installé dans une ancienne usine de papier, à quelques centaines de mètres de la place Tahrir. Dotée d'un magnifique parking en sous-sol et plantée en surface d'un immense drapeau égyptien, la place elle-même semble tout faire pour oublier que, autrefois, le peuple y a réclamé la tête de deux présidents (2). Les avenues alentour respirent l'ordre et la propreté, et le ministère de l'intérieur, objet de toutes les haines révolutionnaires, a prudemment démenagé dans une lointaine banlieue. Hormis quelques agents de la circulation en pull-over bleu, leur carnet de contraventions à la main, la présence policière semble inexistante. Et pourtant, à l'automne dernier, Amnesty International décrivait

de véritables enquêtes d'opinion à son sujet », poursuit l'universitaire. « Nous devons nous contenter d'indices d'optimisme. À partir de là, il semble à peu près certain que l'engouement qui a porté le président Al-Sissi au pouvoir en 2013-2014 est fortement retombé, notamment après l'attaque de l'avion russe, en 2015 (4). Mais il bénéficie encore d'une base solide. »

« *Avocats, journalistes, opposants politiques, militants, défenseurs des droits humains, aucune voix critique n'échappe à la répression massive des autorités égyptiennes, qui continuent d'arrêter, de poursuivre ou d'emprisonner des personnes pour le simple exercice pacifique de leur droit à la liberté d'expression* », dénonçait l'organisation (3).

M^{me} Miran F., jeune femme que nous rencontrons avec ses amis à proximité de la place Tahrir, n'est pas de cet avis. « *Si j'ai le sentiment de vivre sous une dictature? Non, vraiment pas!* » Née il y a trente ans dans une famille de la petite bourgeoisie du Caire – père ingénieur, mère au foyer –, elle a « évidemment » participé à la révolution de 2011, puis aux manifestations populaires de 2013. « *Ma mère est une inconditionnelle de Sissi! Elle l'adore! Mon père est plus critique, il trouve qu'il ne sait pas faire fonctionner l'économie, que depuis qu'il est là la vie est devenue trop chère. Moi, je suis entre les deux. Je ne l'adore pas, mais je pense qu'il a hérité d'une situation économique catastrophique et qu'il fait ce qu'il peut.* » Et la répression, toutes ces personnes emprisonnées, cela ne la choque pas? « *Si, un peu. Mais, parmi elles, il y a aussi des terroristes. Et puis, Sissi doit savoir ce qu'il fait. Dès que ça ira mieux, il les libérera.* » En tout cas, M^{me} F. et ses amis n'ont pas peur de parler politique dans ces cafés ouverts sur la rue, où, malgré le bruit permanent des voitures, l'inconnu assis à la table voisine peut tout entendre. « *Même sur Facebook, je ne me gêne pas pour critiquer le gouvernement, et même le président! Et je n'ai jamais été inquiétée.* » Son ami Ahmed T. intervient : « *De toute façon, la vraie question, ce n'est pas la liberté, c'est l'argent. Et, aujourd'hui, tout le monde souffre de la crise économique!* » (lire l'article page 9).

En dehors des réflexions éparses collectées au hasard des rencontres, où les opinions se révèlent aussi partagées que dans la famille de M^{me} F., difficile de savoir ce que pensent les Égyptiens de ce régime qui ne prend pas de gants pour décourager toute contestation. « *Des gens qui ne comprennent rien à ce que signifie l'État veulent intervenir et faire des déclarations. C'est inacceptable* », grondait ainsi en janvier M. Al-Sissi, adressant une mise en garde à des personnalités et partis d'opposition qui appelaient au boycottage de l'élection présidentielle, prévue pour fin mars. Ils qualifiaient ce scrutin de « *comédie absurde* » en raison de l'arrestation, du retrait plus ou moins forcé ou de l'empêchement de nombreux rivaux du président. « *Nous assurons la stabilité et la sécurité, sinon c'est l'effondrement*, poursuivait M. Al-Sissi. *Je ne menace personne. Ce qui a eu lieu il y a sept ans ne se répétera pas en Égypte.* »

Une chose est sûre : le climat politique se caractérise par un retour en force des militaires dans tous les lieux de pouvoir, en particulier dans l'économie. « *L'armée a longtemps joui d'une image positive, rappelle le politiste Tewfik Aclimandos, enseignant à l'université du Caire. À tort ou à raison, elle était considérée comme moins corrompue que la police, plus efficace que les administrations civiles, et elle fait figure d'émancipation du peuple. En Égypte, tout le monde a un proche ou une connaissance dans l'armée.* » Quant à savoir ce que les gens pensent du président, « *il est de toute façon interdit de mener*

de véritables enquêtes d'opinion à son sujet », poursuit l'universitaire. « Nous devons nous contenter d'indices d'optimisme. À partir de là, il semble à peu près certain que l'engouement qui a porté le président Al-Sissi au pouvoir en 2013-2014 est fortement retombé, notamment après l'attaque de l'avion russe, en 2015 (4). Mais il bénéficie encore d'une base solide. »

Pour maintenir un taux suffisant d'opinions favorables, le régime dispose d'un outil très puissant : le contrôle des médias, et surtout du plus consommé, la télévision (5). Sous la présidence de M. Hosni Moubarak, puis dans les années qui ont suivi la révolution, des chaînes privées étaient apparues, qui proposaient des talk-shows très populaires, avec de vrais débats. Tout cela a disparu. Aujourd'hui, toutes les chaînes sont aux mains du régime et de ses amis. Idem pour la presse écrite, à l'exception peut-être d'*Al-Masri Al-Youm*, un quotidien qui tire à 120 000 exemplaires – pour une population qui s'apprête à dépasser la barre des cent millions. « *C'est vrai que nous sommes indépendants*, commente Doaa Eladl, une des caricaturistes-vedettes du journal, *mais il existe des limites. Mal définies, d'ailleurs, ce qui complique encore mon travail. N'importe quel sujet peut mettre le régime en colère. J'essaie de ne pas me censurer, mais je sais que je le fais.* » Impensable, par exemple, de dessiner le président. En revanche, en novembre 2017, elle a publié un dessin montrant de jeunes Égyptiens en prison, au moment où le président Al-Sissi inaugurait à Charm El-Cheikh le Forum mondial de la jeunesse. « *J'ai un problème plus profond*, poursuit-elle. *Dès qu'un sujet est trop délicat, aucun journal, même le nôtre, ne va en parler.* »

Cette censure a permis au pouvoir de répandre dans les esprits la hantise de l'espionnage étranger. « *Sur les plateaux de télévision, dans les journaux, il y a toujours un affidé du régime pour nous expliquer que les États-Unis et leurs alliés européens ont soutenu la société civile égyptienne pour renverser Moubarak*, explique l'écrivain Khaled Al-Khamissi, auteur d'un célèbre recueil de nouvelles, *Taxi* (2007), puis du roman *L'Arche de Noé* (2009) (6). *Où encore qu'un complot américano-sioniste vise à donner une partie du Sinaï aux Palestiniens. Mais que, heureusement, le président Al-Sissi a réussi à déjouer ces complots et à sauver l'Égypte!* » Et ça marche. Il suffit de prendre des photographies à travers la vitre d'un bus pour que, au bout de quelques instants, un voyageur ordonne de cesser « *immédiatement!* ». Pourquoi? « *C'est une question de sécurité nationale!* »

Les Frères musulmans effacés du paysage politique

Dans ce contexte, les espaces de dissidence se retrouvent réduits à l'extrême. Les organisations égyptiennes de défense des droits humains parlent de « *soixante mille prisonniers politiques* », tout en précisant qu'il est impossible d'obtenir des chiffres fiables. De nombreuses personnes sont arrêtées, puis relâchées sous caution. La plupart sont liées aux Frères musulmans ou simplement soupçonnées de sympathies pro-Morsi. S'y ajoutent les militants issus du camp révolutionnaire. La Commission égyptienne pour les droits et les libertés (ECRF) évoque quant à elle quarante disparitions forcées chaque mois. Les Frères musulmans, qui ont représenté pendant des décennies la seule force d'opposition, ont été littéralement effacés du paysage politique, à la fois par la répression qu'ils ont subie et sous l'effet de profonds conflits internes. Plusieurs milliers d'entre eux ont trouvé refuge en Turquie. « *Et ceux restés en Égypte, s'ils ne sont pas en prison, vivent une vie de fantômes*, précise la chercheuse Fatiha Amal Abbassi, auteure d'une thèse en cours d'achèvement sur la confrérie. *Ils ont changé leurs habitudes vestimentaires, leur façon de parler, et l'ousra, cette réunion hebdomadaire à laquelle les membres étaient tenus d'assister, a été suspendue. Nombreux sont aussi ceux qui, en désaccord complet avec ses dirigeants, ont pris leurs distances avec l'organisation.* » Quelques-uns ont vraisemblablement rejoint des organisations terroristes, mais sans qu'aucune enquête soit possible sur ce phénomène, instrumentalisé dès lors sans vergogne par les autorités, pour qui tout opposant est un « *terroriste* ».

Quant aux militants de 2011, ceux qui furent le moteur de la révolution – « *un groupe de quelques milliers de personnes au départ, selon le politiste franco-égyptien Youssef El Chazli, autour desquelles se sont agrégés plusieurs dizaines de milliers de sympathisants, sans jamais, pour autant, se constituer en organisation ni en parti* » –, la plupart ont cessé toute activité politique. Certains sont en prison; d'autres ont choisi de s'installer à l'étranger; beaucoup ont traversé une période de dépression (7). « *Il est très douloureux d'avoir participé à une chose aussi grande que la révolution, d'avoir tellement rêvé de changer le visage de ton pays, et de te retrouver témoin de ta propre défaite* », soupire Mansoura Ez-Eldin, journaliste littéraire à l'hebdomadaire *Akhbar Al-Adab* et auteure d'un roman subtil sur la nécessité de l'écriture, *Le Mont Émeraude* (2014) (8). Installée à La Chesa, « *café suisse* » (c'est écrit sur la devanture) de la rue Adly, non loin de la place Tahrir et de son journal, elle poursuit : « *Moi, j'ai survécu en lisant, en écrivant et en me concentrant sur les petites choses de ma vie. Avec mon mari et mes enfants, nous avons démenagé à New Cairo, une banlieue très éloignée d'ici. Là-bas, j'ai l'impression de vivre dans un autre espace, loin de Tahrir.* »

Tout rassemblement important est interdit

Une poignée d'anciens révolutionnaires prolongent leur engagement dans des organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits humains. C'est le cas de M. Malek Adly, responsable du réseau d'avocats Egyptian Center for Economic and Social Rights (ECESR), qui a passé quatre mois en prison en 2016 : « *Nous sommes harcelés par la police, la plupart d'entre nous sont interdits de sortie du territoire, nous avons des procès en suspens pour avoir reçu des fonds étrangers ou pour "atteinte à la sûreté de l'État", nous risquons des dizaines d'années de prison, mais nous continuons! Nous continuerons jusqu'à la mort, s'il le faut!* » Cette interdiction de recevoir des financements externes, que les autorités justifient par la nécessité de lutter contre la « *main de l'étranger* », constitue une machine à détruire les organisations militantes. Elle affecte aussi les espaces culturels. Le ministère de la culture ne distribuant aucune subvention, ces structures avaient pris l'habitude, depuis des années, de fonctionner grâce aux aides occidentales. Elles doivent maintenant trouver d'autres modèles économiques, ou mettre la clé sous la porte. En mai 2017, une nouvelle loi sur les ONG a été promulguée, qui risque de faire disparaître les dernières encore en activité : en plus de l'interdiction de recevoir des fonds étrangers, chacune doit maintenant présenter une demande de renouvellement de son enregistrement devant une commission où siègent des militaires.

M^{me} Esraa Abdel Fattah, connue à l'époque de la révolution comme « *The Facebook Girl* », témoigne du même désenchantement : « *J'ai vécu les dix-huit jours de 2011 [du 25 janvier au 11 février, jour du retrait de M. Moubarak] comme une magnifique utopie. Mais nous avons été idiots. Idiots de croire aux promesses de démocratie de Morsi, puis à celles de Sissi. Et, aujourd'hui, la situation est encore pire que sous Moubarak. Parfois, je pense qu'il n'y a aucun espoir, que Sissi*

(1) Lire Alain Gresh, « En Égypte, la révolution à l'ombre des militaires », *Le Monde diplomatique*, août 2013.

(2) Après plusieurs procès, M. Hosni Moubarak a finalement été remis en liberté en mars 2017. Quant à M. Morsi, menacé un temps de la peine capitale, il purge une peine de prison de quarante-cinq ans.

(3) « Égypte : les voix critiques réduites au silence », Amnesty International, Paris, 21 octobre 2017.

(4) Le 31 octobre 2015, l'explosion d'un avion russe dans le Sinaï, peu après son décollage de la cité balnéaire de Charm El-Cheikh, a fait 224 morts. Premier d'une longue série, l'attentat a été revendiqué par un groupe islamiste affilié à l'Organisation de l'État islamique.

(5) Lire Aziz El Massassi, « La presse égyptienne mise au pas », *Le Monde diplomatique*, novembre 2015.

(6) Tous deux en français chez Actes Sud, Arles, respectivement 2009 et 2012.

(7) Voir le film de Pauline Beugnieux *Rester vivants* (2017, 110 minutes), documentaire qui dresse le portrait de quatre anciens manifestants de la place Tahrir, aux parcours très différents.

(8) En français chez Actes Sud, 2017.



ANNA BOGHIGUIAN. – Sans titre, 2016

va rester éternellement. Mais si je m'arrêtais de militer, j'aurais le sentiment de trahir tous ceux qui sont morts ou qui sont en prison.»

Malgré sa toute-puissance apparente – des médias sous contrôle et une opposition annihilée –, le régime incarné par M. Al-Sissi semble éprouver une peur profonde du peuple. « Comme poussé par l'angoisse obsessionnelle d'un "nouveau Tahrir", le pouvoir fait tout pour contenir d'éventuels élans de la société », analyse Karima H., une sociologue française installée depuis longtemps au Caire, qui réclame l'anonymat « parce que, par les temps qui courent, il vaut mieux être prudent ». Toute manifestation, tout rassemblement un peu important est rigoureusement interdit. Sous prétexte de « danger terroriste », des murs de béton incurvés de quatre mètres de hauteur ont été érigés autour de chaque ministère, ainsi que de la Banque centrale d'Égypte, avec des soldats en armes protégeant les entrées. Chaque vendredi, jour de congé où se déroulent habituellement les grandes manifestations, des policiers casqués et bottés se postent devant les sept artères qui mènent à la place Tahrir, tandis que des camions antiémeute prennent position aux alentours, prêts à intervenir. Ces deux dernières années, seules deux manifestations ont pu avoir lieu, à d'autres endroits de la ville : l'une contre le transfert à l'Arabie saoudite de deux petites îles inhabitées de la mer Rouge, Tiran et Sanafir, en avril 2016 (9) ; et l'autre contre la décision de M. Donald Trump de reconnaître

Jérusalem comme la capitale d'Israël, début décembre 2017. Une décision critiquée par la totalité des Égyptiens, toujours très sensibles à la question palestinienne. Mais, à la fin du rassemblement, certains ont scandé : « Pain ! Liberté ! À bas le régime ! » Les fauteurs de troubles ont immédiatement été jetés en prison. Début février, dix-sept personnes ont été condamnées à la réclusion à perpétuité pour avoir manifesté en 2014 contre la candidature de M. Al-Sissi à l'élection présidentielle.

De nombreux tabous dans le débat public ont été brisés

Dans les lieux publics, il est certes possible de discuter politique avec ses amis, comme le fait M^{me} F. Pour les besoins de cette enquête, de nombreux entretiens ont été menés sans aucun problème. Mais il existe une limite à ne pas franchir : aborder des inconnus et les amener à critiquer le régime. Nous rencontrons M. Mahmoud S. près de chez lui, à Aïn Shams, l'un de ces quartiers écrasés de misère comme il en existe tant dans ce Caire tentaculaire de vingt millions d'habitants, à plus d'une heure de route de la place Tahrir. « Je ne peux pas m'empêcher de parler, de provoquer des discussions dans les cafés de mon quartier, explique ce trentenaire sans emploi, qui a manifesté en 2011. La situation est tellement dégueulasse.

Tout le monde crève de faim, il n'y a aucune liberté. Mais, il y a trois jours, des copains m'ont dit que des policiers en civil sont venus poser des questions sur moi. J'ai un ami à qui c'est arrivé ; il est maintenant en prison. C'est un avertissement, je vais arrêter de parler à n'importe qui. »

Maintenir la population en liberté surveillée à coups d'avertissements de ce type, telle est la tactique pour contenir toute tentative de rébellion. Si les discussions restent libres, nombreux sont nos interlocuteurs qui nous ont précisé : « Cette phrase, ne l'écrivez pas, sinon je risque la prison ! » Dans le milieu universitaire, c'est la mort dans des conditions obscures, en janvier 2016, du chercheur italien Giulio Regeni, après son enlèvement en pleine rue, qui a fait office de mise en garde. Selon l'agence Reuters, le jeune homme aurait été arrêté par des policiers en civil et emmené dans un commissariat de la capitale avant de disparaître puis d'être retrouvé mort, le corps torturé et mutilé (10). Les autorités égyptiennes ont quant à elles avancé plusieurs pistes, notamment celle d'un enlèvement crapuleux qui aurait mal tourné ou d'un crime sexuel, qui n'ont guère convaincu (11). « Que ce soit une bavure ou un assassinat commandé, nous sommes tous devenus très prudents », confie un chercheur français, obligé de mener « clandestinement » ses enquêtes auprès de la population.

Malgré leur profond découragement face à une situation d'oppression qu'ils jugent unanimement « pire que sous Moubarak », tous les

anciens de la « révolution de janvier » admettent cependant que celle-ci « a laissé des traces positives indélébiles » dans la société. Pour Ghada Abdel Aal, 39 ans, auteure en 2008 d'un livre célèbre, *La Ronde des prétendants* (12), « la révolution a permis de briser de nombreux tabous dans le débat public et dans les conversations sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, on peut parler de relations sexuelles avant le mariage, d'homosexualité, d'agressions sexuelles, et aussi remettre en cause certains principes religieux, voire la croyance en Dieu elle-même. Le gouvernement, qui reste très conservateur sur ces questions, continue de punir. Mais, au sein de la société, le débat existe ».

« Les gens se sentent moins soumis au regard des autres »

Il y a trois ans, elle-même s'est permis un passage à l'acte qu'elle a rendu public sur sa page Facebook auprès de ses 180 000 abonnés : elle a retiré le hidjab qu'elle s'obligeait à porter depuis l'enfance « pour de simples raisons de code social ». Selon le docteur Georges Seif, qui fut médecin volontaire sur la place Tahrir en 2011, « les gens se sentent moins soumis au regard des autres. Même le bawab, sorte de concierge-espion qui fait régner la terreur dans chaque immeuble, a perdu un peu de son pouvoir ». Avant 2011, ajoute M^{me} Sarah Mohamed, militante de la première heure, « quand les gens voyaient une femme fumer dans un café, ils la considéraient automatiquement comme une salope. Maintenant, ce n'est plus pareil ». Dans la rue, ou dans une administration, des personnes victimes de l'arbitraire d'un fonctionnaire ou même d'un policier osent aujourd'hui dire « non » et exiger le respect de leurs droits. « Avant, c'était impensable ! »

Au-delà de la politique et des discussions à propos du verrouillage de l'élection présidentielle, l'engouement des Égyptiens se manifestera bientôt sur un sujet beaucoup plus mobilisateur : après vingt-huit années d'absence de la compétition, l'Égypte s'est qualifiée pour la Coupe du monde de football qui aura lieu en juin prochain en Russie. Si le régime sait que cela détournera l'attention de la population durant quelques semaines, il n'ignore pas qu'un bon parcours ou, à l'inverse, une défaite humiliante suffirait pour que la place Tahrir se remplisse de nouveau. Avec tout ce que cela implique de débordements possibles.

PIERRE DAUM.

(9) « Le pouvoir égyptien dans l'imbricature de l'affaire des îles Tiran et Sanafir », Orient XXI, 25 janvier 2017 (traduction d'un article en arabe de *Mada Masr*, Le Caire, 17 janvier 2017).

(10) « Exclusive : Egyptian police detained Italian student before his murder », Reuters, 21 avril 2016.

(11) Hélène Sallon et Philippe Ridet, « L'Italie doute de la version égyptienne de la mort de l'étudiant Giulio Regeni », *Le Monde*, 26 mars 2016.

(12) En français aux éditions de l'Aube, Avignon, 2013.

Une vie devenue hors de prix

QU'ILS SOIENT VENDEUR de rue dans un quartier informel du Caire (1), employé de l'administration ou écrivain célèbre installé dans un bel appartement de Wast Al-Balad (nom arabe du centre-ville, autour de la place Tahrir), en réponse à la question : « Qu'est-ce qui a changé depuis 2011 ? », tous nos interlocuteurs s'exclament immédiatement : « La vie est devenue tellement chère, c'est horrible ! » Ce renchérissement a commencé à se faire sentir en 2014, juste après l'élection présidentielle, lorsque le gouvernement du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi s'est engagé dans des « réformes structurelles » imposées par le Fonds monétaire international (FMI) en échange d'une aide de 12 milliards de dollars sur trois ans. « Il s'agit de passer progressivement d'un système de subvention généralisée des produits de consommation de base à une aide financière ciblée aux personnes aux revenus très faibles », explique Marie Vannetzel, chercheuse au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), actuellement au Caire dans le cadre d'une étude sur ce sujet.

Dans l'ancien système, des produits essentiels, comme le pain, le sucre, l'huile, les fèves, etc., ainsi que l'essence, le gaz et l'électricité, étaient fortement

subventionnés. Avant la réforme, par exemple, le petit pain rond et creux, élément fondamental de l'alimentation égyptienne, coûtait 5 piastres (0,25 centime d'euro début 2018) dans une boulangerie subventionnée, contre 36 piastres sur le marché libre. Tout le monde y avait droit, et en quantité illimitée. Il suffisait d'accepter de faire la queue, parfois interminable, devant les boulangeries.

POUR LES AUTRES PRODUITS d'alimentation, un carnet était nécessaire, sur lequel le vendeur notait ce que vous achetiez, dans les limites d'un quota mensuel. Ces carnets, attribués théoriquement sur des critères sociaux, étaient en réalité détenus par 85 % de la population. Aujourd'hui, le nombre de pains est limité à vingt par famille et par jour. Ces vingt-là coûtent 1 livre (5 centimes d'euro début 2018). Mais ils suffisent rarement à des familles souvent plus nombreuses. Surtout lorsque, en ces temps de pauvreté croissante, le pain devient l'aliment refuge. Il faut alors l'acheter au prix fort, soit 20 livres (1 euro) les vingt pains. Pour les autres aliments de base, une carte à puce a remplacé le carnet, sur laquelle l'État verse une allocation mensuelle :

200 livres (10 euros) pour une famille de quatre personnes. Si le nombre de porteurs de la carte correspond à peu près à celui de l'ancien carnet, les produits subventionnés ont fortement augmenté. Entre 2014 et 2017, « le kilo de sucre est passé de 4,5 à 10 livres [0,50 euro], le litre d'huile de 6,5 à 14 livres [0,70 euro], etc. », détaille Marie Vannetzel, dans un pays où un médecin hospitalier gagne 1 300 livres par mois (65 euros), un directeur d'administration publique 4 500 livres (225 euros), et où un ouvrier est considéré comme « bien payé » lorsqu'il touche 1 200 livres (60 euros). Pour les personnes les plus démunies – au nombre de neuf millions, selon les critères en vigueur –, une allocation mensuelle supplémentaire d'environ 700 livres (35 euros) est accordée par famille.

Concernant l'énergie, le gouvernement a brusquement diminué son subventionnement, qui profitait à tous les Égyptiens. En trois ans, les prix de l'essence et du gaz ont été multipliés par trois, celui de l'électricité par quatre ou cinq. Pas étonnant, dès lors, que le taux de la population en dessous du seuil de pauvreté national soit passé, selon la Banque mondiale, de 25 % en 2010 à presque 28 % en 2015 – il a probablement dépassé la barre des 30 % aujourd'hui.

D'autant que, avec la chute brutale de la livre en novembre 2016, c'est l'ensemble des prix qui ont augmenté, tandis que les salaires ont très peu évolué.

CETTE SOUFFRANCE économique ressentie par les Égyptiens, toutes classes sociales confondues, a provoqué, surtout en province, quelques mouvements sociaux vite réprimés (2). Beaucoup restent convaincus que, « en arrivant au pouvoir, Sissi a trouvé les caisses de l'État dans une situation épouvantable » et qu'il « fait ce qu'il peut ». L'armée, déjà présente dans de nombreux secteurs (tourisme, construction, industrie) et qui investit massivement depuis la chute de M. Hosni Moubarak dans tous les secteurs de l'économie sous prétexte que, « sans [elle], rien ne fonctionne », semble vouloir jouer un rôle d'amortisseur, en même temps qu'elle soigne son image d'institution proche du peuple. « On peut voir des camions de l'armée débarquer un matin dans un quartier pauvre, les fourgons remplis de viande qu'ils distribuent à un prix très inférieur à celui du marché », raconte Marie Vannetzel. Dans ces mêmes quartiers, des mères de famille réduites à nourrir leurs dix enfants et petits-enfants avec, chaque jour, « seulement du pain et

des pommes de terre » assurent d'une voix étranglée : « Si ça continue, tous les gens ici vont descendre dans la rue ! L'armée pourra nous tirer dessus, on s'en fiche ! » Comme l'explique la sociologue Karima H., le président Al-Sissi « semble déterminé à mener ces réformes que ses prédécesseurs Sadate et Moubarak avaient entamées avant de reculer devant la colère du peuple ». Au risque d'affronter de grandes manifestations, comparables à celles de 1977, sous Anouar El-Sadate ? L'universitaire n'y croit pas. « Des émeutes sporadiques, peut-être, mais pas plus. » En mars 2017, les Égyptiens avaient protesté contre l'augmentation des prix du pain, mais le mouvement n'avait pas débordé sur la sphère politique. Entre des médias aux ordres, une opposition détruite et un contexte régional utilisé comme repoussoir – guerres civiles en Libye, en Syrie et en Irak –, le régime semble tenir fermement le peuple.

P. D.

(1) Mégapole chaotique de vingt millions d'habitants, Le Caire se compose d'une myriade de quartiers, dont une majorité ont été construits sans intervention des pouvoirs publics. Même s'il est en dur, l'habitat de ces « quartiers informels » reste le plus souvent très précaire.

(2) Lire Moustafa Bassiouni, « En Égypte, rien n'arrête le mouvement ouvrier », *Le Monde diplomatique*, août 2014.

Au Proche-Orient, la stratégie

L'Arabie saoudite entend empêcher l'éclosion d'un mouvement démocratique dans la région et contrer l'influence de son rival iranien. Le nouveau pouvoir multiplie les initiatives, dont la plupart se soldent par un échec. Incapable de favoriser la défaite militaire du régime de M. Bachar Al-Assad en Syrie, Riyad s'enlise dans le conflit au Yémen et ne parvient pas à mettre au pas le Qatar.

PAR GILBERT ACHCAR *

LA CLÉ de la spécificité du Proche-Orient n'est pas l'islam, mais le pétrole. La richesse du pourtour du golfe Arabo-Persique a poussé l'Empire britannique à créer ou à consolider sur le flanc arabe des entités artificielles à divers degrés. Les États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) ont pour particularité que les étrangers y constituent la majorité de la force de travail. Dans la plupart de ces États, ils représentent la majorité de la population. Ils frôlent même les 90 % au Qatar et aux Émirats arabes unis !

La richesse pétrolière de la région du Golfe a conduit l'Empire britannique à renforcer ou à instaurer les systèmes monarchiques les plus archaïques du monde contemporain. Exploitant et revivifiant les survivances du tribalisme, il transforma des groupes claniques en « familles régnantes », mettant en place des pouvoirs absolutistes de type patrimonial dont il espérait rester la puissance tutélaire jusqu'à épuisement de leurs ressources en hydrocarbures. Cette richesse a poussé les États-Unis à agir de même avec leur plus ancien protectorat de facto dans la région : le royaume saoudien. Le leader du « monde libre » a entretenu l'État le plus antidémocratique, le plus misogyne et le plus inté-

griste de la planète, le seul où le Coran et la sunna (tradition) sont censés tenir lieu de Constitution.

L'autonomie extrême de l'État due à la rente pétrolière et gazière a permis la perpétuation de ces systèmes archaïques, greffés sur des institutions étatiques et des économies capitalistes contemporaines. Le gouvernement y obéit d'autant moins à la rationalité socioéconomique habituelle – celle des systèmes politiques où les intérêts d'une classe capitaliste ou d'une couche bureaucratique délimitent les choix possibles – que le pouvoir y est plus concentré. Plus le cercle dirigeant est restreint, tout en disposant d'un trésor naturel pour le financement d'un État qu'il considère comme sa propriété privée, moins il subit des contraintes structurelles, et plus sa marge de manœuvre s'accroît. En pareilles circonstances, ses décisions peuvent connaître des revirements brusques qui donnent l'impression de changements erratiques et capricieux. Là où les grandes machines étatiques, comme les navires, virent lentement, les pouvoirs étatiques ultraconcentrés sont sujets à des virages abrupts, comme les hors-bord.

Deux États du pourtour du Golfe ont échappé à la configuration sociopolitique que partagent les autres, parce qu'ils étaient dotés de civilisations urbaines très anciennes et héritaient de populations plus nombreuses et de sociétés plus développées : l'Irak et l'Iran. Ils se trouvent être les deux seuls pays de la région où la monarchie a été renversée. En Irak, cela

a abouti à la constitution d'un régime patrimonial « républicain », tenu d'une main de fer par une famille régnante qui reproduisait les tares des monarchies absolutistes – jusqu'à son renversement en 2003 à la suite de l'invasion menée par les États-Unis.

En Iran, cela a débouché sur le surgissement du seul État strictement théocratique (hormis le Vatican). À la différence de ses voisins du Golfe, l'Iran est régi par des institutions et des lois, et non par une famille, même si le Guide suprême y jouit d'un pouvoir exorbitant (1). Partant, c'est le seul État de la zone qui agit en vertu d'une stratégie cohérente, aisément identifiable : l'expansionnisme des gardiens de la révolution et l'exacerbation de la tension régionale qu'il produit renforcent la légitimation de leur pouvoir (2).

Le cadre dans lequel s'inscrit la dynamique géopolitique actuelle du Golfe a été déterminé par l'avènement de la République islamique d'Iran, en 1979. La révolution iranienne a rempli d'effroi les monarchies arabes voisines, d'autant que les États-Unis étaient au point le plus bas de leur déclin postvietnamien et paralysés face aux nombreux défis survenus cette même année : révolution au Nicaragua, invasion soviétique de l'Afghanistan. L'offensive de l'Irak contre l'Iran en 1980 permit à Washington et à ses alliés régionaux de se tirer d'affaire : ils facilitèrent la destruction mutuelle des deux États tribulés.

Cette guerre se termina par un « match nul », au bout de huit années de massacre insensé (près d'un million de morts selon l'estimation la plus courante). N'obtenant pas l'effacement des dettes qu'il avait accumulées envers ses bailleurs de fonds monarchiques, Saddam Hussein décida de se servir lui-même en s'emparant du Koweït en août 1990. Ce faisant, il fournit à Washington une excellente occasion de faire d'une pierre deux coups : revenir en force sur le terrain du Golfe pour la première fois depuis 1962 – date de l'évacuation de la base américaine de Dhahran, dans la région pétrolifère du royaume saoudien, sous la pression de l'Égypte nassérienne – ; et confirmer aux

alliés, aux rivaux et aux ennemis planétaires la suprématie (« indispensable » ou inévitable) des États-Unis dans l'après-guerre froide ; au moment où le bloc soviétique s'effondrait.

Dans la mesure où elle visait l'Irak baasiste, leur ennemi juré, l'intervention américaine de 1991 suscita des sentiments mitigés chez les dirigeants iraniens. Mais ce déploiement de force rassura la famille régnante saoudienne, qui se sentit désormais à l'abri d'une action iranienne sur son territoire. Riyad fit de l'attitude à l'égard de la guerre menée par Washington contre Bagdad la pierre de touche de ses relations régionales. Il punit tous ceux qui avaient salué l'invasion du Koweït et qui s'étaient déclarés hostiles à l'intervention américaine : le Yémen, en expulsant près d'un million de travailleurs immigrés qui en étaient originaires ; l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat, en lui coupant les vivres ; et les Frères musulmans, en rompant les liens avec eux.

Le royaume saoudien avait jusque-là été le principal soutien de la confrérie, depuis sa fondation en Égypte en 1928. Avec Washington, il avait combattu le

régime nationaliste de Gamal Abdel Nasser (1954-1970), soutenu par Moscou, qui avait durement réprimé les Frères. Ceux-ci n'auraient cependant pas pu s'aligner sur Riyad au moment de la guerre du Golfe sans perdre nombre de leurs adhérents. En les privant d'appuis logistiques et financiers, Riyad visait à obtenir d'eux, comme de l'OLP, qu'ils fassent amende honorable.

La situation ne tarda pas à changer avec la prise du pouvoir au Qatar de M. Hamad Ben Khalifa Al-Thani, qui déposa son propre père en 1995. Le nouvel émir n'avait probablement pas lu la fable de La Fontaine *La grenouille qui se veut faire aussi grosse que le bœuf*. Désireux de jouer dans la cour des grands en matière de politique régionale, il décida de financer les Frères musulmans un peu comme d'autres magnats acquièrent des équipes de football. Il se dota en outre, au prix fort, d'une chaîne de télévision satellitaire, Al-Jazira, dont les Frères constituèrent l'armature et qui se tailla rapidement une audience exceptionnelle en donnant voix aux oppositions du monde arabe – à l'exception de celles du voisin saoudien et du Qatar lui-même, où le crime de lèse-majesté est passible de la prison à perpétuité.

Deux options contre-révolutionnaires

FORT de ces deux instruments politiques et confronté à l'ire du grand frère saoudien, l'émir allait déployer une politique rentière de « couverture de risque » en « diversifiant ses avoirs », autrement dit en tissant des liens avec toute la gamme des forces qui comptent dans la région. Il réussit ainsi l'exploit de construire à ses frais, en secret, une base aérienne pour les États-Unis (Al-Oudeid, près de Doha) et d'établir des rapports commerciaux avec Israël, tout en affichant une bonne entente avec l'Iran et en soutenant le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien !

Mais l'invasion de l'Irak en 2003 bouleversa la donne dans toute la région. Au vu des enjeux stratégiques, c'est sans doute l'échec le plus grave de l'histoire de la politique impériale des États-Unis : ils durent évacuer le pays en 2011 sans avoir atteint un seul de leurs objectifs fondamentaux. Pis : ils le laissèrent déjà dominé par leur grand ennemi régional iranien.

La même année, Washington assista à l'explosion de plusieurs des États sur lesquels reposait son hégémonie régionale. Face au « printemps arabe », deux options contre-révolutionnaires concurrentes émergèrent, ancrées chacune dans le bastion réactionnaire du CCG (3) : l'une soutenue par le royaume saoudien, l'autre par l'émirat du Qatar.

Traditionnellement ultraconservateurs, les Saoudiens étaient partisans de la défense des régimes en place, soit en écrasant les soulèvements, comme ils y contribuèrent par leur intervention en mars 2011 à Bahreïn, soit en négociant des compromis là où ils entretenaient de bons rapports avec l'opposition officielle, comme au Yémen. Le Qatar, de son côté, s'érigea en principal soutien du soulèvement régional, faisant valoir sa capacité à récupérer grâce à son influence déterminante sur les Frères musulmans. Ceux-ci mirent à profit les circonstances pour se hisser au premier plan avec l'appui financier et télévisuel de leur parrain. La meilleure illustration du contraste entre les deux options est fournie par le pays où tout a commencé : la Tunisie. L'émirat accompagna la révolte populaire en soutenant le partenaire tunisien des Frères musulmans, Ennahda, tandis que le royaume wahhabite offrit l'asile au dictateur déchu Zine El-Abidine Ben Ali.

L'administration de M. Barack Obama oscilla entre les deux options. Elle acquiesça à la répression du soulèvement à Bahreïn mais soutint le compromis au Yémen. Là où la révolte était trop impétueuse, elle joua la carte de la récupération en comptant sur la coopération des Frères musulmans, comme ce fut le cas en Égypte, avant même que ceux-ci rempor-

tent l'élection présidentielle de mai-juin 2012 (4). En Libye, Washington se laissa entraîner par ses alliés européens – français et britanniques en particulier – à bombarder les forces de Mouammar Kadhafi. Le Qatar participa activement à l'intervention, tandis que les Saoudiens refusèrent de s'y joindre. On connaît le résultat : le chaos libyen allait dissuader M. Obama de contribuer à nouveau à l'effondrement d'un État de la région. En Syrie, le président américain refusa donc à l'opposition les moyens de neutraliser l'avantage militaire majeur du régime que constitue la détention exclusive de moyens aériens : non seulement il refusa de réitérer la zone d'exclusion aérienne imposée au-dessus de la Libye, mais, surtout, il empêcha toute livraison d'armes antiaériennes à l'opposition. Le régime de M. Bachar Al-Assad s'assura ainsi le contrôle de l'espace aérien, y compris pour le largage par hélicoptère de bombes barils meurtrières. En même temps, M. Obama déléguait à ses alliés du Golfe, ainsi qu'à la Turquie, le soin de parer l'opposition syrienne.

Les Saoudiens ne pouvaient prendre fait et cause pour M. Al-Assad en raison de son alliance avec l'Iran. Mais, comme le Qatar, ils ne sauraient s'accommoder d'une révolution démocratique et laïque dans leur voisinage. Ils décidèrent donc de refaçoner l'opposition syrienne afin de la rendre compatible avec la nature réactionnaire de leur propre régime. Ils se lancèrent dans une vive concurrence avec l'axe Doha-Ankara pour le financement de groupes armés syriens à profil intégriste islamique (salafistes-djihadistes) et sunnite. La révolution syrienne de 2011 fut broyée, prise entre le marteau et l'enclume : d'une part, le régime, les milices intégristes chiites régionales téléguidées par Téhéran, puis, à partir de 2015, l'aviation et les missiles de Moscou ; de l'autre, les groupes armés intégristes soutenus par Ankara, Doha et Riyad.

Même la montée en puissance de l'Organisation de l'État islamique (OEI), la prise de Mossoul en Irak et la proclamation du califat ne suffirent pas à pousser M. Obama à s'appuyer sur des forces armées arabes sunnites crédibles dans les deux pays, comme beaucoup l'y incitaient. Ils arguaient que cela aurait coupé durablement l'herbe sous le pied de

* Professeur à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'université de Londres, auteur, notamment, de l'ouvrage *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Sindbad - Actes Sud, Arles, 2009.

CEDS
Études Diplomatiques & Stratégiques | INSEEC U

PhD in International Relations and Diplomacy
From April 2018 to February 2019

The PhD program is dedicated to diplomats, officials and senior executives

The previous sessions enrolled ambassadors, minister-counsellors, embassiers, cultural advisors, senior military officers, international consultants and senior civil servants

The program includes lectures on a selected number of topics, conferences and workshops

Admissions : contact@ceds.fr • 00 33 (0) 1 47 20 78 43
Emma Goffin • 00 33 (0) 1 47 20 78 47 • egoffin@inseec.com
37 Quai de Grenelle 75015 PARIS

(1) Voir Philippe Descamps et Cécile Marin, « Une mollahrie constitutionnelle », *Le Monde diplomatique*, mai 2016.

(2) Lire Bernard Hourcade, « L'Iran se réinvente en puissance régionale », *Le Monde diplomatique*, février 2018.

(3) Depuis la rupture des relations diplomatiques entre le Qatar et ses voisins, le fonctionnement du CCG est gelé de facto.

(4) Lire « Les Frères musulmans pour une "transition dans l'ordre" », *Le Monde diplomatique*, mars 2011.

PRESSIONS SUR LE LIBAN, GUERRE AU YÉMEN

saoudienne dans l'impasse

L'OEI, de la même façon que l'occupation américaine n'avait pu venir à bout de son précédent avatar, l'État islamique en Irak, qu'en armant et en finançant des milices tribales arabes sunnites. Au lieu de cela, Washington s'appuya, dans son intervention en Irak, sur les forces armées régulières et irrégulières à dominante chiite et inféodées à Téhéran à des degrés divers, au grand dam de Riyad. Et, en Syrie, sur les forces nationalistes kurdes, au grand dam d'Ankara.

L'attitude de M. Obama s'inscrivait de façon cohérente dans sa politique d'apaisement face à Téhéran, misant sur la fraction modérée, dite réformiste, du régime iranien ; une politique dont l'accord sur le nucléaire constitua une pierre angulaire. Le président américain fit de cet accord sa priorité et parvint à le conclure en juillet 2015, au terme de longues négociations auxquelles participèrent la Russie, la Chine, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Union européenne. Il emprunta cette voie en dépit de l'expansion régionale de Téhéran, qui, après s'être solidement installé aux commandes de l'État irakien, intervint de façon croissante en Syrie avec ses supplétifs régionaux à partir de 2013. La nonchalance de Washington ne manqua pas de susciter l'exaspération des deux principaux ennemis de l'Iran dans la région : Israël et le royaume saoudien.

L'appréhension des Saoudiens atteignit son paroxysme lorsque s'ajouta au tableau, en septembre 2014, la prise de la capitale yéménite, Sanaa, par les houthis, amis de l'Iran, dont ils partagent les orientations idéologiques, et alliés à l'ex-président Ali Abdullah Saleh (5). C'est dans ce contexte très alarmant pour les dirigeants saoudiens que M. Salman Ben Abdelaziz Al-Saoud succéda à son demi-frère, mort le 23 janvier 2015.

Âgé de 79 ans au moment de son accession au trône, le roi Salman allait se donner pour objectif prioritaire de mettre en position de lui succéder son fils préféré, Mohammed, qui n'avait pas encore 30 ans. Il commença par lui confier le ministère de la défense ; deux ans plus tard, en juin 2017, M. Mohammed Ben Salman (« MBS »), comme il est de coutume de le désigner, devint prince héritier (6). Le nouveau roi et son jeune fils optèrent pour une réaction énergique face au péril iranien : ils décidèrent de mener une intervention directe au Yémen ainsi qu'une politique de front sunnite régional unique qui passait par l'amélioration des rapports avec Doha et l'assouplissement de l'attitude face aux Frères musulmans.

L'intervention militaire au Yémen conduite par Riyad à partir de mars 2015, sous la supervision du prince Mohammed, mobilisa une coalition qui incluait le Qatar. Elle se fit en appui à un gouvernement yéménite « légitime » représentant une coalition à laquelle participent les Frères musulmans locaux. Ceux-ci sont une composante fondamentale du parti Al-Islah, avec lequel le nouveau règne saoudien rétablit des rapports après que le régime précédent l'eut excommunié. Cependant, la nouvelle ligne de Riyad n'est pas allée sans créer des tensions avec l'Égypte du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, partisan de la ligne dure contre la confrérie, qu'il a écrasée dans son pays. Sur cette position inflexible, Le Caire a retrouvé les Émirats arabes unis, où le prince héritier d'Abou Dhabi et homme fort de la fédération, M. Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane (dit « MBZ »), professe une hostilité véhémente envers les Frères (7).

L'élection de M. Donald Trump à la présidence des États-Unis allait, une fois encore, tout chambouler. Le nouveau président américain s'entoura d'embellée de conseillers islamophobes qui plaident pour une attitude dure contre les Frères musulmans, recommandant même leur classement comme organisation « terroriste ». Ils y furent encouragés par les Émirats et leur très actif ambassadeur à Washington. Avec eux, ils plaideront pour contraindre le Qatar à cesser son soutien aux Frères.

Reçu en grande pompe par le royaume saoudien en mai 2017, pour sa première



HARIF GUZMAN. – « Water and Oil » (Eau et pétrole), 2011



HARIF GUZMAN. – « Saudi » (Saoudien), 2013

visite présidentielle à l'étranger, M. Trump fit pression sur ses hôtes pour qu'ils forcent Doha à rompre avec la confrérie et à ne plus mettre Al-Jazira à sa disposition. Moins de quinze jours après sa visite, le royaume saoudien, les Émirats et Bahreïn, suivis par l'Égypte et quelques gouvernements vassaux, rompaient leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Les trois membres du CCG allèrent jusqu'à interrompre transports et échanges avec leur pair. L'affaire, qui fit beaucoup de bruit, se solda à ce jour par un fiasco. Éjecté de la coalition intervenant au Yémen, le Qatar a refusé le diktat. Il a puisé dans ses énormes ressources financières pour s'adapter à la situation, avec l'aide commerciale et militaire de la Turquie, son allié et coparrain des Frères musulmans depuis le début du « printemps arabe » (lire l'encadré ci-contre).

Même si elle prétend le contraire, l'administration Trump pourrait s'accommoder du maintien au pouvoir de M. Al-Assad sous tutelle russe, à condition que Moscou contribue à refouler les forces iraniennes et alliées hors du pays. Les deux orientations ont été suivies par

auxiliaire libanais, le Hezbollah, avec lequel M. Hariri avait pourtant formé un gouvernement d'union nationale en décembre 2016, la déclaration mettait fin à toute coopération avec le parti chiite. L'opération était du même tonneau que le propos de M. Trump sur la pelouse de la Maison Blanche alors que M. Hariri se tenait à ses côtés, lors de la visite de ce dernier à Washington en juillet : le président américain s'en était pris longuement au Hezbollah, le qualifiant de « menace pour l'État libanais, le peuple libanais et toute la région », et le mettant dans le même sac que l'OEI et Al-Qaida, sans égard pour le fait que le Parti de Dieu participait au gouvernement présidé par M. Hariri...

L'ensemble de cette opération s'est là encore soldé par un fiasco : extirpé du royaume par le président français Emmanuel Macron, M. Hariri est revenu sur sa démission. La coalition gouvernementale libanaise reste cependant très fragile et exposée à des crises à répétition. Par ailleurs, des signes de tension ont surgi entre Moscou et Riyad au sujet de la Syrie : après avoir semblé seconder les démarches russes visant à promouvoir un

dialogue entre le régime et l'opposition, Riyad paraît avoir raidi sa position, au point d'encourager l'opposition syrienne à refuser de se prêter au jeu de Moscou. En fin de compte, le sort de la Syrie va dépendre de l'évolution des rapports entre Américains et Russes. Pour le moment, l'attitude de Washington à l'égard de Moscou s'est considérablement durcie : campagne contre le « Russiagate », nouvelles sanctions, livraison d'armes à l'Ukraine, etc. Le tout contre le gré d'un Donald Trump manifestement exaspéré.

Face au chaos inouï de la politique américaine, les Saoudiens se retrouvent dans un beau pétrin. Pour couronner le tout, leur offensive au Yémen s'est enlisée et a provoqué l'un des pires désastres humanitaires contemporains, plus grave même que la tragédie syrienne. Leur espoir de renverser la situation en retournant M. Saleh – qui n'en était plus à une volte-face près – s'est évanoui en décembre avec le meurtre de ce dernier par les alliés qu'il avait trahis. Il s'y est ajouté depuis un conflit ouvert entre les forces yéménites de la coalition menée par l'Arabie saoudite, d'autant plus fâcheux que certaines d'entre elles sont désormais soutenues par Abou Dhabi et les autres par Riyad. Qatar, Liban, Syrie, Russie : toutes les manœuvres entreprises par les dirigeants saoudiens à l'instigation de M. Trump ont fait long feu. Pour comble, la reconnaissance par ce dernier de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël les a mis dans l'embarras ; conformément à son souhait, ils avaient commencé à faire pression sur l'Autorité palestinienne de M. Mahmoud Abbas pour lui faire accepter le diktat israélien – ils ont dû se rétracter. Et l'isolement du président américain sur la scène internationale dans le dossier iranien ne peut qu'aggraver leur amertume. La danse du sabre exécutée par M. Trump avec ses hôtes saoudiens au mois de mai dernier paraît déjà bien lointaine...

GILBERT ACHCAR.

(5) Lire Laurent Bonnefoy, « Enlèvement saoudien au Yémen », *Le Monde diplomatique*, décembre 2017.

(6) Lire Nabil Mouline, « Petits arrangements avec le wahhabisme », *Le Monde diplomatique*, janvier 2018.

(7) Né en 1961, M. Mohammed Ben Zayed, devenu chef des services de sécurité des Émirats arabes unis dans les années 1990, est réputé avoir été formé par des officiers égyptiens expatriés, dont les Frères musulmans avaient été la principale cible dans leur pays d'origine. Accusant la confrérie de conspirer pour la prise du pouvoir, il a dirigé la répression de ses membres et sympathisants aux Émirats.

(8) Le père de M. Saad Hariri, l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri, assassiné en février 2005, avait amassé sa fortune en Arabie saoudite sous la protection du roi Fahd Ben Abdelaziz Al-Saoud.

Le Qatar ne cède rien

LE 5 JUIN DERNIER, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte rompaient leurs relations diplomatiques avec le Qatar, le royaume wahhabite lui imposant un blocus à sa seule frontière terrestre. Si l'émirat est accusé de « soutien au terrorisme », les raisons réelles de cette mise à l'écart semblent aussi confuses que la stratégie de Riyad dans la région (lire l'article page 10). Selon la presse arabe, les quatre alliés exigeaient la fin du soutien aux Frères musulmans, la fermeture de la chaîne Al-Jazira, le gel des projets pétrogaziers avec l'Iran et le versement de « réparations ». Cependant, pour les responsables qataris, cette crise ne s'explique que par la volonté de l'Arabie saoudite, mais aussi d'Abou Dhabi – poids lourd de la fédération des Émirats arabes unis –, d'obtenir un changement de régime ou, tout au moins, l'abdication de l'émir Tamim Ben Hamad Al-Thani au profit d'un parent plus docile. « Le blocus a échoué », confie un diplomate qatari. *Le plus dur est passé, et nos voisins s'en rendent compte. Cela devrait relancer à terme les négociations diplomatiques au sein du Conseil de coopération du Golfe.* Et d'évoquer même une probable « réconciliation » entre monarques dans les mois à venir.

Au-delà de ce discours à la fois optimiste et mesuré – la diplomatie qatarie veille à ne jamais hausser le ton à l'égard de ses voisins –, la réalité est différente. Contourner le blocus terrestre pour s'approvisionner – notamment via l'Iran et la Turquie (le Qatar importe 95 % de son alimentation) –, obliger les avions de ligne à faire de grands détours pour ne pas emprunter l'espace aérien saoudien ou émirati et intervenir à plusieurs reprises sur le marché des changes pour défendre le riyal, la monnaie locale, coûte cher. Selon les estimations de plusieurs banques de la région, l'émirat a d'ores et déjà mobilisé plus de 300 milliards de dollars pour encaisser le choc du blocus. À cela s'ajoutent de soudaines prodigalités à l'égard de partenaires étrangers qui contribuent à briser son isolement. Un exemple parmi tant d'autres : alors que ses relations avec Moscou sont tendues depuis des années en raison de la guerre en Syrie, le Qatar se dit proche de l'acquisition du système de défense antiaérienne russe S-400. En conséquence, de nombreux chantiers d'infrastructures avancent au ralenti, à l'exception de ceux de la Coupe du monde de football de 2022. Pour Doha, il s'agit d'être prêt au plus vite et de faire échec à toute tentative d'attribuer la compétition à un autre pays. Les dirigeants qataris s'attendent d'ailleurs à ce que les attaques contre ce qu'ils considèrent comme le symbole de leur réussite internationale reprennent de plus belle après la fin de la Coupe du monde de cet été en Russie.

AKRAM BELKAÏD.

EN AFRIQUE DU SUD, L'HÉRITIER DE NELSON MANDELA PREND SA REVANCHE

L'ANC, aux origines d'un parti-État

Après de longs mois de tractations et huit motions de défiance du Parlement, le président sud-africain Jacob Zuma, impliqué dans plusieurs scandales de corruption, a fini par démissionner, le 14 février, au profit de M. Cyril Ramaphosa. Le Congrès national africain affronte de graves tensions internes qui fragilisent une hégémonie acquise avec la fin de l'apartheid, en 1991.

PAR SABINE CESSOU *

CONNU pour avoir été le premier milliardaire noir d'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa a été élu, le 18 décembre 2017, président du Congrès national africain (ANC). Il sera, selon toute vraisemblance, le prochain président de la République en 2019, après l'intérim qu'il assure depuis la démission forcée de M. Jacob Zuma pour corruption, le 14 février dernier. Le parcours tumultueux de ce vétéran de la lutte contre l'apartheid s'explique largement par les rouages et la culture politique particulière du plus vieux parti d'Afrique. D'obédience sociale-démocrate, membre de l'Internationale socialiste, l'ANC est, comme le Front de libération nationale (FLN) en Algérie ou l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique (ZANU-PF), l'un de ces anciens mouvements de libération nationale passés par la lutte armée avant d'arriver au pouvoir. Malgré ses tensions internes, les scandales de ces dernières années et l'effritement de ses scores électoraux depuis 2014, cette machine

Refus de jouer la carte raciale

INTERDIT dans la foulée, en même temps que le Congrès panafricain (PAC) et le Parti communiste sud-africain (SACP), l'ANC, légaliste et non violent à ses débuts, n'est passé à la lutte armée qu'en 1961. Pour beaucoup, ce fut la clandestinité et l'exil. Sous la direction d'Oliver Tambo, les exilés s'organisent à Lusaka, en Zambie, où le parti établit son siège. D'autres militent de l'intérieur contre le régime raciste, comme M. Ramaphosa et toute la « génération perdue ». Celle-ci se lance dans la lutte contre l'apartheid sous la bannière de l'ANC et de sa branche armée après les émeutes écolières du 16 juin 1976 à Soweto, réprimées dans le sang. Ces militants se réunissent en 1983 sous l'étendard du Front démocratique unifié (UDF), la face légale de l'ANC à l'intérieur du pays, rassemblant les associations, les Églises et les syndicats non interdits. Les relations entre l'UDF et les exilés de l'ANC sont constantes et organiques, mais marquées d'un soupçon : les seconds veulent garder les commandes, et vont jusqu'à se demander si Mandela lui-même n'a pas trahi la cause lorsqu'il commence à négocier, seul, en prison, à partir de 1986, avec les nationalistes afrikaners.

Avec la fin de l'apartheid en 1991, l'ANC, auréolé d'années de lutte et jouissant du prestige de Mandela, premier président noir élu de la nouvelle Afrique du Sud, devient hégémonique. Il remporte l'élection sur élection. Le « camarade » Mandela l'avait confié à des intimes sans jamais le dire ouvertement : plutôt que M. Thabo Mbeki, il aurait préféré que M. Ramaphosa lui succède au terme de son unique mandat présidentiel, en 1999. Entre 1982 et 1992, ce juriste de formation, fils de



ROBIN RHODE. – « Holy Key » (Clé sacrée), 2016

sophistiquée, attachée à ses règles de fonctionnement démocratiques, continue de faire la pluie et le beau temps en Afrique du Sud (1).

Fondé en 1912, sous la colonisation britannique, pour contester la spoliation des terres occupées par la majorité noire, l'ANC a traversé le XX^e siècle en se renouvelant constamment. Il a donné au monde non occidental son tout premier Prix Nobel de la paix, bien avant M. Desmond Tutu (1984) et Nelson Mandela (1993) : en 1960, son président Albert Luthuli, révérend zoulou pacifiste, avait été couronné après le retentissant massacre de Sharpeville. Soixante-neuf personnes qui manifestaient contre les *pass* (« laissez-passer ») imposés aux Noirs pour circuler en ville avaient alors été tuées à bout portant par la police.

policier ayant grandi à Soweto, avait transformé le Syndicat national des mineurs (NUM) en une organisation de près de 300 000 adhérents. Négociateur hors pair, il avait fait ses preuves dans les discussions très difficiles avec le Parti national de Frederik De Klerk autour de la transition postapartheid. Aux yeux de Mandela, il présentait aussi l'avantage d'appartenir à une ethnie minoritaire du nord de l'Afrique du Sud, les Vendas. Ce choix aurait ainsi réglé, en l'éluant, la question de l'équilibre entre Zoulous et Xhosas, les deux groupes dominants (environ 20 % de la population chacun). Un sujet politique délicat, compte tenu du refus de l'ANC de jouer la carte raciale, manipulée à l'envi par le régime d'apartheid : pour diviser la majorité noire, les dirigeants montaient en épingle les violences entre les nationalistes zoulous du Parti Inkatha de la liberté (IFP) et les militants de l'ANC, qui ont marqué toute la transition (1990-1994).

M. Ramaphosa menaçait ce qui était décrit à mots couverts, dans les coulisses de l'ANC, comme la « Xhosa Nostra » – soit l'emprise des Xhosas, l'ethnie de Mandela, de Tambo et de Walter Sisulu, sur l'appareil du parti. Historique, cette domination tient à la présence de l'université de Fort Hare en pays xhosa (l'ancien Transkei, dans l'actuelle province du Cap-Est). L'institution britannique, qui voulait former des cadres noirs, a produit malgré elle les héros des indépendances de l'Afrique australe, comme Mandela, mais aussi comme MM. Kenneth Kaunda (Zambie) et Robert Mugabe (Zimbabwe). En tant qu'*inzile*, militant de l'intérieur resté en Afrique du Sud pour lutter frontalement contre le régime raciste, M. Ramaphosa défiait aussi le camp, moins fourni, des « exilés ».

Se gardant de tout autocratie, Mandela s'était contenté d'observer les joutes que se livraient les candidats à sa succession. Rompu aux arcanes du parti et habile manœuvrier, M. Mbeki s'était imposé en 1994 à la vice-présidence de l'ANC – et du pays. M. Ramaphosa avait alors pris ses distances avec la politique et recyclé son talent dans les affaires, tout en restant l'un des membres les moins bavards mais les plus populaires du comité exécutif national – la plus haute instance de décision de l'ANC, qui compte 86 membres, dont une moitié statutaire de femmes.

Une règle non écrite exige qu'un candidat à la présidence gravisse des échelons successifs : élection par la base à la vice-présidence de l'ANC, suivie par une nomination automatique à la vice-présidence de la République, puis une confirmation à la présidence du parti lors de son congrès quinquennal, qui, depuis 1997, se tient deux ans avant les élections législatives. Le président est ensuite élu par le Parlement, où l'ANC jouit d'une majorité écrasante depuis 1994. Ce dispositif inauguré par Mandela offre à la fois visibilité et expérience au candidat désigné (2).

Mais, dans sa lutte pour le pouvoir, M. Mbeki a fait un choix lourd de conséquences. Il a adoubé M. Zuma, ancien chef du renseignement de la branche armée de l'ANC, comme son vice-président par défaut, en 1997, pour mieux écarter des profils de présidents plus crédibles. Puis, après sa propre réélection, en 2004, pour un second mandat présidentiel, et trois ans avant un congrès du parti prévu pour fin 2007, il a ouvert les « dossiers ». Un procès pour corruption a été intenté en 2005 contre M. Zuma, pour les pots-de-vin qu'il aurait touchés lors de la négociation de juteux contrats d'armement en 1998. En 2006, un procès pour viol, sur une plainte déposée par une jeune femme, « amie de la famille » Zuma, a été présenté par l'accusé comme une autre manœuvre politique.

Très tendue, la conférence de l'ANC à Polokwane, en 2007, a vu les camps Zuma et Mbeki s'écharper sur des questions à la fois personnelles et politiques. Avec ses chants de lutte contre l'apartheid, M. Zuma a donné dans un registre populiste pour se démarquer d'un Mbeki jugé trop policé et distant vis-à-vis des masses. Il a aussi joué sur les frustrations de l'aile gauche du parti face à l'éclosion d'une bourgeoisie noire liée au pouvoir et à la gestion néolibérale du pays – sur fond de croissance économique, mais de chômage (27 % des actifs) et de pauvreté (42 % de la population) persistants. Le bras de fer s'est soldé par la victoire de M. Zuma, porté par un vaste mouvement dénommé Les Amis de JZ. Celui-ci rassemblait tous les déçus de la « thabocratie », l'aile

gauche de l'ANC, attachée à un idéal socialiste de redistribution des richesses, et des électeurs séduits par des promesses fermes de création d'un demi-million d'emplois. Un engagement non tenu en raison de la crise financière mondiale, fin 2008, mais aussi de la gestion approximative de M. Zuma et d'une corruption devenue endémique. Le seul marché émergent du continent africain a été déclassé à partir de 2015 par les agences de notation internationales en raison de ses perspectives « négatives ». À la dépréciation continue du rand, la monnaie nationale, s'est ajoutée une récession en 2017.

En décembre dernier, l'avenir de l'Afrique du Sud s'est une nouvelle fois joué au congrès de l'ANC – et nulle part ailleurs. Une différence de 179 voix sur 4 708 a donné l'avantage à M. Ramaphosa, face à M^{me} Nkosazana Dlamini-Zuma, ex-épouse encore très proche de M. Zuma, ancienne ministre et ex-présidente de la Commission de l'Union africaine. M. Ramaphosa, dont le programme tient en quelques mots, « le retour aux valeurs originelles des

Concurrence et sécessions

LE PARTI sort en effet endommagé des ères Mbeki et Zuma, la démission de ce dernier n'ayant été obtenue qu'après huit motions de défiance du Parlement depuis 2015. Ses scores ont commencé à décliner, passant de 65,9 % en 2009 à 62,15 % en 2014, puis à moins de 54 % lors des municipales d'août 2016. Ce coup de semonce a vu l'ANC perdre trois grandes villes : Johannesburg, Pretoria et Port Elizabeth.

La concurrence de l'opposition se fait de plus en plus rude. Au centre droit, l'Alliance démocratique (22,23 % des voix en 2014 et 26,89 % en 2016), formation majoritairement blanche et métisse en voie de déracialisation, est dirigée depuis 2015 par un jeune Noir, M. Mmusi Maimane. Elle rassemble en promettant de faire ce que l'ANC n'a pas réussi : lutter contre les inégalités et redistribuer les richesses, les ménages noirs gagnant presque six fois moins (6 600 euros par an en moyenne selon l'institut de statistiques sud-africain) que les ménages blancs (36 500 euros). À gauche, les Combattants pour la liberté économique (EFF), un parti fondé en 2013 par le dissident de l'ANC Julius Malema (6,35 % des voix en 2014 et 8,19 % en 2016), revendiquent la nationalisation des mines – 7 % du produit intérieur brut (PIB) – et l'expropriation de quelque cinquante mille fermiers blancs (l'agriculture représentant 2,5 % du PIB), sur le modèle du Zimbabwe de M. Mugabe.

L'ANC est en outre traversé de fortes tensions internes. Le grand syndicat des

fondateurs de l'ANC », loin de la corruption, du clanisme et du populisme du régime Zuma, a mis fin aux angoisses des Sud-Africains sur l'impunité prévisible du président sortant si son ex-femme l'emportait. Ces valeurs irradient la Charte de la liberté, adoptée en 1955 par tout ce que le pays comptait alors d'opposants : trois mille délégués, dont trois cents Indiens, deux cents métis et une centaine de Blancs. L'ANC n'était alors que l'un de ses signataires, avant d'en faire son programme politique. Ce texte fondateur porte un idéal précis : le suffrage universel, l'égalité des chances et la démocratie multiraciale, pour laquelle plusieurs générations de Sud-Africains ont fait trop de sacrifices pour l'oublier aussi vite.

Devenu un parti de masse à la fin de l'apartheid, comptant aujourd'hui 700 000 membres, l'ANC demeure le creuset des dynamiques politiques les plus importantes en Afrique du Sud. Fort de sa légitimité historique, il représente à la fois un gage de stabilité pour l'une des plus jeunes démocraties d'Afrique et sa principale faiblesse, en raison de son hégémonie. Ses dirigeants, qui sont aussi ministres et gouverneurs de province, ont la haute main sur la nomination à tous les postes importants – jusque dans le secteur privé – et sur les contrats publics. Ses dérives sont donc susceptibles d'emporter tout le pays.

Malgré les scandales et bien des réunions houleuses du comité exécutif national, le chef de l'État a longtemps bénéficié du soutien de l'appareil du parti, qu'il contrôlait de l'intérieur, notamment dans son fief du Kwazulu-Natal. Dans la culture politique de l'ANC, « l'organisation », comme l'appellent ses militants, importe plus que les individus. Ce qui était une nécessité vitale sous l'apartheid, pour résister à la répression, a permis au parti de survivre quels que soient ses chefs, en produisant sans cesse de nouveaux dirigeants à travers ses branches (l'équivalent des sections socialistes ou des cellules communistes). À chaque congrès, les cartes sont redistribuées. L'élection de justesse de M. Ramaphosa à la présidence de l'ANC par les représentants de ses branches peut, estime le politologue sud-africain William Gumede, s'interpréter comme un « sursaut de la base pour sauver ce qui peut encore l'être ».

métallurgistes (Numsa), exclu en 2014 du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu, allié historique de l'ANC) pour ses critiques virulentes envers le pouvoir, menace de fonder un parti de travailleurs indépendant.

Propulsé président par intérim à la suite de la démission forcée de M. Zuma désavoué par son parti, M. Ramaphosa, ancien leader syndical et principal actionnaire de McDonald's en Afrique du Sud, doit rassembler autour d'un slogan, « Une vie meilleure pour tous », qui sonne un peu creux. Il n'en promet pas moins l'école gratuite pour les ménages touchant moins de 22 800 euros par an, la redistribution effective des terres, la création d'une commission d'enquête sur la corruption, ainsi qu'une politique économique libérale conçue pour attirer les investisseurs et renouer avec la croissance. À long terme, l'avenir reste cependant incertain, dans la mesure où l'ANC n'a pas marqué de rupture nette avec la décennie Zuma. Il a en effet élu à sa vice-présidence le très controversé David Mabuza, 57 ans, nommé en 2009 gouverneur de la province du Mpumalanga en récompense de son soutien à M. Zuma. Un parcours à suivre, puisqu'il est lui aussi accusé de corruption. Et même soupçonné d'avoir trempé dans des assassinats politiques.

(1) Lire « L'Afrique du Sud lassée de ses libérateurs », *Le Monde diplomatique*, juin 2017.

(2) Cf. Raphaël Porteilla, Judith Hayem, Marianne Séverin et Pierre-Paul Dika (sous la dir. de), *Afrique du Sud. Vingt ans de démocratie contrastée*, L'Harmattan, coll. « Études africaines », Paris, 2016.

L'ARMÉE, UNE INSTITUTION SINGULIÈRE

Cuba, le pays du vert olive

Le président cubain Raúl Castro quittera le pouvoir au mois d'avril. Pour la première fois de son histoire, l'île va probablement être dirigée par une personne née après la chute du dictateur Fulgencio Batista, en 1959. Un tel bouleversement soulève de nombreuses questions. Une certitude demeure cependant : l'armée jouera un rôle déterminant dans la phase qui s'ouvre.

PAR RENAUD LAMBERT

QUELQUES MOIS après sa prise de fonctions, M. Donald Trump décidait d'annuler « l'accord totalement inéquitable signé avec Cuba » par son prédécesseur Barack Obama le 17 décembre 2014. Le président démocrate avait jugé inefficace la stratégie américaine de la strangulation – agression militaire, embargo, rupture des relations diplomatiques. Mieux valait selon lui normaliser les relations entre Washington et La Havane, de façon à accélérer l'« ouverture » du pays caribéen (1). Au contraire, rétorqua le républicain : le flot des touristes américains, que la mansuétude de M. Obama avait contribué à nourrir, aurait « aggravé la répression » en consolidant la position des forces armées. Après la « dictature communiste », Cuba allait tomber sous le joug d'une junte militaire ! Ne comptait-on pas huit généraux au sommet du pouvoir, parmi les dix-sept membres du bureau politique du Parti communiste de Cuba (PCC) ?

Les treillis latino-américains suscitent des réactions bigarrées à Washington. Satisfactions lorsqu'ils renversent le président Manuel Zelaya au Honduras (2009). Enthousiasme quand ils bombardent le palais de la Moneda au Chili (1973). Indignation s'ils sont coiffés d'un béret rouge au Venezuela ou précédés d'un cigare à Cuba. Dans ces derniers cas de figure, la Maison Blanche rappelle plus volontiers que le sabre n'a pas toujours fait bon ménage avec le bulletin de vote et que des

« Les haricots avant les canons »

EN SEPTEMBRE 1958, le jeune homme (il a alors 27 ans) convoque un congrès paysan au cours duquel les habitants de sa région sont invités à présenter leurs doléances. « À la fin de l'année, résume le chercheur Hal Klepak, Raúl avait jeté les bases d'une forme de gouvernement non seulement pour ses troupes, mais également pour la population. Avec des sortes de ministères de la guerre, de la justice, de la propagande, de la santé, des finances, des travaux publics, des communications, de l'éducation, et aussi des bureaux dévolus aux questions agraires ou au travail (2). »

L'institution militaire que connaissent aujourd'hui les Cubains, officiellement inaugurée le 2 décembre 1961, émerge donc du chaudron de la guérilla, d'où son nom : Forces armées révolutionnaires (FAR). Elle n'a pas été conçue pour défendre le pays, mais dans la perspective de libérer le peuple de la dictature – une vocation politique qui ne la quittera plus, y compris lorsque le projet initial mutera, passant du nationalisme à la construction d'un socialisme « à la cubaine ». Les FAR jouissent donc d'une aura considérable auprès de ceux qui ont vécu le renversement du dictateur Fulgencio Batista. Pour eux, les militaires, ce sont les anciens guérilleros, auxquels ils doivent bien souvent leurs premières chaussures, leurs premiers livres, leur première victoire. L'internationalisme des FAR contribue à leur renom au sein d'une population plus politisée qu'ailleurs et elle-même confrontée aux affaires de la résistance contre les assauts de Washington : elles se sont engagées auprès des guérillas latino-américaines, en Algérie, en Éthiopie et surtout en Angola, où des dizaines de milliers de soldats cubains ont combattu contre les troupes du régime d'apartheid sud-africain. Qui plus est, la loi exige qu'au moins la moitié des jeunes entrant à l'académie militaire soient des enfants d'ouvriers ou de paysans, plus pauvres (et donc plus souvent noirs) que le reste de la population (3).

Mais l'image des FAR au sein de la population se construit également à l'oc-

canons destinés à tenir l'adversaire en respect se sont parfois retournés contre les populations. Qu'en est-il à Cuba ?

Ici, l'armée ressemble à un homme discret, mais rigide ; pragmatique, mais déterminé : M. Raúl Castro, président depuis 2006 (par intérim, puis à la suite de l'élection de 2008) et... général d'armée. Indéboulonnable ministre de la défense entre 1959 et son arrivée à la tête de l'État, il a façonné l'institution à son image, sur la base de son expérience dans la Sierra Maestra.

Après le débarquement des *barbudos* dans l'île, en 1956, Fidel Castro demande à son frère de prendre la tête d'une colonne de rebelles en armes dans une zone retirée de l'est du pays. La région alors placée sous le commandement du cadet sera baptisée 2^e front oriental Frank País, du nom d'un dirigeant étudiant révolutionnaire. « Alors que, dans sa zone, Fidel parle beaucoup – de ses ambitions, de ses grandes idées –, Raúl organise la sienne, explique le journaliste Fernando Ravsberg. Il crée par exemple un service de cordonnerie, pour que ses hommes disposent de chaussures dignes de ce nom. » Parcourant le territoire oriental pour orchestrer le recrutement et l'approvisionnement de ses troupes, M. Raúl Castro décrète une réforme agraire, crée des écoles et ouvre des cliniques – qu'il finance en créant un impôt.

casion d'un autre épisode, plus récent, de l'histoire cubaine : la période dite « spéciale », qui s'ouvre à la suite de l'effondrement du bloc soviétique. Entre 1991 et 1994, le produit intérieur brut (PIB) plonge d'environ 35 %. La violence du choc enivre les anticastristes. Andrés Oppenheimer, l'un des éditorialistes préférés de la presse établie à Miami, publie un livre intitulé *La Dernière Heure de Castro* (4) : il y croit dur comme fer.

« Du jour au lendemain, Fidel dit à Raúl : "Je n'ai plus d'argent pour toi. Il faut que l'armée se débrouille" », raconte Ravsberg. En moins d'un an, le cadet « ampute les forces armées de moitié, cependant que leur budget fond comme neige au soleil (de 1 149 à 736 millions de pesos cubains, une monnaie dont la valeur elle-même avait dégringolé) », rapporte Klepak. Dans un contexte où l'État cubain semble pétrifié par la crise économique – et où Fidel Castro s'obstine à promettre dignité, fierté et honneur aux ventres vides qui l'écoutent –, les FAR s'illustrent par leur capacité d'adaptation. Dans un reportage qu'il leur consacre en 1995, le *New York Times* les présente comme « la seule chose qui fonctionne encore » dans l'île (5).

Les militaires manquent d'argent, de carburant, de pièces de rechange – dont ils s'approvisionnaient auparavant auprès de Moscou. « Notre mission, c'est la défense du pays, mais la défense au sens large, déclare néanmoins M. Raúl Castro. Pour l'heure, cela implique de fournir de la nourriture à notre peuple. (...) Les haricots sont plus importants que les canons (6). » Les militaires troquent donc leurs fusils contre des bêtes... et des shakers.

Dès 1980, les FAR ont en effet commencé à œuvrer dans le secteur du tourisme, à travers la société Gaviota, qui gérait des centres de loisirs destinés aux Soviétiques. Elles ouvrent alors une chaîne de boutiques destinées aux visiteurs étrangers, où elles épongent les dollars en circulation dans le pays. Une partie des militaires mettent leur treillis



© ADAGP PARIS, 2018 - WWW.ADONISFLORES.COM

ADONIS FLORES. – « Lenguaje » (Langage), de la série « Camuflajes » (Camoufflages), 2005

au placard et enfilent une *guayabera*, un type de chemise érigé au rang de costume formel à Cuba. Certains partent à l'étranger pour suivre des cours de management ; d'autres prennent la direction d'hôtels. Des pilotes de chasse deviennent pilotes de ligne, des amiraux commandants de yacht.

On estime que, au milieu des années 1990, les FAR produisent entre un tiers et la moitié de la nourriture que consomme la population. Les budgets alloués à l'éducation ou à la santé repartent déjà à la hausse quand celui de la défense continue à fondre, contraignant les militaires à l'autonomie financière. « Pendant tout ce temps, les écoles de ballet ont maintenu leurs portes ouvertes », se souvient Ravsberg, qui habitait déjà l'île à l'époque (7). Dans un contexte où les États-Unis choisissent d'aggraver les sanctions contre le pays, les FAR démontrent même – à leur façon – qu'elles continuent à assurer la protection du territoire. Quatre ans après la parution du livre d'Oppenheimer, M. Raúl Castro préside un défilé militaire où ses soldats exhibent des missiles sol-air sophistiqués, tractés au moyen de bicyclettes...

Les FAR constituent donc le laboratoire des réformes que M. Castro a tenté de mettre en œuvre depuis son arrivée au pouvoir, telle l'introduction de rémunérations indexées sur la productivité (8). La rupture s'avère parfois palpable : Fidel Castro préférerait qu'aucun Cubain ne jouisse des infrastructures hôtelières si seuls les riches pouvaient se le permettre ? Son frère, qui dénonce les dérives de l'« égalitarisme », décide au contraire de les ouvrir à tous et de laisser le marché opérer. On découvre alors que certains Cubains conservent des sommes importantes sous leur matelas. En les dépensant dans les hôtels (des FAR...), ils libèrent les chambres chez l'habitant dont ils devaient jusque-là se contenter, et dont les prix fondent.

Abandon du projet socialiste ? Même si chaque discours du cadet promet la continuité avec la « vision » de l'aîné, il se détourne de sa conception utopique selon laquelle les idées, seules, peuvent mouvoir les masses. De nombreux observateurs ont jugé paradoxale une situation dans laquelle Raúl, membre des jeunesses communistes alors que son frère ne l'était pas, serait devenu le « fossoyeur » discret du projet longtemps porté par Fidel.

Lire aussi sur notre site :
« Cuba sans Castro »,
par Fernando Ravsberg,
www.monde-
diplomatique.fr/58421

politiques. Or les contextes économique et géopolitique ne sont guère propices à l'émergence du socialisme « dans une seule île » (9). De toute évidence, le capitalisme et ses recettes inquiètent moins dans les casernes qu'au siège du PCC.

Même si aucun chiffre officiel n'est disponible, on estime que les effectifs des FAR s'établissent désormais à environ 80 000 hommes et femmes, contre plus de 200 000 dans les années 1980. Les sociétés qu'elles contrôlent – dont Gaviota, Cimex ou encore TRD – sont rassemblées sous la holding Grupo de administración empresarial SA (Gaesa), dirigée par l'ancien gendre de M. Raúl Castro, M. Luis Alberto Rodríguez López-Callejas. La première contrôle 40 % des chambres du secteur hôtelier. Dans un article détaillé s'employant à déconstruire les chiffres fantaisistes avancés par la presse de Miami, l'universitaire américain William LeoGrande – peu suspect de sympathies castristes – estime les recettes de Gaviota à 1,7 milliard de dollars en 2015 (10). Cimex – chaînes de magasins, location de voitures... – aurait de son côté dégagé 1,3 milliard de dollars de profit la même année. Spécialisée dans le commerce en direction du grand public (du savon à l'électroménager en passant par les produits destinés aux touristes), TRD aurait atteint en 2016 un chiffre d'affaires d'environ 440 millions de dollars. Soit un total d'environ 3,4 milliards de dollars pour Gaesa, l'équivalent de 20 % des entrées de devises dans le pays et de 4 % du PIB de 2015. Avec une spécificité, qui n'a pas échappé à M. Trump : les recettes des sociétés pilotées par les FAR fluctuent avec les revenus du secteur touristique.

Électroménager et location de voitures

DANS CES CONDITIONS, il n'est pas tout à fait faux de suggérer que normaliser les relations avec La Havane revient à faciliter la vie des militaires. De là à suggérer que l'opération « aggrave la répression »... Chaque nouveau passage d'un ouragan dans la Caraïbe conduit les observateurs internationaux à s'interroger : pourquoi Cuba s'en sort-elle mieux que d'autres pays ? Pour les habitants de l'île, la réponse tient en deux points : grâce à la solidarité, qui conduit les mieux lotis à ouvrir leurs portes pour accueillir les plus exposés ; mais aussi grâce à l'organisation logistique des FAR, qui pilotent la protection civile.

Celles-ci ignoreraient-elles pour autant le phénomène de corruption, qui gangrène une partie des institutions de l'île ? Non – même si la réputation des FAR au sein de la population demeure meilleure que celle de la police. La manne que collecte Gaesa pourrait accroître la tentation d'opter pour les mille et une acrobaties facilitant l'enrichissement personnel : d'autres pays (tel le Vietnam) ont connu ce type d'évolution. Mais, pour l'heure, il n'est pas rare de voir un colonel faire du stop sur le bord de la route. Ailleurs dans le monde, il roulerait en berline climatisée.

(1) Lire Patrick Howlett-Martin, « Dégel sous les tropiques entre Washington et La Havane », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(2) Hal Klepak, *Raúl Castro and Cuba: A Military Story*, Palgrave Macmillan, New York, 2012.

(3) Un service militaire de deux ans est obligatoire pour les hommes. Les femmes peuvent également l'accomplir, sur la base du volontariat.

(4) Andrés Oppenheimer, *Castro's Final Hour*, Touchstone, New York, 1992.

(5) Larry Rother, « In Cuba, army takes on party jobs, and may be only thing that works », *The New York Times*, 8 juin 1995.

(6) Cité par Larry Rother, *art. cit.*

(7) Fernando Ravsberg, « ¿Quién paga la salud y la educación en Cuba? », *Cartas desde Cuba*, 30 mars 2017.

(8) Lire « Cuba veut le marché... sans le capitalisme », *Le Monde diplomatique*, octobre 2017.

(9) Lire « Les enfants ont vieilli », dans « Cuba. Ouragan sur le siècle », *Manière de voir*, n° 155, octobre-novembre 2017.

(10) William LeoGrande, « ¿Cuánto de la economía cubana controlan las empresas militares? », *Resumen Latinoamericano*, Buenos Aires, 30 juin 2017.



www.monde-diplomatique.fr/mdv



LUIZ ZERBINI. – « Cedro » (Cèdre), 2016

EN CET AUTOMNE 2017, nous traversons l'Atlantique pour rejoindre l'Équateur, à la recherche de la Pachamama (1). Au nom de cette divinité amérindienne, des indigènes, des militants écologistes, des dirigeants politiques, des intellectuels s'emploient à « freiner les agressions du capitalisme (2) », notamment lorsqu'elles impliquent l'extraction de matières premières.

« La Pachamama est une réalité dans le monde indigène », nous explique M. Alberto Acosta, contacté dès notre arrivée à Quito. L'homme a été ministre de l'énergie et des mines en 2007 et président de l'Assemblée constituante qui, en 2008, sous l'impulsion du président Rafael Correa, a reconnu la Pachamama comme un sujet de droit à part entière. Une première dans le monde. Désormais hostile à l'ancien chef de l'État, auquel il reproche d'avoir trahi ses engagements en perpétuant l'exploitation des ressources naturelles du pays, M. Acosta incarne un courant écologiste qui bénéficie d'une grande attention à l'étranger. « Pour les populations autochtones, la Pachamama n'est pas une simple métaphore, contrairement à ce qui se passe dans le monde occidental. Les indigènes identifient la Terre à une mère. Ils entretiennent une relation très étroite avec elle. Bien sûr, tous les indigènes ne voient pas les choses ainsi : après tout, ils ont subi cinq cents ans de colonisation, et ce n'est pas terminé. Le monde indigène n'est pas épargné par les logiques du capitalisme, de l'individualisme, du consumérisme, du productivisme. Mais il existe encore des communautés qui organisent leur vie sociale, politique, économique et culturelle autour de notions telles que la Pachamama et le *sumak kawsay* [bien-vivre] ».

En Équateur plus qu'ailleurs, l'influence du concept de « Terre mère » dépasse désormais le cercle des communautés indigènes « protégées ». « Je ne mets pas de bottes à mes enfants lorsqu'ils sortent dans notre jardin, afin qu'ils sentent la terre, qu'ils ressentent le contact avec la Pachamama », nous explique M^{me} Rocío G., réalisatrice et productrice d'émissions relatives au monde indigène, qui habite dans un quartier résidentiel de la capitale. Avant de se lamenter : « Mais ma sœur, pour qui tout ça n'a pas d'importance, enfle des chaussures à sa progéniture lorsqu'elle sort. »

Saugrenue aux yeux de la cinéaste, la décision de sa sœur épouse celle des indigènes quichuas des hauts plateaux que nous rencontrons quelques jours plus tard : pour que les enfants n'attrapent pas froid ni ne se blessent, eux aussi les chaussent quand ils sortent de leur maison... Faudrait-il en conclure que les Quichuas ont oublié leur culture ? Pas à Otavalo, où se tient tout au long de l'année l'un des plus grands marchés artisanaux d'Amérique latine. Ici, tout est fait pour promouvoir l'identité quichua. Une volonté qui a d'ailleurs conduit à « indigéniser » certaines fêtes auparavant dépourvues de toute référence à la culture quichua. Ainsi de celle qui marque le solstice d'été, devenue Inti Raymi (la Fête du soleil), ou du carnaval, célébré partout en Équateur, mais ici rebaptisé Pawkar Raymi. Les festivités se déroulent dans la communauté de Peguche, à quelques kilomètres du centre d'Otavalo, dans un curieux mélange : une procession autour d'un chaman s'accompagne d'un concert de reggae, d'un tournoi sportif, d'une messe catholique, de l'élection d'une reine de beauté quichua ainsi que d'une bataille géante d'eau, de farine, d'œufs et de peinture. M. Edwin T., issu d'une famille d'artisans et de musiciens de la communauté voisine qui achève

De nombreuses organisations tentent de consoler les Occidentaux inquiets de la crise écologique. Loin de leurs métropoles frénétiques, en Amérique latine, des indigènes auraient conservé leur proximité avec la nature, érigée au rang de divinité : la Terre mère, ou Pachamama. Une fois sur place, se mettre en quête de ces communautés protégées peut réserver quelques déconvenues.

UNE ENQUÊTE DE MAËLLE MARIETTE *



LUIZ ZERBINI. – « Fantasmão » (Fantasme), diptyque, 2015

actuellement ses études à Paris, nous explique dans un sourire que la plupart des dirigeants locaux ne savent pas parler quichua. À ses yeux, cette réindigénisation « repose pour l'essentiel sur une réinterprétation incertaine de traditions rapportées dans des livres d'anthropologues ou d'intellectuels blancs » (3).

– *Qu'est-ce que la Pachamama, Luis ?* La question convoque un souvenir douloureux chez M. Luis Tuutuy, l'un des dirigeants de la nation *sápára*, au cœur de l'Amazonie équatorienne.

– *La Pachamama ? Eh bien, il s'agit d'une fondation équatorienne qui soutenait les communautés indigènes dans leur lutte pour la défense de la nature. Elle a disparu maintenant.*

– *Ah, d'accord. Mais, je parlais de la divinité, vous savez, la Terre mère ? Comment dit-on Terre mère, d'ailleurs, en *sápára* ?*

– *Heu ! Attendez... Heu ! Désolé, à vrai dire, je ne sais pas.*

« On propose également des menus végétariens »

Quand nous posons notre question, la plupart des réactions ressemblent à celle de M. Tuutuy. Dans les (rares) cas où le terme évoque quelque chose, il s'agit d'une terre à défendre en tant que territoire ancestral : un espace de vie constitutif d'une identité. Nous discutons avec les Achuars des communautés de Wisui, Chumpi et Copataza, situées au bord du Río Pastaza et accessibles après plusieurs heures de bus, de pirogue et de marche dans la forêt en venant de la ville de Puyo, en bordure de l'Amazonie ; ou avec les Quichuas des communautés de la région du Curaray, que trois heures de bus sur piste et plus de huit heures de pirogue sur le Río Curaray – lorsque le niveau du fleuve le permet – séparent de Puyo. Les aspirations des populations locales concernent moins l'environnement que l'amélioration des conditions de vie : accès aux centres de santé – les morsures de serpent représentent par exemple près de 10 % des causes de décès en Amazonie équatorienne –, à l'éducation, aux réseaux routiers – notamment pour vendre leur production en ville – et aux moyens de communication à distance – radios haute fréquence ou Internet – « pour entrer en contact avec l'extérieur s'il y a une urgence », nous explique le doyen de la communauté de Copataza. Avant d'ajouter : « Le gazole pour mettre dans la pirogue, c'est bien. Avant, à la rame, c'était beaucoup plus difficile pour remonter le courant. »

Cependant, on s'alarme également ici de l'impact de la modernité sur les pratiques culturelles. Les inquiétudes des uns portent sur l'éducation, celles des autres sur l'accès au réseau routier, mais tous craignent que les jeunes oublient leurs racines. Une tension structure donc la façon dont les populations locales perçoivent les projets d'extraction minière ou pétrolière mis en œuvre par le gouvernement : d'un côté, la menace de la disparition de la culture de leurs ancêtres et du mode de vie qui leur est associé, avec le sentiment d'être abandonnés par un gouvernement qui ne s'intéresse à eux que pour « les richesses de leur sol » ; de l'autre, le fait que ces projets, bien que polluants, permettraient d'améliorer des conditions de vie pour l'heure misérables.

À la recherche d



LUIZ ZERBINI. – « Pica-pau » (Pivert), 2016

* Journaliste.



LUIZ ZERBINI. – «Cabeça d'água» (Montée des eaux), 2016

e la Pachamama



LUIZ ZERBINI. – «Monster» (Monstre), 2016

journalistes désireux d'enquêter sur la question environnementale en Équateur. Très professionnelle, Acción Ecológica leur mâche le travail en leur fournissant tous les contacts utiles.

Aux yeux de M. Acosta, d'Acción Ecológica, des mouvements écologistes qui leur sont proches, comme les Yasunidos (5), ainsi que pour nombre des dirigeants actuels de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Conaie), écologie, anti-extractivisme et indigénisme sont devenus indissociables. Les revendications sociales, territoriales ou culturelles traditionnelles s'effectuent donc au nom de la Pachamama... Même logique chez certains dirigeants politiques, indigènes ou non, pour qui la divinité offrirait un vecteur de lutte contre le réchauffement climatique et le capitalisme.

La situation ne s'observe pas uniquement en Équateur. L'anthropologue Sarah Quilleré a enquêté sur les luttes des populations wayuu en Colombie. Selon elle, «la rhétorique indigéniste et l'écologisation du discours des leaders wayuu sont sûrement ce qui est le plus frappant» dans leur mouvement «contre la mine et les spoliations territoriales». Le phénomène répondrait «à la préoccupation écologique grandissante dans les pays les plus industrialisés». La tendance des penseurs «dont s'inspirent largement les organisations indigénistes et les ONG est de dire qu'il faut rechercher dans les traditions précoloniales les logiques alternatives au modèle rationnel européen. Ces nouveaux courants de pensée proposent de réhabiliter les valeurs traditionnelles comme seul moyen d'émancipation et de survie autonome des populations» (6).

De Marx et Freud au poncho et au yoga

En Équateur, nul n'incarne mieux le phénomène de «pachamamisation» de la politique – une forme d'écologisation indigénisante, ou d'indigénisation écologisante – que M. Carlos Pérez Guartambel, le président d'Ecuadorunari, qui représente les indigènes de la zone montagneuse. Très respecté par la gauche écologiste internationale, radicalement opposé au président Correa, M. Pérez Guartambel nous explique que, n'ayant pas été souillés par l'Occident, les indigènes détiennent une «vérité ancestrale» à propos du monde «qui peut sauver l'humanité». Internet offrirait le moyen de «mondialiser la résistance» aux projets d'extraction minière et pétrolière, et, plus généralement, à la politique «capitaliste, «écocidaire» et «ethnocidaire»». Comment mondialiser la résistance? «En mondialisant la Pachamama, les cosmovisions, les cosmo-expériences», nous explique M. Pérez Guartambel. Ou plutôt «Yaku» Pérez Guartambel, puisqu'il a très récemment choisi d'indigéniser son nom.

Ceux qui, tels les Sáparas, choisissent une autre voie pour satisfaire des besoins fondamentaux observent que non seulement les ONG renoncent le plus souvent à venir en aide à des communautés ayant choisi de collaborer avec l'État, mais que la Conaie elle-même les tient à l'écart... Cette situation ne surprend pas l'ancien président de la confédération Antonio Vargas : à mesure que l'organisation s'est insérée dans le jeu des alliances politiques, elle s'est «coupée de sa base», estime-t-il (7).

Si une partie des dirigeants actuels de la Conaie ont endossé le choix de soutenir le banquier Guillermo Lasso en 2017, c'est peut-être parce que les militants historiques d'obédience marxiste – tels Humberto Cholango, Ricardo Ulcuango, Pedro de la Cruz ou Miguel Llucó –, pour lesquels le combat indigène s'entend en termes de lutte des classes, ont choisi de soutenir M. Correa tout au long de sa présidence. Le phénomène a laissé le champ libre à d'autres dirigeants, comme MM. Quishpe ou Pérez Guartambel, partisans d'une forme d'essentialisme indigéniste.

«Les questions des droits de la nature ou du sumak kawsay ne faisaient pas partie des

revendications indigènes dans les années 1990, nous explique le politiste Franklin Ramírez. C'est au début de la «révolution citoyenne» [après l'élection de M. Correa], et surtout avec l'Assemblée constituante de 2008 – sous l'impulsion de M. Acosta –, que ces thèmes sont véritablement entrés dans le paysage politique et ont acquis une grande visibilité. Beaucoup de gens pensent que le mouvement indigène a toujours usé d'une rhétorique écologiste; ce n'est pas le cas.»

Après s'être plongé dans les documents programmatiques de la Conaie dans les années 1990, Ramírez observe que les revendications indigènes de l'époque tournaient autour de la plurinationalité, des terres, de la représentation au sein de l'État ainsi que de la promotion d'une forme d'autogestion, de démocratie communautaire. «Dans ce cadre entrant, de manière collatérale et périphérique, la question de la nature et des ressources naturelles. Pour les mouvements indigènes de cette époque, la réponse au problème de la protection de l'environnement, de la nature, c'était l'autonomie indigène et l'acquisition d'un pouvoir territorial sur les ressources.» Ramírez s'accorde avec M. Florensimbo Simbaña, dirigeant et intellectuel de la Conaie, pour dire que la décision d'arborer la bannière du *sumak kawsay* et de la Pachamama a été un moyen pour M. Correa de neutraliser la délicate question de la plurinationalité, en la faisant passer au second plan.

Quant à la dépolitisation de la Pachamama – qui a rendu possible sa repolitisation conservatrice –, elle débute selon Ramírez dès que les luttes politiques indigènes acquièrent une visibilité importante, dans les années 1990 : «À l'époque, j'avais des camarades à l'université qui étaient marxistes ou freudiens et qui se sont indigénisés. Ils ont commencé à porter la tresse, le chapeau, le poncho. On les voyait à la télévision parlant de la Pachamama. Il y a eu un processus saisissant de réindigénisation, accompagné de l'apparition de services spirituels ethniques : chamans, rituels avec l'ayahuasca, Églises, etc. Énormément de gens de mon entourage, des urbains de Quito, se sont engouffrés dans la brèche, surtout la petite et la grande bourgeoisie. Maintenant, c'est le yoga, et d'ailleurs cette vision pachamamiste du monde rappelle un peu certaines formes de yoga : les problèmes sont à l'intérieur. C'est une manière de personnaliser la question de la transformation des choses et d'abandonner les luttes politiques fondamentales.»

La réduction de la Pachamama à sa dimension spiritualisante et écologisante assure à M. Acosta un certain succès hors des frontières. «Je suis en permanence en train de parcourir l'Europe, surtout l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, nous explique-t-il par Skype en raison de ses incessants déplacements. Mais aussi beaucoup de pays d'Amérique latine. Je suis invité par des universités aussi bien que par des mouvements sociaux. Par exemple, ce soir je pars en Allemagne – où l'on va me remettre un prix – pour parler des droits de la nature, de toutes ces transformations civilisationnelles qui permettent de sortir d'un monde anthropocentrique pour aller vers un monde biocentrique.»

MAËLLE MARIETTE.

(1) Notre enquête nous a conduite à effectuer trente-neuf heures d'entretiens auprès de soixante-quatorze personnes dans trente communautés, dont vingt et une indigènes, ainsi qu'à parcourir plus de quatre mille kilomètres à travers le pays.

(2) Roberto Ojeda, «Perú : Pachamama contra el capitalismo», *Erosión. Revista de pensamiento anarquista*, n° 2, Santiago (Chili), 2013.

(3) Lire Renaud Lambert, «Le spectre du pachamamisme», *Le Monde diplomatique*, février 2011.

(4) Lire Jean-Loup Amselle, «Tourisme chamanique en Amazonie péruvienne», *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(5) Groupe de militants opposés à la décision du gouvernement d'exploiter une partie du parc naturel Yasuni et constitué après l'échec de l'initiative Yasuni-ITT. Lire Aurélien Bernier, «En Équateur, la biodiversité à l'épreuve de la solidarité internationale», *Le Monde diplomatique*, juin 2012.

(6) Sarah Quilleré, «Écologisation et standardisation des mythes traditionnels, reconfiguration des connaissances locales et nouveaux concepts. Les Wayuu en lutte pour la sauvegarde du territoire», *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 10, n° 4, Paris, 2016.

(7) «Bases indígenas desde Santo Domingo exigen "diálogo directo con el gobierno" sin Conaie», *El Telegrafo*, Guayaquil, 23 février 2015.

Les laissés-pour-compte

L'Inde est sur le point de devenir la cinquième puissance du monde. Les inégalités y progressent, et aux divisions de classe vient s'ajouter la hiérarchie des castes. Si le système de quotas dans l'enseignement et la fonction publique a permis à un petit nombre de dalit (intouchables) d'intégrer la classe moyenne, la majorité vit dans la pauvreté. Tout comme les peuples autochtones (« adivasi »).

PAR DALEL BENBABAALI *

« **B**ROYÉS par la croissance (1) », adivasi et dalit contribuent pourtant au boom économique de l'Inde. Les premiers sont des peuples dits tribaux, qui préfèrent s'identifier comme « autochtones », adivasi signifiant « habitants originels » : ils représentent 8,6 % de la population du pays, soit plus de 100 millions de personnes sur un total de 1,2 milliard. Les seconds s'estiment « brisés » par l'oppression de caste, le terme « dalit », qui a remplacé celui d'« intouchables », voulant dire « opprimés » : ils sont 16,6 % de la population, soit 200 millions.

D'un point de vue administratif, ces groupes historiquement défavorisés sont des « tribus et castes répertoriées » (*scheduled tribes* et *scheduled castes*). Cette catégorisation leur permet de bénéficier de quotas proportionnels à leur poids démographique, leur garantissant des sièges réservés dans les institutions éducatives, les emplois publics et les assemblées élues (2). Cette politique de discrimination positive, inscrite dans la Constitution de 1950, a favorisé une certaine mobilité sociale, même si elle ne s'applique pas au secteur privé, où les postes à responsabilité demeurent majoritairement entre les mains des hautes castes (3).

Des usines aux plantations de thé

NÉANMOINS, adivasi et dalit demeurent surreprésentés au sein de la population indienne pauvre. La croissance économique record enregistrée depuis la libéralisation économique (6 % en moyenne pendant deux décennies à partir du milieu des années 1980, puis 8 % la décennie suivante) ne leur a pas permis d'échapper à leur condition : leur taux moyen de réduction de la pauvreté est inférieur à 1 % par an depuis 2000 ; 82 % d'entre eux vivent toujours sous le seuil international de pauvreté, fixé à 2 dollars par jour. Avec un indice fondé sur de multiples facteurs (revenu, accès à l'électricité et à l'eau potable, sanitaires, éducation, etc.), on retrouve la même hiérarchie : 81,4 % des

adivasi et 65,8 % des dalit sont considérés comme pauvres, contre 33,3 % des membres des hautes castes et, en moyenne, 55,4 % de la population (contre 12,6 % en Chine, par exemple) (4). Pour comprendre cette situation, il faut s'intéresser aux discriminations profondément ancrées dans la société indienne et aux formes d'oppression conjuguant caste, classe, genre, ethnicité et région.

Loin d'être atténuées par l'essor du capitalisme et par la modernisation qu'il a entraînée, ces identités héritées s'en trouvent paradoxalement renforcées. Les réformes néolibérales introduites par le gouvernement dès les années 1980, puis, de manière décisive, en 1991, à la suite d'une crise financière, avaient pour objectif d'encourager la croissance en ouvrant l'économie aux échanges et en attirant les capitaux étrangers. Les investisseurs

indiens et internationaux en tirent profit, utilisant une main-d'œuvre bon marché et socialement très divisée. Aujourd'hui, plus de 90 % des travailleurs indiens sont employés dans le secteur informel et ne bénéficient d'aucune protection sociale. Il est difficile pour eux de s'organiser pour obtenir des hausses de salaire ou de créer des solidarités avec les employés du secteur formel, relativement mieux lotis.

Au-delà de ces divisions de classe au sein même du monde ouvrier, les appartenances ethniques, de caste et de genre continuent de jouer un rôle déterminant dans la répartition des emplois. Les tâches les plus pénibles ou jugées dégradantes sont attribuées de préférence aux dalit, tandis que les emplois les plus précaires sont majoritairement occupés par des migrants saisonniers venus des territoires les plus pauvres, où les adivasi ont vu leurs terres confisquées par l'État. Les différenciations de classe internes aux dalit et aux adivasi

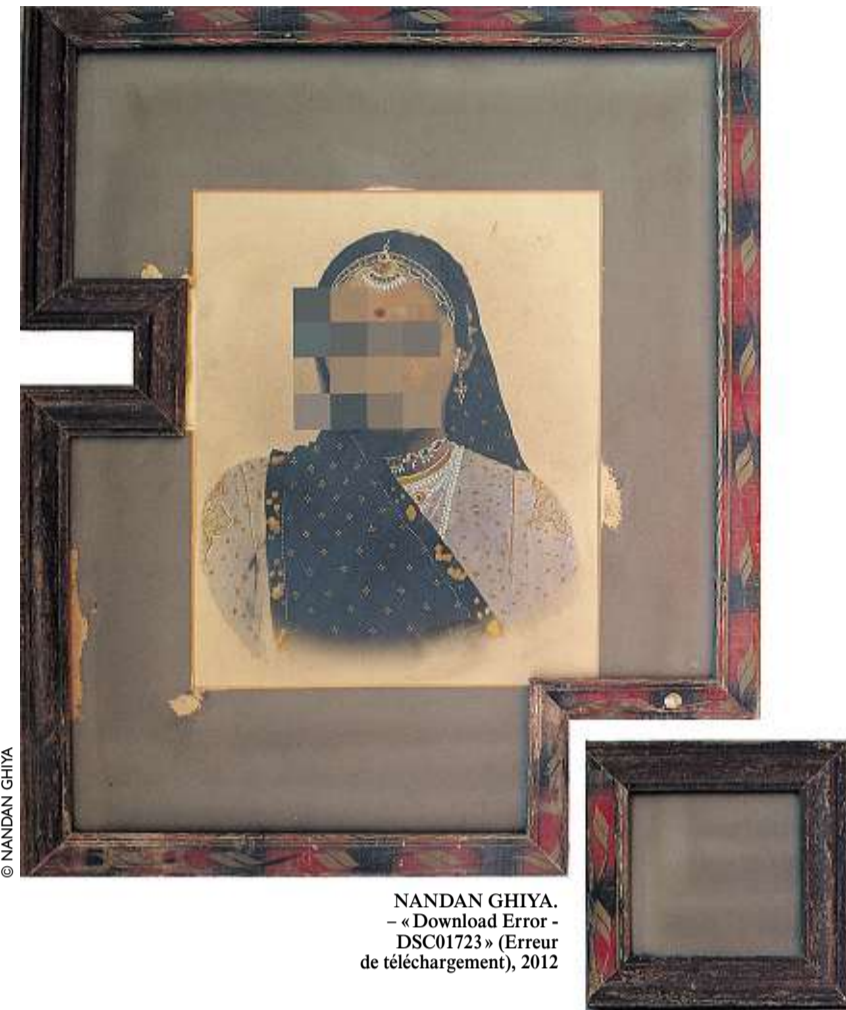
sont par ailleurs de plus en plus marquées à mesure qu'une élite, encore très minoritaire, parvient à se constituer au sein de ces groupes, notamment grâce à la politique des quotas : seules 18 % de ces populations disposent d'un revenu moyen ou élevé (5), contre 55 % dans les autres castes.

Comme l'a montré l'anthropologue britannique Brendan Donegan, dans le corridor industriel de Cuddalore, dans l'État du Tamil Nadu (sud du pays) (6), les ouvriers agricoles dalit des villages alentours se sont émancipés d'une certaine forme de servitude qui, en raison du surendettement, les attachait parfois à vie aux grands propriétaires fonciers issus des castes dominantes. Mais leurs épouses, elles, continuent de travailler sur leurs terres, payées à la journée. En outre, cette libération n'est pas vraiment une, car, n'ayant pas atteint le niveau d'instruction

nécessaire pour briguer des emplois dans la fonction publique, ils sont désormais recrutés aux plus bas échelons dans des usines extrêmement polluantes où ils sont amenés à manipuler des substances dangereuses. L'usine Pioneer Jellice de Cuddalore, par exemple (cinq cents salariés), ne leur fournit aucune protection quand ils utilisent les produits chimiques servant à nettoyer les os de bovins pour fabriquer de la gélatine. Lorsque, en 2008, ces ouvriers, dont 70 % de dalit, ont entamé une grève pour exiger une amélioration de leurs conditions de travail, la direction a choisi de casser le mouvement en employant à leur place des migrants saisonniers adivasi non syndiqués.

On retrouve ces stratégies patronales dans les plantations de thé du Kerala, où la main-d'œuvre adivasi issue des régions pauvres de l'est de l'Inde (Jharkhand), considérée comme plus docile et rémunérée à la pièce, a peu à peu remplacé les cueilleuses dalit, qui bénéficiaient d'emplois permanents et se montraient plus combatives, comme l'explique Jayaseelan Raj (7). Cette « superexploitation » révèle la manière dont le capitalisme indien se sert des clivages sociaux, ethniques et régionaux pour son profit.

En septembre 2016, une grève d'un mois a mobilisé huit mille dalit – essentiellement des femmes restées dans les plantations – contre la détérioration draconienne de leurs conditions de travail, dans ce secteur touché de plein fouet par la crise et responsable également du licenciement de leurs maris, qui travaillaient sur place dans les usines de thé. Contraints de migrer vers les



NANDAN GHIYA.
– « Download Error - DSC01723 » (Erreur de téléchargement), 2012

* Anthropologue, auteure (avec Alpa Shah, Jens Lerche, Richard Axelby, Brendan Donegan, Jayaseelan Raj et Vikramaditya Thakur) de *Ground Down by Growth : Tribe, Caste, Class and Inequality in 21st Century India*, Pluto Press, Londres, 2017.

(1) Selon le titre de l'ouvrage collectif *Ground Down by Growth*, op. cit.

(2) Lire Purushottam Agrawal, « En Inde, des quotas pour les basses castes », *Le Monde diplomatique*, mai 2007.

(3) En Inde, 80 % de la population est hindoue et appartient à un système de castes très complexe. On distingue les hautes castes, constituées de brahmanes (prêtres, lettrés), kshatriya (guerriers, militaires) ou vaishya (marchands). La caste la plus basse est formée des shudra (paysans, artisans). Les dalit sont hors caste.

(4) *Ground Down by Growth*, op. cit.

(5) *Ibid.*

(6) Brendan Donegan, « Cuddalore, chemical industrial estate, Tamil Nadu », dans *Ground Down by Growth*, op. cit.

(7) Jayaseelan Raj, « Tea Belts of the Western Ghats, Kerala », dans *Ground Down by Growth*, op. cit.

Ces femmes qui reprennent

Dans une Inde rurale qui ploie sous la sécheresse et les dettes, où les paysans se suicident par milliers, les femmes prennent désormais la relève et réhabilitent une agriculture solidaire et durable.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JACK FEREDAY *

PENDANT que ses voisines s'installent autour d'elle, à l'ombre d'une petite maison en terre cuite, M^{me} Shaila Shikrant, drapée d'un sari orange, remplit des bols de céréales et de légumes secs : riz, blé, maïs, petits pois, cacahuètes, graines de sésame, pois chiches, lentilles, fenugrec... À son sourire, on devine qu'il s'agit du fruit de son travail. Mais c'est aussi celui d'une petite révolution.

Nous sommes à Masla, un village de huit cents familles au cœur du Marathwada, dans l'État du Maharashtra, à cinq cents kilomètres à l'est de sa capitale, Bombay. La région, en proie à des vagues de chaleur extrême, est devenue l'épicentre d'une grave crise agricole : plus de six mille paysans s'y sont suicidés au cours des deux dernières années, poussés à bout par des sécheresses successives et par un endettement chronique. Le phénomène est d'ampleur nationale : chaque année depuis 2013,

douze mille paysans mettent fin à leurs jours en Inde, selon des chiffres transmis par le gouvernement à la Cour suprême en mai 2017.

Les experts montrent aussi du doigt une stratégie agricole défaillante : depuis dix ans, les cultures alimentaires ont progressivement été abandonnées au profit des cultures commerciales, dont la canne à sucre – une plante certes plus rentable, mais qui requiert énormément d'eau. Selon le gouvernement, la surface de terre utilisée pour celle-ci est passée de 300 000 à 1 million d'hectares entre 2004 et 2014, et absorbe 70 % de l'irrigation dans la région.

« Avec cinq hectares de terrain, on ne produisait que ça, raconte M^{me} Shikrant. Alors, quand on a manqué d'eau, on a tout perdu – on n'avait plus d'argent pour se nourrir. » L'agricultrice plonge ses doigts dans les bols de légumineuses, qu'elle malaxe, puis égrène, d'un geste plein de tendresse. Les femmes assises autour d'elle l'écoutent attentivement. Depuis la vague de suicides qui a secoué la région en 2014, toutes ont suivi l'exemple de cette pionnière de l'agriculture durable. « J'ai demandé à mon mari de me laisser un hectare pour y cultiver une vingtaine de plantes plus économiques en eau. Je voulais avoir de quoi nourrir ma famille si la canne à sucre échouait, et revenir aux pratiques traditionnelles, en utilisant des engrais naturels. Au début, il était sceptique, mais il a fini par donner son accord. Un an plus tard, quand il a vu les résultats, il m'a laissée gérer la moitié du terrain. »

Les récoltes ont vite dépassé ses espérances. Non seulement elles ont permis de nourrir sa famille, mais la vente du surplus a doublé le revenu

annuel du foyer, qui s'élève aujourd'hui à 6 000 euros, soit presque quatre fois le revenu moyen des paysans dans cet État (1 600 euros par an). Depuis, cette femme de 38 ans n'a cessé de diversifier son activité : en acquérant du bétail, qui la fournit en engrais, et en vendant ses semences biologiques à Bombay. Dernière étape franchie : l'enregistrement de sa propre entreprise agricole – « le tout en mon nom ! », précise-t-elle sous le regard admiratif de ses voisines. Grâce à ses conseils, elles aussi ont acquis un nouveau statut au sein de leurs familles. L'une d'elles n'en revient toujours pas : « Quand on a dit à nos maris et à nos belles-familles qu'on voulait s'occuper d'une partie du terrain, ils se sont moqués de nous ; maintenant qu'on gagne plus qu'eux, ils nous regardent d'un autre œil ! »

DANS LE MAHARASHTRA, comme dans le reste de l'Inde, les femmes fournissent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole ; mais la gestion revient majoritairement aux hommes, qui possèdent près de 80 % de la terre cultivée. Une tradition patriarcale que M^{me} Shikrant et ses amies ont décidé de bousculer – et elles sont loin d'être les seules. Selon l'organisation non gouvernementale (ONG) Swayam Shikshan Prayog (Expérience d'autoapprentissage, SSP), au sein des 2,3 millions de familles rurales vivant dans le Marathwada, quarante mille femmes ont ainsi pris le contrôle d'au moins un hectare de terrain pour y développer une agriculture vivrière souvent délaissée par les hommes. Certaines ont d'abord été formées par l'Agricultural Technology Management Agency (Agence de gestion agricole et technologique,

ATMA) du gouvernement indien, en collaboration avec des ONG, dont SSP. Mais le mouvement se propage de lui-même, par la création de milliers de *women farmers groups* – des groupes d'entraide dont les membres mettent en commun leurs connaissances, ainsi qu'une part de leurs économies. Des maraîchères de l'Uttar Pradesh aux rizicultrices du Tamil Nadu, ils sont devenus l'un des piliers du développement local dans toute l'Inde et reçoivent un soutien croissant des universités, ONG et gouvernements locaux.

En moins de deux ans, dans le village de Chivuri, à quarante kilomètres de Masla, le Delta Sakhi Farmer's Group a ainsi mutualisé plus de 1 300 euros sur un compte commun. Une aubaine pour ses vingt-cinq membres, dont les maris s'endettaient autrefois auprès de redoutables prêteurs sur gages, à des taux d'intérêt allant jusqu'à 12 %. Lorsqu'elles ont besoin de financer un projet, les femmes se tournent désormais vers ce groupe, qui peut ensuite obtenir un emprunt auprès d'une banque locale. Quant aux prêteurs d'argent, ils ont mis la clé sous la porte.

« Les hommes sont plus individualistes : ils travaillent leurs propres champs, chacun dans son coin, alors que nous, nous travaillons en équipe », explique M^{me} Vanita Balbhim, présidente du groupe, qu'elle accueille chez elle lors d'une réunion hebdomadaire. « Et, surtout, on gère mieux l'argent ! », lâche son amie Lakshmi Brirajdar, provoquant les rires de ses camarades. « Nous, on marche pour 10 roupies [12 centimes d'euro] quand il le faut ! Et, quand on a soif, on prend un thé à la maison, au lieu de gaspiller de l'argent en alcool ! »

AUTOCHTONES ET LES BASSES CASTES

du miracle indien

grandes villes du Tamil Nadu voisin, ces derniers ont trouvé à s'employer dans l'industrie du textile, où ils continuent d'être confrontés aux discriminations. Certains décident même de dissimuler leur identité en modifiant leur nom de famille, souvent marqueur de la caste.

Dans les régions où les *adivasi* sont majoritaires, leur appauvrissement tient principalement à un processus d'« accumulation par dépossession ». Il résulte de la pénétration croissante d'entrepreneurs et d'agriculteurs issus des castes dominantes, qui détournent à leur profit les ressources naturelles dont dépendent les populations autochtones. C'est le cas notamment dans le territoire tribal de Bhadrachalam, dans l'est de l'État du

Telangana, où ont été menées nos enquêtes de terrain (8). Théoriquement protégés par la Constitution, les territoires peuplés majoritairement d'*adivasi* et classés comme zones réservées (*scheduled areas*) sont soumis à des lois spécifiques interdisant aux autres populations d'acheter des terres. En réalité, ces droits fonciers sont constamment remis en cause : d'une part, par l'arrivée d'agriculteurs capitalistes qui parviennent à occuper illégalement ces propriétés pour y introduire des cultures commerciales telles que le tabac ou le coton ; de l'autre, par l'État lui-même, qui, au nom du développement, acquiert des terrains pour les céder à des investisseurs ou pour exécuter des projets d'infrastructures, comme des grands barrages.

enquêtes menées dans divers États de l'Inde. Avec le déclin de la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (de 29 % en 1990 à 17 % en 2016), les campagnes ne constituent plus le principal site d'accumulation du capital pour les castes agraires dominantes, qui diversifient leurs activités en investissant dans le commerce et l'industrie. Cette mutation économique s'est accompagnée d'une transformation des modes de subordination et des stratégies de contrôle, sans que les rapports de pouvoir eux-mêmes en soient fondamentalement affectés. Et, quand ils le sont, c'est grâce à des luttes.

Le combat des *adivasi* contre l'accaparement de leurs terres bénéficie du soutien de la guérilla maoïste (9). Il est déjà parvenu à faire reculer certaines multinationales : Pohang Iron and Steel Company (Posco), le producteur d'acier sud-coréen, qui avait reçu l'aval du gouvernement indien pour s'installer sur 800 hectares de terrain (10) ; Vedanta, compagnie minière sise à Londres, qui exploitait les mines de bauxite en polluant massivement ; ou encore Tata, le géant indien de l'acier (11). Pourtant, le gouvernement a mené une répression féroce, comme en 2006, lors du massacre de Kalinganagar, dans l'État de

l'Orissa (aujourd'hui Odisha), quand la police a tué au moins douze personnes et fait des dizaines de blessés en tirant sur la foule qui manifestait contre l'installation d'une aciérie Tata.

Le mouvement dalit a, quant à lui, permis à ses membres de s'émanciper politiquement de l'hégémonie des hautes castes grâce à la formation de leurs propres partis et organisations, même si les brahmanes et autres castes dominantes continuent de contrôler le système de production et l'appareil d'État. Les partis communistes indiens, eux-mêmes dirigés par les hautes castes, rechignent à prendre véritablement en compte cette question, privilégiant l'analyse de classe au nom de l'orthodoxie marxiste.

Or, les études le montrent, l'exploitation de classe en Inde est inextricablement liée à l'oppression de caste, les nouveaux mécanismes de subjugation venant se greffer aux anciens tout en les modifiant. Ces formes d'oppression convergent pour maintenir *adivasi* et dalit en position de dominés, même quand ils sont diplômés : 47,8 % de ceux qui ont au moins l'équivalent du baccalauréat sont pauvres, et les discriminations de caste perdurent au sein

des universités, comme l'a tragiquement rappelé le suicide en 2016 de Rohith Vemula, doctorant dalit à l'université de Hyderabad (12). Les rapports de pouvoir opposant historiquement les castes dominantes à ces groupes marginalisés et stigmatisés se sont renforcés avec l'intégration de ces derniers à l'économie de marché selon des conditions défavorables. Les divisions internes des groupes opprimés, fondées sur les identités ethniques, régionales et de caste, sont intensifiées par la pénétration du capitalisme, ce qui mine l'unité des luttes pour la justice sociale. L'une des priorités est aujourd'hui précisément de dépasser ces clivages.

DALEL BENBABAALI.

Bataille contre l'accaparement des terres

ON TROUVE ainsi à Bhadrachalam, installée au cœur d'une zone réservée dans la vallée fertile du fleuve Godavari, une gigantesque papeterie appartenant à l'Indian Tobacco Company (ITC), un conglomérat indien figurant parmi les plus gros fabricants de papier et d'emballages d'Asie du Sud. Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement indien pour justifier l'industrialisation des territoires tribaux, très peu d'*adivasi* y sont recrutés : ils représentent moins de 5 % des 1 575 salariés permanents de cette usine, et seulement 8 % de ses 4 000 travailleurs occasionnels payés à la journée, selon notre enquête. Si de nombreux dalit y travaillent comme ouvriers, car ils ne bénéficient pas de droits fonciers dans les territoires tribaux, beaucoup d'*adivasi* préfèrent poursuivre leur pratique de l'agriculture vivrière sur leurs terres, afin de préserver leur autonomie culturelle et leur indépendance économique – du moins sur les parcelles qu'ils contrôlent encore.

Mais, à mesure qu'ils sont déposés de leurs terres et de leurs ressources en eau, notamment avec la pollution de la Godavari par les effluents de l'usine, ils se prolétarisent. L'ITC, après avoir épuisé le bambou poussant naturellement dans les forêts, investit désormais dans des plantations d'eucalyptus. Non seulement celles-ci sont désastreuses pour l'environnement, car elles appauvrissent les sols et vidant les nappes phréatiques, mais elles

se développent sur les terres appartenant aux *adivasi*, qui s'en voient ainsi expulser et sont dès lors réduits à vendre leur force de travail ou à migrer vers les villes.

Par-delà les spécificités régionales, des processus similaires se dégagent de nos



NANDAN GHIYA. – «Female Indroid Album» (Album de gynoïdes), 2012

en main l'agriculture

Chivuri est relié au reste du monde par un simple chemin de boue cahoteux, piétiné par des troupeaux de zébus décharnés, entre des champs dégarnis à perte de vue. Au milieu des maisons aux toits de tôle se dresse un temple hindou en cône, un acacia à cachou dont l'ombre sert d'agora aux anciens, et un petit bâtiment sans porte où des voix d'enfants récitent l'alphabet. Dans ces villages reculés, où 30 % des familles vivent sous le seuil de pauvreté, les groupes d'agricultrices sont en train de refaçonnent l'économie locale, en leur assurant une autonomie alimentaire et un accès au microcrédit – deux leviers vitaux en temps de crise.

AINSI, depuis qu'elle a lancé sa production de fruits et légumes bio il y a deux ans, M^{me} Balbhim a pu nourrir sa famille, tout en ajoutant plus de 1 000 euros aux 780 euros annuels du foyer. Ces économies lui ont permis d'installer un nouveau toit et un réfrigérateur, et, surtout, de financer l'éducation de ses quatre filles. « Je suis tellement fière d'elle, étudiante en informatique. Elle a décidé de sortir de la maison pour aller cultiver son champ, et maintenant elle préside un groupe d'agricultrices... Ici, aucune femme n'avait jamais fait ça ! »

Conséquence d'une migration massive des hommes vers les grandes villes, les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans les exploitations agricoles en Inde – sans pour autant être reconnues comme agricultrices à part entière. « Que leur mari parte chercher du travail en ville ou qu'il meure avant elles, de fait, elles sont déjà aux commandes ! Mais, sans reconnaissance légale,

elles n'ont pas accès aux ressources nécessaires, c'est-à-dire les emprunts bancaires, les assurances ou les subventions du gouvernement », s'exaspère M^{me} Soma Parthasarathy, l'une des fondatrices de Mahila Kisan Adhikaar Manch (Makaam), un réseau d'associations pour les droits des agricultrices. L'amendement de 2005 de la loi hindoue sur les successions assure déjà aux Indiennes un droit égal à celui de leurs frères, mais elle reste peu appliquée. « Les conditions sociales n'ont pas beaucoup changé : les filles revendiquent rarement leur part d'héritage, car on les encourage à la céder aux hommes de la famille, explique cette féministe sexagénaire dans un café bruyant de New Delhi. On reste dans un monde patriarcal, où les hommes continuent de contrôler les ressources afin de contrôler les femmes. On doit faire beaucoup plus pour les en empêcher... »

Aux côtés de l'ONG Oxfam, Makaam milite pour l'adoption d'un texte de loi déposé en mai 2012 à la Chambre haute du Parlement par M. Monkombu Sambasivan Swaminathan, le père de la « révolution verte » en Inde. Cette loi permettrait aux autorités municipales d'accorder plus facilement le statut d'agricultrice aux femmes qui louent et travaillent la terre, et invaliderait les titres de propriété ne mentionnant pas le nom de l'épouse. Des agricultrices venues de toute l'Inde – dont de nombreuses veuves de fermiers suicidés – ont réitéré cette revendication à l'occasion d'une grande manifestation paysanne devant le Parlement, les 20 et 21 novembre 2017.

En attendant, l'émancipation des femmes rurales avance à plusieurs vitesses, en fonction des particularités de chaque État. Dans les régions

où la crise agricole pousse les hommes à migrer vers les villes ou à mettre fin à leurs jours, elle apparaît surtout comme une nécessité. « Chaque catastrophe est une chance d'avancer : les femmes ont saisi l'occasion des longues périodes de sécheresse pour persuader leurs familles qu'elles pouvaient jouer un rôle de leader », observe M^{me} Naseem Shaikh, cheffe de projet à SSP, dans son bureau d'Osmanabad (Maharashtra). Depuis trois ans, l'ONG sert d'intermédiaire entre le gouvernement local et les groupes d'agricultrices, à qui elle facilite l'accès aux formations et aux subventions. « Le travail des femmes parle de lui-même : quand l'argent commence à rentrer, ça leur donne un pouvoir de négociation. L'acquisition d'un compte bancaire et d'un bout de terre suivra naturellement, sans qu'on ait besoin de forcer les choses. » M. Anup Shengulwar, l'un des chefs administratifs du district, partage son enthousiasme : « Pour le nombre de femmes propriétaires, on est encore en retard sur les États du Sud, comme le Telangana ou l'Andhra Pradesh, mais la situation est en train de changer. Ici, nous avons beaucoup souffert de la sécheresse. Les hommes se désintéressent du travail agricole, tandis que les femmes veulent encore cultiver la terre. Alors, nous essayons de les former autant que possible. Et on observe déjà une augmentation du niveau économique dans les villages. »

UN TIERS des agricultrices recensées par SSP possèdent désormais une part du terrain familial ; mais elles ont surtout acquis une existence sociale. « Avant, personne ne me respectait, témoigne M^{me} Rekha Shinde, dans le village de Hinglajwadi.

Si je voulais 10 roupies, je devais quémander pendant cinq jours, et je n'avais pas le droit de sortir de chez moi. Maintenant, j'en rapporte 10 000 [126 euros] par mois à ma famille, et j'ai aidé quarante femmes à créer leur propre entreprise. » Signe de leur nouvelle importance au sein de la communauté, le groupe d'entraide qu'elle préside dispose désormais de sa salle de réunion, érigée par la mairie au centre du village.

Les hommes sont peut-être les premiers bénéficiaires de ce nouvel équilibre : dans les foyers où les femmes ont pris les rênes, aucun suicide, pour l'heure, n'a été rapporté. « Avant, durant la sécheresse, je me sentais vraiment isolé », confie M. Vishnu Kumbhar, un quinquagénaire au visage flétri par le soleil. Avec ses 700 euros par mois et un prix national de microentrepreneuriat, son épouse Kamal est devenue une célébrité dans le district d'Osmanabad. Fille d'un travailleur journalier, élevée dans la pauvreté, elle a transformé six hectares de terrain à la sortie de Hinglajwadi en ferme expérimentale et se rend aujourd'hui au travail à scooter. Réservoir d'eau, couveuse électrique, bassin d'algues pour nourrir ses animaux : cette mère de deux enfants n'est jamais à court d'idées. Son dernier coup de poker : l'importation de l'État voisin du Madhya Pradesh de cinq cents poulets *kadakhath* – une espèce convoitée pour sa valeur nutritive –, qu'elle nourrit sous le regard curieux des enfants du village. « Maintenant, je suis ses conseils, dit en souriant M. Kumbhar, le regard tourné vers son épouse. J'ai l'impression que, avec mon soutien, il n'y a pas de limite à ce qu'elle peut faire. »

JACK FEREDAY.

Quand Arte veut faire saigner la Russie

L'annexion de la Crimée, la guerre en Ukraine, la diffusion de fausses informations par des sites liés à la Russie ont transformé Moscou en cible régulière, voire obsessionnelle, des médias occidentaux. Une chaîne publique vouée à la connaissance et à la culture aurait pu résister à ce travers. Mais, sous la forme de séries ou de documentaires, Arte semble s'obstiner à faire le choix inverse.

PAR SERGE HALIMI

DIX-HUIT ÉPISODES de la série norvégienne *Occupied* ont déjà été diffusés par la chaîne publique franco-allemande Arte. Fiction ou avertissement ? Moscou occupe la Norvège (avec l'accord de l'Union européenne) pour garantir les livraisons de gaz et de pétrole de ce pays. Dans la série, l'Union européenne ne tient pas le beau rôle, mais c'est la Russie qui envahit, qui manipule, qui menace, qui tue. Il ne s'agit pas pourtant, nous dit-on, de « désigner un méchant ». L'ambassade de Russie à Oslo aurait même été informée du projet.

Il est douteux que le résultat l'enchanté. Les épisodes sont angoissants, le parallèle entre Russes et nazis (qui, eux, ont occupé la Norvège) fortement suggéré puisque le premier ministre norvégien qui collabore avec Moscou est comparé à Vidkun Quisling et à Philippe Pétain. Quand la deuxième saison, tout juste diffusée, fut conçue, l'annexion de la Crimée venait d'intervenir. « On était en parallèle avec la réalité », se réjouissent les productrices.

Arte aurait pu, bien sûr, développer un « parallèle avec la réalité » mettant en

scène la Chine et une île du Pacifique, les États-Unis et Cuba, la France et la République centrafricaine, Israël et la Palestine. Mais l'air du temps, celui d'une nouvelle guerre froide entre Washington et Moscou, suggère que c'eût été moins commode, que la Russie constituait le coupable idéal pour ce genre de divertissement.

Un soupçon qu'a confirmé la soirée Thema du 16 janvier dernier. Et pas sur le mode de la fiction, mais de l'histoire récente et brûlante. Un an après l'investiture de M. Donald Trump, Arte diffusa en effet un documentaire américain intitulé, en français, *Poutine contre les USA* (aux États-Unis, *La Revanche de*

Poutine). Il donnait « pour la première fois la parole à d'anciens membres de l'équipe de Barack Obama, à des membres de la CIA », ainsi que l'annonça triomphalement la présentatrice d'Arte, épatée par un tel effort d'équilibre et par tant d'exhaustivité.

La trame de la soirée se résumait à une idée. En 2016, au moment de l'élection américaine, « Poutine tient enfin sa revanche, qui doit effacer les affronts de toute une vie ». Une « lutte épique » s'engage alors « entre le dirigeant russe et la démocratie américaine ». On reproche à la chaîne publique russe RT son manichéisme et son penchant pour la manipulation. Mais ce soir-là Arte a surclassé RT...

« Notre histoire commence le 31 décembre 1999 », jour où Boris Eltsine transmet ses pouvoirs à M. Poutine, « son obscur premier ministre, un ancien officier du KGB ». Les choses se gâtent assez vite entre l'« ancien espion » et l'« homme politique progressiste qui tente d'instaurer la démocratie en Russie » : la presse est mise au pas, les opposants en prison, l'Occident redevient l'ennemi. « Peu avant sa mort, Eltsine dit à ses proches qu'il a commis une grave erreur en choisissant Poutine comme successeur. »

Des omissions stupéfiantes

OSONS ici quelques petites retouches. L'essentiel du démantèlement de l'économie soviétique fut imposé par décret présidentiel, pas par les députés élus du peuple russe. Lorsqu'ils s'opposèrent à la « thérapie de choc » d'Eltsine, celui-ci fit tirer au canon sur le Parlement. Il modifia ensuite

la Constitution par voie de référendum (truqué) et se fit réélire après avoir monopolisé les médias, bourré les urnes et fait appel à des conseillers américains. Tous ces exploits démocratiques le rendirent très populaire à Washington, Berlin et Paris, mais un peu moins dans son propre pays.

C'est alors que s'impose M. Poutine, dont le documentaire brosse un portrait tout en nuances : « Un officier du contre-espionnage [du KGB] est quelqu'un qui baigne dans les théories du complot, pour qui l'ennemi est partout et doit être éliminé. » Dès juin 2000, quand il reçoit le président William Clinton à Moscou,

« Poutine veut montrer qu'il est le mâle dominant dans la pièce en étant assis les jambes écartées, bien enfoncé dans son fauteuil ». L'image d'archives confirme que M. Poutine a bien les jambes écartées, mais à peine plus que M. Clinton, pourtant réputé pour la maîtrise sans accroc de sa libido.

Poutine, une « petite brute »

« RÉVOLUTIONS de couleur » en Géorgie et en Ukraine, révoltes arabes : « Poutine comprend que, à un moment ou à un autre, ça va être son tour. On va venir le renverser lui aussi. Cette angoisse devient la force motrice de son régime. » Le président russe ne cesserait d'ailleurs de revoir les images du lynchage de son « allié » Mouammar Kadhafi. Celles-là même qui provoquent l'éclat de rire de M^{me} Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, ponctué d'un désormais fameux « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort ». M. Poutine, dont les méditations ne comportent aucun mystère pour Arte, se demanderait sans cesse depuis : « Est-ce que cela pourrait m'arriver ? Que je perde non seulement un poste que j'apprécie, mais aussi ma liberté, mais aussi la vie ? »

D'où son désir de revanche... L'occasion survient lors de l'élection de 2016 aux États-Unis, quand « la Russie de Poutine va frapper la démocratie américaine en plein cœur ». Hélas, Moscou n'affronte alors que des mâles dominés qui, tel M. Obama, redoutent la Russie au point de refuser de livrer des armes à l'Ukraine. Il revient donc à M. John Brennan, ancien directeur de la CIA, de tirer pour nous

les leçons de toute cette histoire : « J'ai repensé à mes jeunes années dans les cours d'école du New Jersey. Il y avait toujours des petites brutes qui voulaient nous intimider, et elles ne s'arrêtaient pas tant qu'on ne les avait pas fait saigner du nez. Je me suis dit qu'une petite hémorragie des fosses nasales aurait fait du bien à M. Poutine. Il aurait reculé, car, comme la plupart des brutes, il aurait compris qu'il ne pouvait plus faire la forte tête. »

Le 18 avril 1985, cinq semaines après l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev, la chaîne publique française FR3 avait diffusé un document de politique-fiction, *La Guerre en face*, qui annonçait l'invasion de l'Europe occidentale par l'Armée rouge (1). À l'époque, la Norvège n'aurait pas suffi. Trente-trois ans ont passé ; la plupart des anciens États du pacte de Varsovie ont basculé dans le camp américain, l'Union soviétique s'est disloquée, le budget militaire russe représente un dixième de celui des États-Unis. Mais, comme Arte nous le rappelle, quand on tient à son ennemi, c'est pour la vie.

(1) Lire Paul-Marie de La Gorce, « La guerre en face » : fantasmes et manipulations », *Le Monde diplomatique*, mai 1985.

DANS LES MÉDIAS, TOUTES LES VICTIMES D'ATTENTAT NE SE VALENT PAS

Loin du cœur, loin des yeux

Parce qu'elle coûte cher et génère moins d'audience que les commérages sur la vie privée des vedettes, l'information internationale ne constitue pas une priorité pour les dirigeants éditoriaux. Certains pays géographiquement et culturellement proches bénéficient cependant d'une meilleure couverture que d'autres. Le traitement médiatique des attentats illustre cette dynamique d'une manière éclairante.

PAR TÉO CAZENAVES *

SUR FRANCE INTER, le 2 novembre dernier, les auditeurs de la matinale ont pu vivre un moment radiophonique singulier. Dans sa chronique hebdomadaire, Nicole Ferroni a expliqué qu'on l'avait invitée à modifier son intervention – consacrée à l'origine au harcèlement sexuel – en raison des événements survenus le 31 octobre à New York : le conducteur d'un véhicule avait intentionnellement renversé plusieurs passants, faisant huit morts et douze blessés. Visiblement décontenancé, Nicolas Demo-

rand réagit : « Vous découvrez, ma chère Nicole, que le réel nous rattrape parfois. » S'ensuit un silence gêné. « Il vaut mieux ne pas en parler, c'est ça, si je comprends bien la morale de la chronique ? », poursuit-il. L'humoriste explique qu'elle questionnait « la portée du fait d'en parler aussi souvent ». L'animateur de la deuxième matinale la plus écoutée de France conclut par ces mots : « Merci. Aussi souvent malheureusement qu'il y a des attentats, mais on le fait en essayant de réfléchir, aussi. »

La fin des correspondants permanents

CETTE MÊME SEMAINE, les journaux de 8 heures de France Inter ont consacré six minutes et vingt-cinq secondes à l'attentat de Manhattan. Deux semaines plus tôt, celui de Mogadiscio, attaque terroriste la plus meurtrière de l'histoire africaine avec 512 morts (1), n'avait eu droit qu'à une brève de vingt et une secondes dans les journaux de 8 heures de la première radio du service public, soit dix-huit fois moins. Entre le 18 et le 24 août 2017, enfin, les attaques de Barcelone et de Cambrils – seize morts –, revendiquées par l'Organisation de l'État islamique, avaient été évoquées dans les mêmes journaux durant vingt-quatre minutes et

cinquante-trois secondes, soit soixante et onze fois plus que pour Mogadiscio. Ces trois attentats survenus dans un court laps de temps en des points divers du globe offrent un bon exemple de l'importance très variable accordée par les journalistes à ce type d'événement.

À l'exception notable de Radio France Internationale (RFI), l'ensemble des médias étudiés pour produire l'infographie ci-contre ont réservé aux attentats catalans un traitement quantitatif très nettement supérieur à celui accordé au massacre de Mogadiscio. Ainsi, TF1 a ouvert six fois les titres de son journal de 20 heures avec ces événements, auxquels la chaîne a consacré une heure, une minute et dix-

sept secondes entre le 17 et le 23 août. Mais, entre le 14 et le 20 octobre, elle n'a consacré qu'une minute et quarante-huit secondes à l'attaque de Mogadiscio, soit trente-quatre fois moins.

Faut-il accepter en guise d'explication la faible distance qui sépare Barcelone du siège des rédactions parisiennes, ce que l'on appelle dans certaines écoles de journalisme la loi du « mort kilométrique » ou du « mort-kilomètre » ? Le simple critère de la proximité géographique tombe lorsqu'on compare le traitement par TF1 des attentats de New York et de Mogadiscio, villes situées respectivement à 5 845 kilomètres et à 6 625 kilomètres de Paris. Entre le 1^{er} et le 7 novembre, les événements de New York ont été évoqués trois fois, pour une durée totale de vingt et une minutes et quinze secondes, soit douze fois plus que le temps d'antenne dévolu aux morts de Somalie.

Au nombre des facteurs qui déterminent l'intensité de la couverture accordée à l'Afrique pourraient figurer l'implication de l'armée française ou la présence de Français parmi les victimes. La présence de journalistes sur le terrain apparaît elle aussi cruciale : aucune des trois radios – France Inter, RTL, Europe 1 – qui obtiennent les plus grosses audiences matinales ne dispose de correspondants permanents en Afrique. France 2 en conserve un à Dakar, malgré la fermeture de son agence spécialisée en 2014 (2), tandis que TF1 ne travaille désormais plus qu'avec des journalistes pigistes sur le continent. Dans la presse quotidienne, *Le Monde* s'appuie sur deux correspondants permanents, officiant l'un à Johannesburg et l'autre à Tunis ; *Le Figaro* ne dispose plus d'aucun journaliste mensualisé en Afrique. Seule RFI se démarque, puisque la station publique – qui a pour slogan « Les voix du monde » – dispose de quatre correspondants en poste à Dakar, Abidjan,

Kinshasa et Nairobi. Son traitement des trois attentats est moins déséquilibré que ceux de tous les autres médias.

« Évitez la surdose médiatique après les attentats », titrait une tribune publiée par *Le Monde* le 25 août 2017. S'agissant des morts de Mogadiscio, auxquels le quotidien vespéral aura consacré huit

fois moins de signes qu'à ceux de Barcelone et de Cambrils, la surdose aura été évitée.

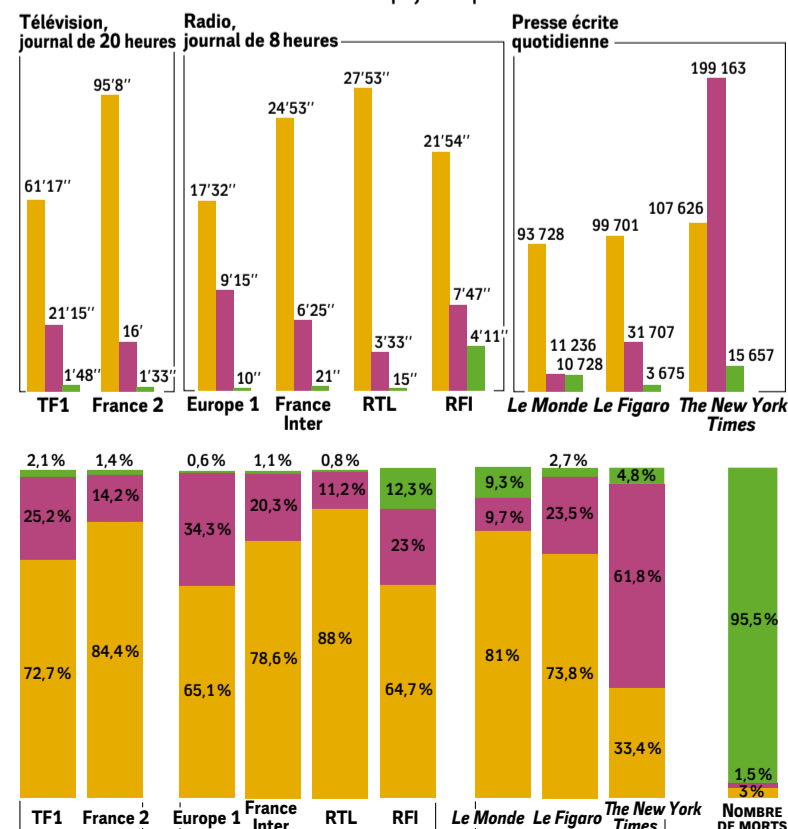
(1) « Le bilan de l'attentat en Somalie en octobre bondit à 512 morts », 2 décembre 2017, www.lemonde.fr

(2) Léa Ticlette, « AITV victime de l'évolution des objectifs de France TV », 9 décembre 2014, www.rfi.fr

Émotion sélective dans les médias

Attentats de...
 ● Barcelone et Cambrils 17 et 18 août 2017 16 morts
 ● New York 31 octobre 2017 8 morts
 ● Mogadiscio 14 octobre 2017 512 morts

Temps (radio et télévision) et nombre de signes (presse écrite) consacrés aux trois attentats dans les sept jours qui les ont suivis



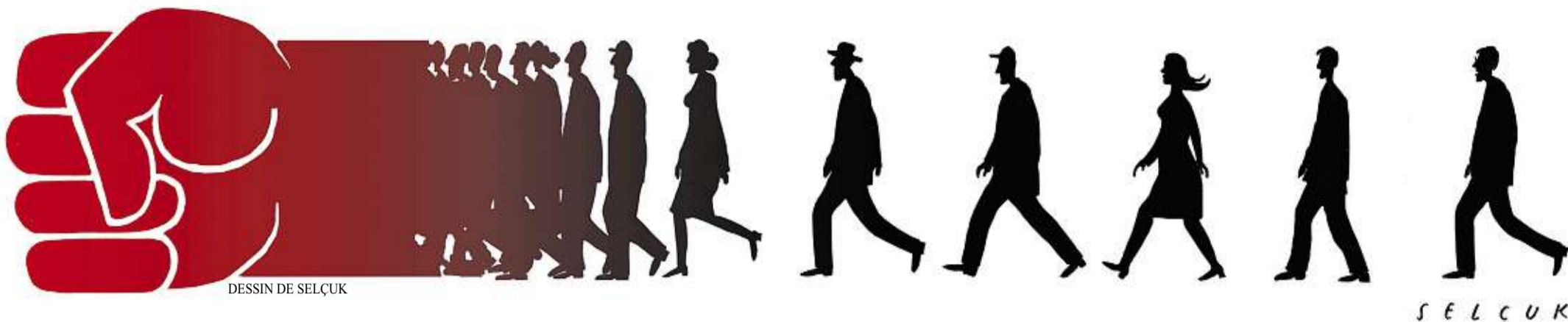
Données recensées par Téo Cazenaves, décembre 2017.

CÉCILE MARIN

* Journaliste.

ENGOUEMENT POUR LES LUTTES LOCALES

Politiser les colères du quotidien



DESSIN DE SELÇUK

SELÇUK

(Suite de la première page.)

Mais La France insoumise a été le premier mouvement politique à revendiquer explicitement l'héritage d'Alinsky. En août 2017, plusieurs ateliers de ses « amphes d'été » ont exploré cette technique supposée permettre « la reconquête des quartiers populaires (3) ». Le pôle « auto-organisation » – terme choisi par La France insoumise pour traduire *community organizing* – a alors été créé. En plus de mettre sur pied des ateliers publics, il a récemment édité une note présentant les « principes pour développer l'auto-organisation populaire » : « frapper aux portes », « tisser les colères », « cibler les puissants » et « agir nous-mêmes ».

Théorisée et mise en pratique par Alinsky, l'organisation communautaire se présente comme une méthode très codifiée pour mobiliser les classes populaires. Un petit groupe de permanents salariés – les *community organizers* (« organisateurs communautaires ») – doit d'abord s'immerger dans un territoire. Puis, grâce au porte-à-porte ou à des entretiens individuels, ces professionnels recueillent les

doléances des habitants afin de faire jaillir leurs revendications concrètes. Une fois ce travail accompli, ils élaborent une stratégie d'intervention, planifient des réunions préparatoires, imaginent des actions collectives et inventives, des techniques originales de lobbying, tout en relançant les membres bénévoles pour s'assurer de leur participation. Les campagnes doivent être gagnables – inutile de vouloir mettre à bas le racisme ou le capitalisme – et découler des préoccupations immédiates des habitants : les expulsions locatives, la fermeture d'un lycée, l'accès à la santé...

Cette méthode permettrait, selon Alinsky, de faire émerger des « organisations d'organisations » qui se rassemblent autour d'un programme élaboré en commun. Cet « ensemble de principes, de buts et de pratiques sur lesquels le peuple s'est mis d'accord (4) » ne doit pas être trop détaillé : « Après tout, le véritable programme démocratique, c'est un peuple qui s'intéresse à la démocratie », écrit Alinsky. Dans cette perspective, la participation citoyenne n'apparaît pas comme un moyen pour la mise en œuvre de mesures politiques (de redistribution, par exemple), mais comme sa propre fin.

Autonomie et indépendance

LA MÉTHODE Alinsky naît formellement en juillet 1939 à Chicago, avec la création du conseil de quartier de Back of the Yards (Back of the Yards Neighborhood Council, BYNC), un territoire ouvrier du sud de la ville où vivent une majorité d'immigrés. Ancien travailleur social, Saul Alinsky s'associe à un dirigeant communiste du syndicat des travailleurs des abattoirs et à un évêque catholique progressiste pour le mettre en place. Il regroupe les représentants de diverses organisations du quartier (Églises, associations d'entraide, groupes de riverains, syndicats...) autour d'un double objectif : lutter contre les problèmes sociaux des habitants, divisés en fonction de leurs origines nationales, en les fédérant autour d'intérêts communs, et faire ainsi émerger un contre-pouvoir populaire et des porte-parole légitimes, capables de faire pression sur les élus pour défendre ces intérêts. La presse locale, puis nationale, encense le BYNC, s'émerveillant devant un « miracle démocratique » qui pourrait « sauver le mode de vie américain » (5), menacé à la fois par les fascismes européens et par le communisme soviétique.

Fort de ce succès inattendu, et afin de pérenniser le type d'intervention qu'il a expérimenté à Chicago, Alinsky crée en 1940 la Fondation des espaces industriels (Industrial Areas Foundation). Il s'appuie pour cela sur certaines fractions des classes dominantes : la philanthropie et les milieux d'affaires réformateurs, les professions libérales et la puissante Église catholique. Proche du philosophe catholique français Jacques Maritain (1882-1973), Alinsky bénéficie des généreuses subventions de l'archidiocèse de Chicago. Ces relations privilégiées avec l'Église lui permettent d'échapper à la répression maccarthyste après la seconde guerre mondiale et de poursuivre son entreprise de « participation citoyenne ». Il peut ainsi voyager à travers le pays, multiplier les conférences, créer plusieurs structures comparables au BYNC et former des dizaines de personnes à l'organisation communautaire.

Mais sa proximité avec la hiérarchie catholique dépasse les seuls liens institu-

de la mobilisation des pauvres, tout en s'écartant parfois des préceptes d'Alinsky. Mais ce métier manque encore de reconnaissance sociale.

Au même moment, le tournant néolibéral amorcé par M. James Carter en 1977, puis durci par Ronald Reagan quatre ans plus tard, confère une place croissante à la « société civile » et aux associations. Au nom de l'autonomie et de l'indépendance des « communautés » – un thème cher aux milieux libéraux comme aux mouvements de libération noirs –, les pouvoirs publics se désengagent de certains services destinés aux pauvres et les délèguent à des « organisations communautaires » locales, qui fournissent divers services sociaux (7). Loin de s'opposer au démantèlement de l'État social américain, déjà bien maigre, la méthode Alinsky s'y adapte parfaitement.

Ce n'est donc pas un hasard si les organisateurs acquièrent leur légitimité institutionnelle à partir des années 1980, en même temps que leur nombre se multiplie. L'élection de M. Barack Obama en novembre 2008 achèvera d'imposer cette stratégie d'intervention comme une pratique politique de référence. Lui-même ancien professionnel de la mobilisation à Chicago dans les années 1980, M. Obama utilise ces techniques bien rodées pendant sa campagne. Alors que, cinquante ans plus tôt, « se présenter comme organisateur communautaire revenait à dire qu'on était un touriste d'Alpha du Centaure (8) », cette figure est désormais reconnue nationalement.

La période néolibérale révèle à la fois les forces et les failles de ce modèle. Au cours des trente dernières années, l'organisation communautaire s'est affirmée comme l'un des rares canaux de représentation populaire dans le champ poli-

tique américain, dans un contexte où les syndicats sont moribonds et où le Parti démocrate et le Parti républicain s'apparentent toujours davantage à de simples machines électorales. On lui doit, au niveau local, un certain nombre de victoires récentes. À Chicago, des groupes qui s'en réclament – tout en se montrant critiques de l'héritage alinskien – ont par exemple obtenu la réouverture par l'université, après plus de vingt-cinq ans d'interruption, d'un centre de soins pour blessures graves (*trauma center*) dans le sud de la ville, ou encore empêché la ferme-

ture du lycée Walter H. Dyett, le dernier lycée public du quartier noir historique de Bronzeville. Par ailleurs, plusieurs figures de la nouvelle génération militante ont fait leurs premières armes en tant qu'organisateur communautaire. C'est le cas de M^{me} Patrisse Cullors, l'une des trois fondatrices du mouvement Black Lives Matter (Les vies des Noirs comptent), ou de M. Carlos Ramirez-Rosa, jeune conseiller municipal à Chicago et membre du parti Socialistes démocrates d'Amérique (Democratic Socialists of America), proches de M. Bernie Sanders.

Refus des idéologies

TOUTEFOIS, face au glissement à droite de l'échiquier politique américain, l'organisation communautaire a témoigné d'un opportunisme politico-stratégique en définitive assez inoffensif. Alinsky a toujours explicitement refusé toute idéologie, vantant les mérites d'une *realpolitik* pragmatique : peu importe qui gouverne, tant qu'il est possible de négocier et d'obtenir des victoires, aussi maigres soient-elles. Dans ses écrits, le théoricien se montre obsédé par la question du pouvoir, qu'il n'envisage jamais en termes de prise de l'appareil d'État, mais de constitution de contre-pouvoirs populaires. La tâche politique principale de l'organisateur se limite ainsi à mobiliser le « peuple » pour réformer la démocratie américaine. « Le feu, l'énergie, la vie de la démocratie réside dans la pression populaire, affirme-t-il. La démocratie elle-même est un gouvernement répondant constamment aux pressions continues de son peuple (9). »

Le « peuple » d'Alinsky n'a toutefois d'existence qu'au travers de ses représentants. Selon le théoricien, l'organisateur doit s'appuyer sur les logiques de notabilités locales afin d'identifier les

« leaders naturels » d'un quartier, car eux seuls seraient capables de faire bouger les foules. « La seule manière d'atteindre le peuple est de passer par ses représentants ou ses leaders, écrit-il. (...) Connaître l'identité de ces leaders naturels, c'est comme connaître le numéro de téléphone du peuple. Parler avec ces leaders naturels, c'est comme parler avec le peuple. » L'auto-organisation est donc bien encadrée.

CLÉMENT PETITJEAN.

(3) Quentin Laurent, « Méthode Alinsky : comment les "insoumis" veulent reconquérir les quartiers », *Le Parisien*, 26 août 2017.

(4) Saul Alinsky, *Reveille for Radicals*, Vintage, New York, 1989 (1^{re} éd. : 1946).

(5) *Chicago Daily News*, juillet 1940 ; *New York Herald Tribune*, 21 août 1940. Cité par Sanford D. Horwitz, *Let Them Call Me Rebel, Saul Alinsky, His Life and Legacy*, Vintage, 1992 (1^{re} éd. : 1989).

(6) Michael Stewart Foley, *Front Porch Politics : The Forgotten Heyday of American Activism in the 1970s and 1980s*, Hill and Wang, New York, 2013.

(7) Olivier Zunz, *La Philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d'État*, Fayard, Paris, 2012.

(8) Nicholas von Hoffman, *Radical : A Portrait of Saul Alinsky*, Nation Books, New York, 2010.

(9) Saul Alinsky, *Reveille for Radicals*, op. cit.

Écoutez le « Diplo »

Une sélection d'articles du mois lus par des comédiens en ligne et en téléchargement (podcast)

Washington relance l'escalade nucléaire



Pendant près d'un demi-siècle, de la destruction d'Hiroshima, le 6 août 1945, à l'effondrement de l'Union soviétique, le 25 décembre 1991, une bonne partie de la population mondiale a vécu dans la crainte d'un anéantissement nucléaire. Pour réduire ce risque, on organisa des sommets entre grandes puissances (...)

21:13 • Lu par ARNAUD ROMAIN

TÉLÉCHARGER LE FICHER MP3 • LIRE L'ARTICLE

www.monde-diplomatique.fr/audio

L'imprimerie
79, rue de Roissy
93290
Tremblay-en-France

IMPRIM'VERT[®]

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Écolabel européen sous le n° FL37/001.
Eutrophisation : Prot = 0,007 kg/t de papier

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0519 D 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

La médicalisation de l'expérience humaine

Une perturbation de l'humeur, des moments de chagrin ou de tension sont-ils toujours signes de maladie ? La psychiatrie européenne a longtemps su en évaluer la gravité et trouver les prescriptions appropriées, du médicament à la cure psychanalytique. L'industrie pharmaceutique incite en revanche, sous couvert de science, à transformer des difficultés normales en pathologies pour lesquelles elle offre une solution.

PAR GÉRARD POMMIER *

DEVANT la réalité de la souffrance psychique – l'une des plus importantes pathologies modernes – s'est mise en place, depuis quelques décennies, une machinerie diagnostique inédite, qui a pour objectif de rentabiliser cet énorme marché potentiel. Pour ce faire, il fallait en priorité remplacer la grande psychiatrie européenne, qui, grâce à des observations cliniques multiples et concordantes rassemblées durant les deux derniers siècles, avait répertorié les symptômes et les avait classés en trois catégories : les névroses, les psychoses et les perversions. Armé de ces connaissances, le clinicien de terrain pouvait établir un diagnostic et distinguer les cas graves de ceux qui étaient causés par des circonstances passagères. Il départageait alors ce qui demandait l'aide de médicaments de ce qui pouvait trouver une meilleure solution grâce à des entretiens.

Psychiatrie classique et psychanalyse étaient arrivées aux mêmes constats. Ces deux approches bien distinctes se sont ainsi corroborées et enrichies mutuellement. Le marché du médicament gardait

alors des proportions raisonnables, ce qui a dû faire réfléchir « Big Pharma » – un surnom approprié à l'énorme puissance des laboratoires pharmaceutiques, qui font une cour assidue tant aux médecins de quartier qu'aux plus hautes instances de l'État et des services de santé, avec lesquelles ils savent se montrer plutôt généreux (par exemple en offrant des croisières de « formation » aux jeunes psychiatres).

L'entreprise de conquête de ce grand marché a commencé aux États-Unis, avec l'Association américaine de psychiatrie (APA) et son premier *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (*Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*, ou *DSM*), en 1952 (1). En 1994, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) aligne le chapitre « psychiatrie » de la classification internationale des maladies sur les nomenclatures du *DSM-IV*, ce qui conduit de nombreux pays à en faire autant. Il s'est ensuivi une inflation des pathologies répertoriées. Il y en avait 60 en 1952, et déjà 410 en 1994, dans le *DSM-IV*.

Éteindre le volcan

LES AFFAIRES sont les affaires ; il fallait que la méthode *DSM* soit simple : il n'est plus question de chercher la cause des symptômes ni de savoir à quelle structure psychique ils correspondent. Il faut seulement cocher les cases correspondant au comportement visible de celui qui se plaint. Cette pratique oublie qu'un symptôme n'est jamais une cause. L'entretien avec un psychiatre devient alors à peine nécessaire, puisqu'il s'agit seulement de répertorier des troubles de surface : troubles du comportement, de l'alimentation, du sommeil, bref, troubles en tous genres... jusqu'à la récente invention de troubles succédant aux attentats. À chacun correspond, merveille, son médicament. C'est dans ces eaux... troubles qu'ont été noyés les anciens diagnostics. Le lobbying de « Big Pharma » a gagné aussi les facultés de médecine, où l'on n'enseigne plus que le *DSM*. Mieux encore, il arrive que les laboratoires dispensent eux-mêmes les enseignements – de multiples conflits d'intérêts ont été dénoncés. La grande culture psychiatrique est oubliée, de sorte que, devant un patient, le nouveau clinicien *made in DSM* ne sait plus s'il a affaire à une névrose, à une psychose ou à une perversion. Il ne distinguera pas un problème grave d'un état circonstanciel. Et, dans le doute, il prescrira des psychotropes...

La « dépression », par exemple, est un mot qui fait partie du vocabulaire courant. Le blues peut saisir n'importe qui, à un moment ou à un autre de la vie. Mais pourquoi laisser la notion de « dépression » dans un tel sous-emploi ? Elle a donc été élevée à la dignité de maladie à part entière. Pourtant, la triste chose peut être aussi bien le symptôme d'une mélancolie – avec un risque suicidaire important – que celui d'un état passager et même normal – comme lors d'un deuil. Confucius recommandait au fils un deuil de trois ans après la mort de son père ; aujourd'hui, si vous êtes triste plus de quinze jours, vous êtes

malade. On vous donnera des antidépresseurs, qui peuvent temporairement vous soulager, mais qui ne résolvent pas le problème... Seulement, comme il ne faut pas arrêter le traitement brutalement, la prescription dure parfois presque une vie.

Le marketing du *DSM* est simple : il suffit d'inventer à intervalles réguliers de nouveaux troubles, qui mêlent le pathologique et l'existentiel. Ce qui est assez facile, puisque l'existence s'appuie sur ce qui cloche pour aller de l'avant. Ce qui ne va pas – dans notre vie – nous donne de l'énergie pour nous en sortir. Il faut pleurer avant de rire. Nous courons sur un volcan : éteindre le volcan avec des médicaments qui sont autant de drogues, c'est éteindre une vie, qui est à chaque instant risqué et risquée. « *Pathologique n'a de sens que pour l'improductif* », soulignait l'écrivain Stefan Zweig (2).

La dénomination de certains médicaments semble approuver cette conception, mais dans une acception à tout le moins discutable : dans quelques formes aiguës de psychose, des psychotropes sont nécessaires pour calmer les hallucinations et les délires. Ces médicaments ont été nommés des antipsychotiques. Dans l'esprit du fabricant, ces molécules seraient-elles donc destinées à en finir avec le sujet qui souffre de psychose ? C'est oublier que le sujet est toujours plus grand que ce dont il pâtit. Ces médicaments devraient plutôt s'appeler des « propsychotiques » ou des « philopsychotiques », car un psychotique libéré de ses délires est souvent un grand inventeur (le mathématicien Georg Cantor), un grand poète (Friedrich Hölderlin), un grand peintre (Vincent Van Gogh), un grand penseur (Jean-Jacques Rousseau). Mais « Big Pharma » n'a cure d'une liberté retrouvée du sujet qui, finalement, mettrait en cause son emprise. Il préfère l'opium. Et ses vapeurs s'installent d'autant mieux que le « trouble » est jeté sur les ressorts effectifs de la souffrance psychique.

Bien plus, mieux vaut que le nombre de troubles croisse et se multiplie. Parmi les derniers en date, le trouble



WILL TURNER. - « 27 », 2008

bipolaire a bénéficié d'une large promotion médiatique, alors qu'il ne fait que pathologiser la maladie universelle du désir : celui-ci s'élançait en riant vers l'objet de son rêve, mais, dès qu'il l'atteint, son rêve est encore plus loin, et son rire se conclut par des larmes. Tant que la vie va son train, nous sommes très normalement bipolaires, c'est-à-dire un jour euphoriques et le lendemain abattus. Mais il arrive que, dans les psychoses mélancoliques, l'objet du désir soit la mort elle-même, ou l'explosion d'une survie maniaque. Le diagnostic de bipolarité devient alors criminel, lorsqu'une différence n'est pas faite entre le cycle maniaque-dépressif des psychoses – avec un risque de passage à l'acte grave pouvant justifier la prescription de neuroleptiques – et l'euphorie-dépression des névroses. Cette distinction rayée des *DSM* suscite de nombreux drames (3).

Le trouble le plus répandu et le plus inquiétant, car il s'attaque aux enfants, qui souffrent sans savoir de quoi et ne peuvent pas se plaindre, est sans doute le trouble de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH). Ces difficultés de l'enfance sont traitées depuis longtemps par les pédopsychiatres et les psychanalystes, pionniers en la matière. Mais, puisqu'il s'agit de problèmes particuliers à chaque enfant, ils se sont gardés de les étiqueter comme un trouble général. Si bien qu'aujourd'hui ils sont accusés de ne pas proposer de recette, notamment par des associations de parents, dont certaines sont subventionnées par les laboratoires pharmaceutiques (par exemple l'association HyperSupers TDAH France, soutenue par les laboratoires Mensia Technologies, Shire, HAC Pharma et NLS Pharma).

Le parachutage de ce prétendu diagnostic revient à dire par exemple que la toux est une maladie. Et l'exemple vient de haut : le 29 septembre 2017 s'est tenue à l'université Paris Nanterre une conférence en faveur du diagnostic TDAH, sous le haut patronage du président de la République Emmanuel Macron et de M^{me} Agnès Buzyn, ministre de la santé. Les psychanalystes inscrits à ce colloque s'en sont vu tout simplement interdire l'entrée par des vigiles. Le TDAH n'existe pas dans les classifications françaises, que ce soit la classification française des troubles mentaux de l'enfant et de l'adolescent (CFTMEA), fidèle à la psychiatrie française, ou même la classification internationale des maladies (CIM-10), qui reprend les options du *DSM*. Elles décrivent seulement des problèmes d'agitation. Et l'agitation n'est pas une maladie. Elle peut avoir de multiples

causes (problèmes familiaux, difficultés à l'école, etc.) et demande d'abord que les enfants et leur famille soient entendus, ce qui suffit souvent à dénouer les problèmes. Avec le TDAH, le symptôme est transformé en maladie et, bien plus grave, il lui est attribué des causes neurodéveloppementales. Cette affirmation ne repose sur aucune base scientifique, alors qu'il existe des preuves constantes des difficultés causées par des problèmes au sein de la famille ou à l'école...

Jerome Kagan, professeur à Harvard, déclarait dans un entretien en 2012 que le TDAH n'est pas une pathologie, mais « une invention. Quatre-vingt-dix pour cent des 5,4 millions d'enfants sous Ritaline aux États-Unis n'ont pas un

métabolisme anormal (4) ». En France, le docteur Patrick Landman a montré dans son livre *Tous hyperactifs ?* (Albin Michel, 2015) que le TDAH n'a aucune cause biologique identifiable : ses symptômes ne sont pas spécifiques et sont dépourvus de marqueurs biologiques. Aucune hypothèse neurobiologique n'a été validée. Le docteur Leon Eisenberg, inventeur du sigle TDAH, déclarait en 2009, sept mois avant sa mort, qu'il n'aurait jamais pensé que sa découverte deviendrait aussi populaire : « *Le TDAH est l'exemple même d'une maladie inventée. La prédisposition génétique au TDAH est totalement sur-estimée* (5). » Et pourtant, le lobbying aidant, environ 11 % des enfants âgés de 4 à 17 ans (6,4 millions) ont été diagnostiqués TDAH à partir de 2011 aux États-Unis, selon les Centres de prévention et de contrôle des maladies américaines. Il s'ensuit le plus souvent une prescription de Ritaline (méthylphénate), qui contient des molécules considérées comme des stupéfiants dans les classifications françaises. La prescription de cette amphetamine à grande échelle pourrait créer un scandale sanitaire semblable à celui du Mediator et du Levothyrox. Ces substances provoquent une accoutumance, et il n'est pas exclu – c'est encore en discussion – qu'il existe une corrélation entre les enfants ayant pris de la Ritaline et les adolescents qui se droguent.

Les enfants ne sont pas épargnés par les bouleversements de la société. Ils sont soumis, comme les adultes, à l'impératif d'un succès rapide, à la compétitivité, à la conformité à des normes qui ne sont pas de leur âge. Ceux qui y dérogent sont facilement considérés aujourd'hui comme déficitaires. On s'inquiète donc de voir apparaître, sur un site du ministère de l'éducation nationale, une plaquette destinée aux enseignants affirmant sans preuve que le TDAH est une « *maladie neurologique* » et leur donnant une recette détaillée pour établir des prédiagnostics (6). Les « *éléments de repérage* » proposés pourraient s'appliquer à presque tous les enfants. Toujours le même amalgame entre problèmes normaux et pathologie...

L'enfant en première ligne

NAGUÈRE, Michel Foucault a mis en évidence la répression, notamment par les États et la religion, de ce malaise dans la culture qu'est la sexualité. Aujourd'hui, la chape de plomb d'un patriarcat de droit divin est en voie de marginalisation. Comment cette répression s'organise-t-elle désormais, étant entendu que le terme « sexualité » doit s'entendre au sens large ? C'est l'industrie pharmaceutique qui prétend prendre le relais, sous le couvert de la science. Le message est clair : « Ne vous inquiétez pas, vous qui avez des insomnies, des moments d'abattement, une excitation exagérée, des idées suicidaires ! Vous n'y êtes pour rien : c'est la faute de vos gènes, de vos hormones ; vous souffrez d'un déficit neurodéveloppemental, et notre pharmacopée va arranger le tout. » Il s'agit de faire croire que tout se réduit à des problèmes de neurotransmetteurs et de mécanique, où l'humain disparaît. Il faudrait oublier que le tracas délicieux et quotidien des relations des hommes et des femmes, les embrouilles jamais bien démêlées des enfants avec leurs parents, les rapports de forces angoissants avec la hiérarchie et le pouvoir plongent leurs racines au plus profond de l'enfance.

De tout côté, l'infantile est en première ligne, et c'est ce qui rend l'affaire du TDAH encore plus « trouble » que les autres. En tous temps et en tous lieux, c'est l'enfant qui, le premier, a été réprimé, battu, formaté. Lorsqu'un instituteur de la vieille école tirait les oreilles d'un bambin agité, c'était, aussi choquant que cela puisse paraître, presque plus humain que lorsque des enseignants sont sommés de poser un diagnostic de handicap. Un rapport personnel était maintenu, alors qu'une pseudoscience l'efface. Pour la première fois dans l'histoire, c'est au nom d'une prétendue science que les enfants sont « battus ». Tous les ans, le Père Noël, ce mythe aux stratifications multiples, comme l'a montré l'ethnologue Claude Lévi-Strauss (7), apporte aux enfants des cadeaux pour les consoler. Aujourd'hui, « Big Pharma » prétend enfler la houppe de Papa Noël. Mais nous n'oublierions pas que sous le manteau rouge se cache une ombre qui ressemble fort au boucher de la Saint-Nicolas.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 mars 2018

3	BULGARIE	Fête nationale
6	GHANA	Fête de l'indépend.
12	MAURICE	Fête de l'indépend.
17	IRLANDE	Fête nationale
20	TUNISIE	Fête de l'indépend.
21	NAMIBIE	Fête de l'indépend.
23	PAKISTAN	Fête nationale
25	GRÈCE	Fête nationale
26	BANGLADESH	Fête de l'indépend.

(1) Lire « La bible américaine de la santé mentale », *Le Monde diplomatique*, décembre 2011.

(2) Stefan Zweig, *Le Combat avec le démon*. Kleist, Hölderlin, Nietzsche, Le Livre de poche, coll. « Biblio essais », Paris, 2004 (1^{re} éd. : 1925).

(3) J'ai moi-même accompagné à l'hôpital Saint-Anne un patient mélancolique, qu'un psychiatre ignorant de tout ce qui n'est pas le *DSM* a laissé sortir. Il s'est suicidé. Je connais plusieurs cas semblables.

(4) « What about tutoring instead of pills ? », Spiegel Online, 2 août 2012, www.spiegel.de

(5) « Schwermut ohne Scham », *Der Spiegel*, Hambourg, 6 février 2012.

(6) « Trouble déficit de l'attention hyperactivité », académie de Paris, disponible sur www.ac-paris.fr

(7) Claude Lévi-Strauss, *Le Père Noël supplicié*, Seuil, Paris, 2016 (1^{re} éd. : 1952).

* Psychiatre, psychanalyste, professeur émérite des universités, directeur de recherche à Paris-VII, auteur, notamment, de *Comment les neurosciences démontrent la psychanalyse*, Flammarion, coll. « Champs essais », 2010, et de *Féminin, révolution sans fin*, Pauvert, Paris, 2016.

UN BÉNÉFICE TANT COLLECTIF QU'INDIVIDUEL

Pourquoi manger bio ?

L'association Générations futures a dévoilé le 20 février un rapport sur la présence de pesticides dans les produits agricoles : 73 % des fruits analysés pendant cinq ans et 41 % des légumes étaient contaminés. De quoi renforcer encore l'intérêt pour l'agriculture biologique. Mais que disent les études scientifiques sur les bienfaits de cette dernière en termes d'environnement comme de santé ?

PAR CLAIRE LECŒUVRE *

L'AGRICULTURE biologique rassemble des pratiques visant à favoriser la préservation des écosystèmes et l'équité envers les agriculteurs. C'est surtout l'absence de pesticides de synthèse qui réduit considérablement son impact sur l'environnement et la santé. Fabriqués en laboratoire, les molécules qui composent les produits phytosanitaires ont accompagné la progression des rendements agricoles sur toute la planète. Mais, depuis quelques décennies, une prise de conscience grandit face aux effets de l'usage intensif de produits chimiques toujours plus variés.

Depuis vingt ans, par exemple, on enregistre une pollution généralisée des eaux de surface et souterraines par les nitrates et les substances phytosanitaires. Selon les derniers chiffres des agences de l'eau, en 2014, 87 % des cours d'eau surveillés contenaient au moins un pesticide (1). Les deux substances le plus fréquemment observées sont l'AMPA, un métabolite du glyphosate, puis le glyphosate, le fameux herbicide classé comme cancérigène probable par l'Organisation mondiale de la santé. Entre 1994 et 2013, 39 % des fermetures de captage d'eau potable étaient dues à la pollution aux nitrates et aux pesticides (2). Ces pollutions agricoles et leur traitement coûteraient entre 640 et 1 140 millions d'euros par an (3). « On sait que la prévention est moins chère que la réparation, dit M^{me} Patricia Blanc, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie. Depuis une vingtaine d'années, les agences de l'eau ont donc commencé à financer des projets de changement des pratiques agricoles, parce qu'on a un vrai problème de pollution des eaux. »

Cerner les effets des pesticides

SOUVENT, les sols sont les grands oubliés quand on observe l'impact des activités humaines. Et pourtant, l'utilisation importante de pesticides, d'azote et de phosphore ne les épargne pas. L'excès d'engrais les acidifie et cause des phénomènes de prolifération des algues, comme les marées vertes en Bretagne. Les pesticides de synthèse contaminent les sols et détruisent la vie microbienne qui s'y trouve. L'agriculture biologique, elle, favorise une couverture des sols importante et évite ainsi l'érosion. De manière générale, les sols des fermes en agriculture biologique recèlent des quantités plus importantes de matière organique (vivante), estimées à 37,4 tonnes par hectare de carbone organique, contre 26,7 en conventionnel (7). En bio, 64 % des grandes cultures intègrent une prairie, contre 16 % en conventionnel, mais aussi plus de légumineuses dans les rotations et une meilleure couverture des sols en hiver (8). L'ensemble de ces pratiques favorise la séquestration du carbone, ce qui peut contribuer à la maîtrise du réchauffement climatique.

Évaluer les systèmes agricoles implique de prendre en compte leurs effets sociaux. Par exemple, la diversification des produits et des systèmes de vente dans la bio, avec plus de circuits courts, nécessite plus de salariés. Un rapport sur les externalités de l'agriculture biologique révèle que, dans deux tiers des exploitations, cette dernière génère davantage d'emplois (9). Par ailleurs, dans plusieurs activités où les agriculteurs connaissent des difficultés financières, le passage à l'agriculture biologique s'avère une option viable, ce qui explique que, entre 2005 et 2016, la surface agricole en bio soit passée de 2 % à

L'agriculture conventionnelle a aussi des effets sur la biodiversité. « Tous les travaux vont dans le même sens : une diminution du nombre des espèces d'insectes », résume Axel Decourtye, directeur scientifique à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). En octobre 2017, une nouvelle étude a fait état d'une perte de la biomasse des insectes volants de 76 à 82 % en vingt-sept ans dans divers sites d'Allemagne (4). Pour les oiseaux, la quantité des espèces en milieu agricole a chuté de moitié entre 1989 et 2013 (5). Évidemment, il n'est pas facile de déterminer les causes exactes de la perte de biodiversité. La diffusion de maladies, la disparition des habitats et l'usage de produits phytosanitaires sont les principales causes mises en avant. Mais, selon un article solidement étayé, les pesticides jouent un rôle décisif dans le déclin des insectes pollinisateurs (6).

S'agissant des habitats, les agriculteurs bio favorisent les prairies avec la rotation des cultures, la plantation de haies ou encore les associations de plantes. « La diversification est une clé majeure de l'agroécologie », confirme Natacha Sautereau, agro-économiste à l'Institut technique de l'agriculture biologique. Ces pratiques augmentent le nombre de plantes, d'araignées, de vers de terre, de coléoptères, d'oiseaux ou encore de mammifères. L'accroissement des ressources alimentaires à disposition favorise aussi des espèces dites auxiliaires – chauves-souris, hérissons, reptiles ou certains insectes et acariens –, qui limitent la pression des ravageurs.

5,7 %. On l'observe dans la production de lait, de fruits et de légumes. « Ce sont souvent d'abord les enjeux économiques qui font les conversions, note Marc Benoit, économiste et codirecteur du Comité interne de l'agriculture biologique de l'INRA. C'est lié aux fameux ciseaux des prix : le prix des denrées diminue tandis que celui de l'énergie, des engrais et des produits phytosanitaires augmente. Pour le lait, les éleveurs voient que la bio marche mieux, que c'est plus rentable. »

Étonnamment, ces éléments sont rarement mis en avant. Les arguments qui font mouche sont plutôt liés à la santé. L'agriculture biologique a-t-elle un effet dans ce domaine ? Pour le vérifier, il faut s'intéresser aux expositions directes et indirectes aux produits phytosanitaires. Contrairement aux agriculteurs et aux riverains, les consommateurs ne sont pas en contact direct avec ces produits. Cependant, l'effet global d'un système d'agriculture biologique dépasse l'individu, et il est intéressant de considérer le bénéfice pour l'ensemble de la population. Notons d'abord que certains produits issus de l'agriculture biologique contiennent paradoxalement des traces de pesticides de synthèse : selon un rapport de 2015, 45 % des produits conventionnels en contenaient, mais aussi 12 % des produits bio (10). Cela est lié majoritairement à une contamination par les parcelles voisines et durant la transformation.

L'exposition directe à de nombreux produits phytosanitaires cause divers problèmes de santé (cancers, malformations, etc.). En 2013, dans une expertise collective, plusieurs spécialistes de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) ont passé en revue la littérature scientifique concernant les

effets des pesticides sur la santé (11). « On observe en premier lieu que les agriculteurs sont moins sujets que le reste de la population aux cancers digestifs, du côlon et du rectum, et à ceux liés au tabagisme, comme le cancer du pancréas, de la vessie et des voies supérieures. Cela dépend cependant de l'âge et du type de travailleur », note Pierre Lebaillly, maître de conférences à l'université Caen-Normandie et chercheur au Centre François Baclesse.

En revanche, des liens ont été trouvés entre l'utilisation d'agents de synthèse et l'augmentation du risque de développer la maladie de Parkinson, des lymphomes non hodgkiniens (LNH, cancers du système lymphatique), des myélomes multiples (cancers du sang) ou la maladie d'Alzheimer. Ceux qui répandent les pesticides et les employés qui les produisent auraient de 12 à 28 % de risques supplémentaires d'avoir un cancer de la prostate, sans qu'il soit possible de le relier plus précisément à une substance particulière. Pour les femmes exposées pendant leur grossesse, les études montrent une présomption de lien dans la survenue chez les enfants de malformations congénitales et de leucémies. Parmi les substances incriminées, le lindane, le DDT et le malathion sont fréquemment impliqués dans le développement de lymphomes non hodgkiniens. Au terme d'une longue bataille, la maladie de Parkinson et les lymphomes non hodgkiniens ont d'ailleurs été reconnus maladies professionnelles.

Depuis, d'autres études ont apporté de nouveaux éléments de preuve. La cohorte Agrican, débutée en 2005, a pour objectif d'estimer la survenue de cancers chez les agriculteurs sur une période d'au moins dix ans. « Pour l'instant, nous observons un excès de 5 à 30 % par rapport au reste de la population des lymphomes non hodgkiniens, des cancers de la prostate et des cancers cutanés, comme les mélanomes », explique Pierre Lebaillly. Plusieurs études ont ciblé le chlorpyrifos, qui, en cas d'exposition pendant la période prénatale, peut entraîner des problèmes de développement cérébral. « Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que le DDT et le chlorpyrifos sont dangereux pour le développement cérébral. Mais plus d'une centaine de pesticides pourraient impacter le cerveau. Nous avons besoin de beaucoup de preuves pour l'affirmer. Il y a déjà de nombreuses recherches, mais on observe souvent des expositions mixtes qui complexifient l'isolement d'un pesticide », insiste Philippe Grandjean, épidémiologiste à l'université du Danemark du Sud. Nathalie Jas, historienne à l'INRA, estime que la réalité des problèmes de santé liés aux produits phytosanitaires se retrouve masquée par le manque de données, à cause de la mauvaise visibilité des atteintes et de la difficulté de les associer à des expositions à de faibles doses. Elle note aussi, en France, un désintérêt de plus de trente ans pour ces questions, considérées comme la « rançon majeure du progrès technique de l'agriculture (12) ».

Depuis les années 1980, quelques études notent la qualité des aliments issus de l'agriculture biologique. « Elles montrent que les produits bio contiennent une quantité plus importante de caroténoïdes [antioxydants], d'acides gras et de vitamine E », souligne Denis Lairon, directeur de recherche émérite spécialisé en nutrition à l'Inserm. En octobre 2017, l'une d'entre elles a synthétisé l'ensemble des

avancées effectuées sur ces questions (13). « Dans les résultats les plus sûrs, on note une différence quant aux polyphénols, plus importants dans les fruits et légumes biologiques, et moins de cadmium [un métal toxique]. Cependant, il n'y a pas une si grosse différence de résultats », tempère Axel Mie, l'un des auteurs de l'article, chercheur à l'Institut Karolinska, en Suède.

Moins de risques d'obésité

EN FRANCE, une grande étude épidémiologique a été lancée en 2009 : la cohorte NutriNet-Santé (14). D'après les premiers résultats, manger bio diminuerait de 23 % le risque de surpoids et de 30 % celui d'obésité (15). « On observe une obésité moindre en réussissant à séparer les facteurs liés au mode de vie. On peut même voir une différence entre des personnes qui ont toutes une alimentation équilibrée », déclare Emmanuelle Kesse-Guyot, épidémiologiste à l'INRA, chargée de cette étude. Deux hypothèses sont avancées pour l'expliquer. D'une part, la quantité plus importante d'acides gras de type oméga 3 et d'antioxydants dans les produits bio réduirait le syndrome métabolique, qui peut entraîner l'obésité et le risque de diabète de type 2. D'autre part, les personnes considérées comme ayant une alimentation équilibrée consomment plus de légumes et de fruits, mais, lorsque ceux-ci ne sont pas issus de l'agriculture biologique, ils contiennent de nombreux produits phytosanitaires. Or plusieurs études notent un lien entre l'exposition aux pesticides et une augmentation de l'obésité et des diabètes de type 2.

Les problèmes de santé liés aux produits phytopharmaceutiques ont déjà une longue histoire. « Les premières substances chimiques utilisées en agriculture à avoir suscité une grosse controverse sont les arsenicaux, vers la fin du XX^e siècle », raconte Nathalie Jas. L'arsenic ne

fut définitivement supprimé qu'en 2001, après plusieurs restrictions d'usage. De nombreuses substances ont ainsi été éliminées avec le temps. Parmi les plus connues, la famille des organochlorés, puis certains organophosphorés. D'aucuns estiment que ces suppressions prouvent le bon fonctionnement du système de régulation des produits de synthèse. Sauf que le retrait arrive souvent très tard, et que ces produits ont des effets bien après leur interdiction, comme le chlordécone aux Antilles, ou l'atrazine, interdite par l'Union européenne en 2003, mais que l'on retrouve encore dans la plupart des cours d'eau.

Loin d'avoir permis de trouver d'autres solutions que les pesticides, chaque interdiction a entraîné l'arrivée de nouvelles substances présentées comme moins dangereuses. Or, si la toxicité évolue effectivement, elle n'est pas forcément moindre. « On a interdit ceux qui se maintenaient longtemps dans les tissus animaux, mais les nouveaux ont une affinité avec l'eau. Ils s'accumulent donc davantage dans les sols », explique Axel Decourtye.

Sous la pression des intérêts financiers, la machine administrative et sanitaire gérant les risques liés aux pesticides semble un peu rouillée, alors que l'accumulation des données scientifiques devrait conduire à une évolution beaucoup plus rapide vers des modes de production plus viables.

nalités de l'agriculture biologique ? », Institut technique de l'agriculture biologique, Paris, novembre 2016.

(10) « The 2015 European Union report on pesticide residues in food », EFSA Journal, Autorité européenne de sécurité des aliments, Parme, 7 avril 2017.

(11) « Pesticides. Effets sur la santé. Synthèse et recommandations », Institut national de la santé et de la recherche médicale, Paris, juillet 2013.

(12) Nathalie Jas, « Pesticides et santé des travailleurs agricoles en France. Questions anciennes, nouveaux enjeux », *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 59, Paris, octobre 2010.

(13) Axel Mie *et al.*, « Human health implications of organic food and organic agriculture : a comprehensive review », *Environmental Health*, Londres, 27 octobre 2017.

(14) Julia Baudry *et al.*, « Contribution of organic food to the diet in a large sample of French adults (the NutriNet-Santé Cohort Study) », *Nutrients*, Bâle, 21 octobre 2015.

(15) Emmanuelle Kesse-Guyot *et al.*, « Prospective association between consumption frequency of organic food and body weight change, risk of overweight or obesity : results from the NutriNet-Santé Study », *British Journal of Nutrition*, Cambridge, janvier 2017.

PHOTO DE L'ARTISTE © CLAIRE MORGAN STUDIO - GALERIE KARSTEN GREVE, COLOGNE-PARIS-SAINT-MORITZ



CLAIRE MORGAN. – « Fluid II » (Fluide II), Palais de Tokyo, 2009

Exposition « Recurring truths » (Vérités récurrentes), du 10 février au 31 mars 2018 à la Galerie Karsten Greve, à Saint-Moritz (Suisse)

Indignation (presque) unanime

Chine

Le rapport sur l'«Évaluation du dispositif nucléaire» américain («NPR») (...) s'accroche à une mentalité obsolète propre à la guerre froide, (...) aggrave la concurrence entre grandes puissances et renforce le rôle des armes nucléaires dans la sécurité nationale, à rebours des appels de la communauté internationale en faveur d'un désarmement nucléaire. (...) La Chine n'a jamais participé – et ne participera jamais – à la course à l'armement, quel qu'il soit. Elle entend maintenir ses capacités nucléaires au niveau le plus bas requis pour assurer sa sécurité nationale. (...) Le rapport des États-Unis tente de justifier l'expansion et le renforcement de leur arsenal en déformant de façon délibérée les politiques et les pratiques chinoises.

Conférence de presse de M. Geng Shuang, porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, 5 février 2018.

Japon

Le Japon loue le dernier «NPR» américain, qui articule clairement la détermination des États-Unis à garantir l'efficacité de leur dissuasion et leur engagement à fournir une dissuasion étendue à leurs alliés, dont le Japon, dans un contexte de sécurité internationale qui s'est rapidement dégradé depuis la publication du «NPR» de 2010.

Communiqué de M. Taro Kono, ministre des affaires étrangères japonais, 3 février 2018.

Iran

Le «NPR» américain reflète une dépendance aux armes nucléaires, en violation du TNP [traité de non-prolifération nucléaire], et rapproche l'humanité de l'annihilation. Aucun doute que l'horloge de l'apocalypse est à son point le plus dangereux depuis 1953. L'obstination de M. Donald Trump à tuer l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien provient de la même dangereuse imprudence.

Réaction de M. Mohammad Javad Zarif, ministre des affaires étrangères iranien, sur Twitter, le 3 février 2018.

.../...

(Suite de la première page.)

«Pour mettre un terme à l'esprit de la guerre froide, nous réduirons le rôle des armes nucléaires dans notre stratégie de sécurité nationale et nous inciterons les autres pays à faire de même», affirmait M. Obama dès le 5 avril 2009, lors d'un discours à Prague. Cette décision s'inscrivait dans une vision optimiste de l'avenir de la diplomatie. Elle supposait que les relations entre grandes puissances pouvaient s'améliorer, que la perspective d'une guerre nucléaire s'éloignait et qu'il était devenu possible de réduire les stocks d'armes en toute sécurité. Le rapport publié huit ans plus tard rejette ces trois propositions. Véritable manifeste pour une nouvelle ère nucléaire, il affirme même l'inverse.

«Depuis 2010, peut-on y lire, nous constatons le retour des rivalités entre grandes puissances. À des degrés divers, la Russie et la Chine ont fait comprendre qu'elles cherchaient à bouleverser l'ordre international post-guerre froide et les normes de comportement.» Quelques exemples sont mentionnés à l'appui de cette thèse, en particulier l'annexion de la Crimée par la Russie et l'implantation de bases militaires chinoises sur des îles disputées avec le Japon en mer de Chine méridionale. Moscou et Pékin «cherchent à se doter de moyens asymétriques pour contrer les capacités conventionnelles des États-Unis, augmentant ainsi les risques d'erreur de calcul et le potentiel de confrontation militaire avec les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires», affirme le Pentagone.

À aucun moment le «NPR» ne reconnaît le rôle joué par les États-Unis et leurs alliés dans la dégradation supposée des relations internationales. Le rapport omet ainsi de mentionner l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sur le territoire de l'ancienne Union soviétique ou encore le «pivot» provocateur des États-Unis dans la région Asie-Pacifique (2). Rien non plus sur leur supériorité écrasante en matière d'armement nucléaire, ni sur leurs investissements massifs dans les armements conventionnels et la conquête de l'espace.

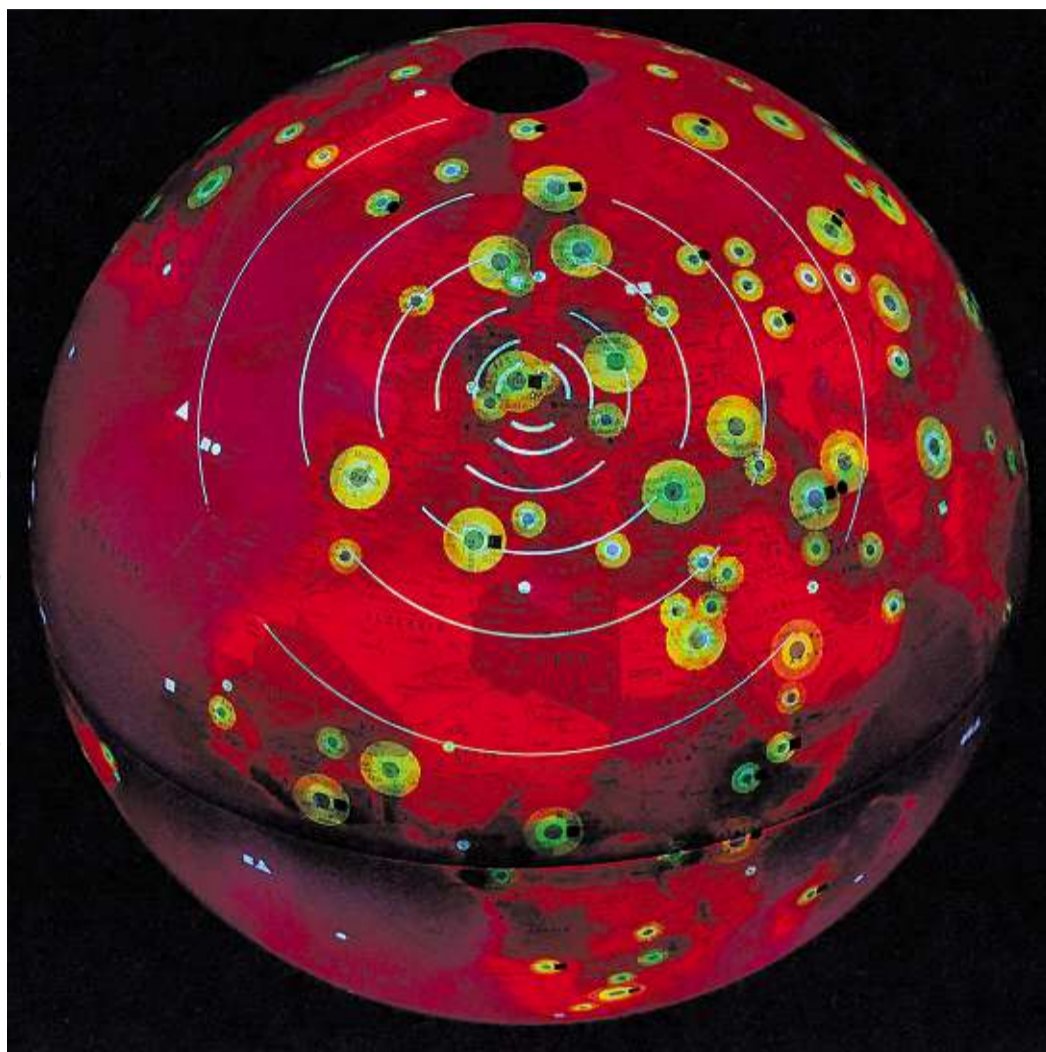
On pourrait presque conclure, en lisant ce rapport, que les États-Unis souffrent d'un retard sur la Russie et la Chine et doivent donc renforcer leur armée. Or, en 2016, ils occupaient, et de loin, la première place au palmarès mondial des dépenses militaires. Avec 611 milliards de dollars, ils dépassaient la somme des huit pays suivants. La seule augmentation de 80 milliards de dollars décidée pour 2018 excède le budget militaire de n'importe quel pays, à l'exception de la Chine. Le Pentagone dispose de bases militaires éparpillées aux quatre coins de la planète, et maintient des forces de combat prêtes à agir à la périphérie de la Russie et de la Chine – qui, elles, ne massent pas des

troupes au Mexique ou au Canada. Et pourtant, selon le «NPR», les États-Unis sont sévèrement menacés par Moscou et Pékin, seuls responsables de l'escalade de la tension nucléaire.

La Russie se voit accusée de chercher à dominer ses voisins, de préparer une guerre contre l'OTAN et d'accorder une importance disproportionnée aux armes nucléaires afin d'intimider l'Occident et de s'imposer sur le champ de bataille. «La stratégie et la doctrine russes mettent l'accent sur le potentiel coercitif et les usages militaires des armes nucléaires», assène le «NPR», tout en affirmant que Moscou serait en train de procéder à une «modernisation totale de son arsenal nucléaire», notamment à «des mises à niveau multiples de toutes les composantes de la triade nucléaire russe com-

prenant des bombardiers stratégiques et des missiles basés en mer et au sol». Le rapport évoque enfin le développement par la Russie d'armes nucléaires «non stratégiques» destinées à être utilisées sur de futurs fronts européens contre les forces conventionnelles de l'OTAN.

Cette insistance sur la menace russe peut surprendre quand on se souvient des propos bienveillants de M. Donald Trump à l'égard de M. Vladimir Poutine pendant la campagne présidentielle de 2016. Mais le Pentagone n'a jamais accepté cette attitude conciliante. Tandis que les démocrates et les médias ne cessent de s'affoler d'un complot russe contre la démocratie américaine, il instrumentalise cette obsession pour gonfler les dépenses militaires et obtenir de nouveaux armements, conventionnels et nucléaires.



INGO GÜNTHER. - «Nuclear Comprehensive Test Ban Treaty Monitoring Network» (Réseau de surveillance du traité d'interdiction complète des essais nucléaires), 2013

Postulat douteux

TOUT l'édifice du «NPR» repose sur une affirmation non étayée : la Russie et la Chine accorderaient une place croissante au nucléaire dans leurs stratégies de défense respectives. «Tandis que les États-Unis ont continué de réduire le nombre et l'importance de leurs armes nucléaires, d'autres pays, comme la Russie et la Chine, ont adopté la stratégie opposée. Ils ont ajouté de nouveaux types de capacités nucléaires à leur arsenal. (...) La doctrine et les stratégies de sécurité nationale de la Russie, qui insistent sur la menace d'une escalade nucléaire limitée, sont très préoccupantes», s'inquiète le Pentagone. En cas de guerre avec l'OTAN en Europe, Moscou envisagerait même d'utiliser en premier des armes atomiques «tactiques», notamment des «munitions nucléaires de faible puissance», pour contraindre les Occidentaux à abandonner le combat – une stratégie parfois appelée à Washington «escalade-désescalade». Aucune preuve ne vient pourtant appuyer cette théorie,

jugée fantaisiste par nombre d'analystes indépendants. Lesquels rappellent que la doctrine militaire de Moscou prévoit certes l'utilisation, en premier, des armes nucléaires, mais seulement dans l'éventualité d'une frappe contre le territoire russe. Soit un principe comparable à celui de l'OTAN, qui l'envisage dans le cas d'une «attaque stratégique non nucléaire» de la Russie contre l'Occident.

Mais c'est sur ce postulat douteux que le «NPR» s'appuie pour réclamer plus de «flexibilité» dans la politique d'utilisation des armes atomiques et plus de «diversité» dans la gamme des systèmes d'armement. Selon le document, la Russie serait fondée à estimer qu'un président américain hésiterait à faire usage de l'une des puissantes armes nucléaires en sa possession en réponse à l'utilisation par Moscou d'une arme plus faible : une telle réaction entrai-

(2) Lire «Quand le Pentagone met le cap sur le Pacifique», *Le Monde diplomatique*, mars 2012.

Qualifier les armes

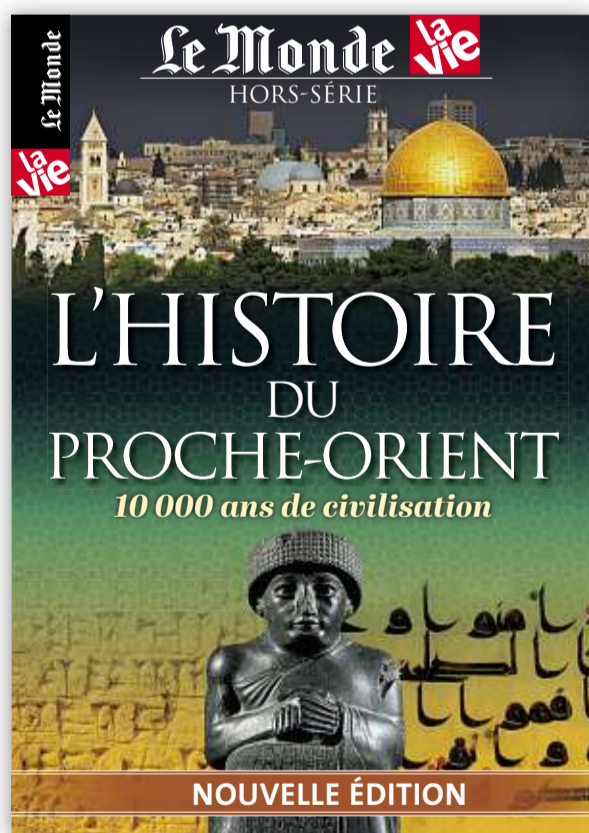
Conventionnelles. Armes classiques conformes aux conventions internationales régissant les guerres (La Haye, Genève, etc.).

Non conventionnelles. Armes nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques (NRBC), ou armes spéciales, généralement de destruction massive.

Stratégiques. Armes, principalement nucléaires, embarquées sur des vecteurs de longue portée, souvent intercontinentaux (bombardiers, missiles de croisière, sous-marins),

dont les objectifs peuvent être démographiques, économiques ou militaires.

Tactiques. Par opposition aux armes stratégiques, armes dont les objectifs sont de portée relativement courte, à visée militaire et souvent défensive. Elles peuvent être définies par leurs effets spécifiques, comme les mines nucléaires terrestres ou sous-marines, les armes à rayonnement renforcé (bombes à neutrons). Les vecteurs utilisés sont les avions, les fusées et les canons ou obusiers.



Écriture, sciences, religions, architecture, urbanisme... le Proche-Orient a longtemps illuminé l'humanité de ses splendeurs. Comment ce berceau de civilisations majeures est-il devenu, en un peu plus d'un siècle, une région d'affrontements aux conséquences géostratégiques mondiales ? Alors que les mondes arabe, perse, turc et kurde traversent de fortes turbulences en ce début d'année 2018, les meilleurs spécialistes revisitent l'histoire de cette civilisation millénaire. Pour analyser et comprendre, au-delà des émotions.

L'HISTOIRE DU PROCHE-ORIENT

Un hors-série *Le Monde* la vie
188 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

STRATÉGIE DU PENTAGONE

L'escalade nucléaire

nerait mécaniquement une surenchère du Kremlin, et donc la guerre totale. Les auteurs insistent alors sur la nécessité pour Washington de disposer d'armes plus modestes afin d'éliminer cette disparité supposée des moyens de dissuasion.

La Chine fait l'objet d'un traitement comparable. Bien qu'elle n'ait jamais menacé d'utiliser, en premier, son arsenal nucléaire – lequel est d'ailleurs moins développé que celui de la France (3) –, le «NPR» affirme que les États-Unis doivent pouvoir la menacer avec un plus grand choix d'armes atomiques, et cela dans un objectif de dissuasion : «La stratégie que nous avons mise au point concernant la Chine vise à empêcher Pékin de conclure à tort qu'il pourrait obtenir un avantage grâce à l'usage limité d'armes nucléaires sur le théâtre des opérations.» Parmi les cibles du Pentagone figure également la Corée du Nord. Le

«NPR» souligne ainsi que Pyongyang protège son système militaire grâce à des infrastructures souterraines, avant d'ajouter : «Les États-Unis continueront de déployer des capacités conventionnelles et nucléaires vers ces cibles.»

Pour rendre cette stratégie crédible, le «NPR» préconise de renouveler en profondeur l'arsenal américain, en se dotant de nouvelles munitions. Conçues il y a plusieurs décennies, la plupart des armes actuelles arriveront bientôt en fin de vie. Aussi faudrait-il remplacer tous les éléments de la «triade nucléaire» par des systèmes plus performants : missiles balistiques intercontinentaux lancés du sol (*intercontinental ballistic missiles*, ICBM), missiles mer-sol balistiques stratégiques (*submarine launched ballistic missiles*, SLBM), bombes et missiles de croisière aéroportés (*air launched cruise missiles*, ALCM).

capacité (notamment des avions de chasse F-15), qui peuvent lâcher des bombes nucléaires de faible puissance B61 sur l'ennemi russe.

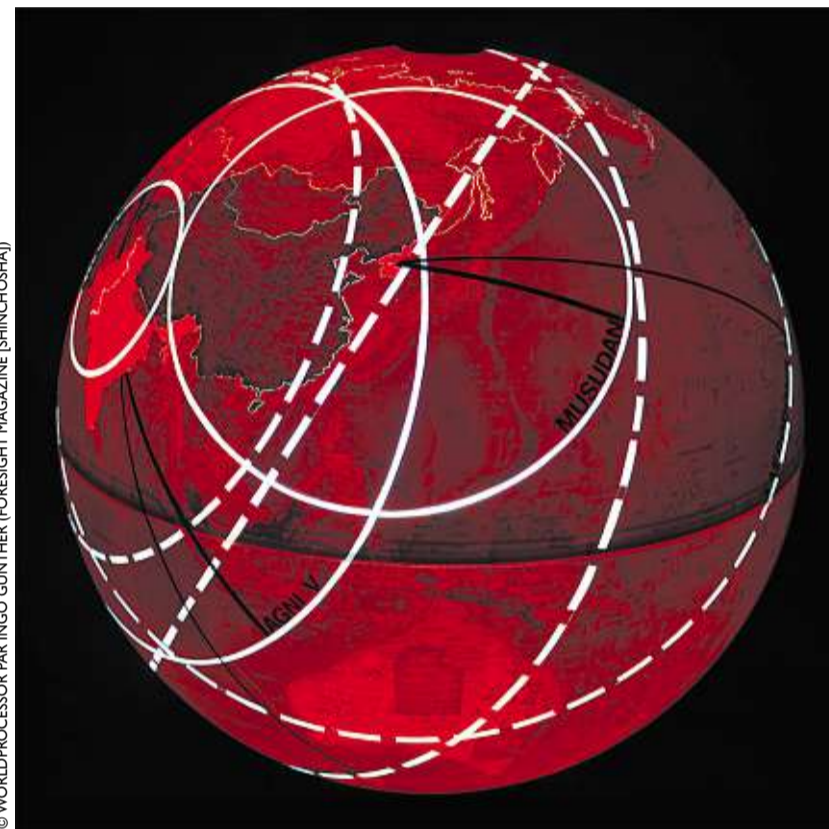
Le Congrès doit encore affecter un budget à tous ces programmes, et il est possible que les objectifs du «NPR» ne soient pas tous atteints. Toutefois, l'atmosphère antirusse qui envire la classe politique américaine rend muette toute opposition à cette relance de la course aux armements, comme en témoigne l'approbation quasi unanime, par les parlementaires des deux partis, d'une aug-

mentation massive des dépenses militaires en 2018. Les dirigeants russes et chinois, entre autres, ne manquent pas de s'inspirer de cette stratégie pour étoffer leurs propres arsenaux.

MICHAEL KLARE.

(3) La Chine posséderait approximativement 270 ogives nucléaires, et la France environ 300. Cf. «Nuclear weapons : Who has what at a glance», Arms Control Association, Washington, DC, janvier 2018, www.armscontrol.org

(4) Cf. Aaron Mehta, «America's nuclear weapons will cost \$1.2 trillion over the next 30 years», *Defense News*, Vienna (Virginie), 31 octobre 2017.



INGO GÜNTHER. – «Nuclear Range» (Portée nucléaire), 2012
Remerciements à Nova Rico SpA, Florence

© WORLDPROCESSOR PAR INGO GÜNTHER (FORESIGHT MAGAZINE (SHINCHOSHAI))

Nouveaux équipements

DANS l'espoir de convaincre le Congrès de soutenir la diminution du nombre d'armes nucléaires, M. Obama avait accepté d'entreprendre la conception de nouveaux équipements : des sous-marins lanceurs d'engins (classe Columbia), des bombardiers stratégiques (B-21), des missiles de croisière aéroportés à longue portée ou encore un système de «dissuasion stratégique basée au sol», destiné à remplacer les missiles balistiques intercontinentaux à ogive nucléaire Minuteman. Mais l'ancien président avait laissé à son successeur le soin de décider s'il fallait vraiment se les procurer. L'administration Trump a choisi de les développer tous.

La conception et la production de cette artillerie s'étaleront sur de nombreuses années, pour une facture totale estimée, au minimum, à 1 200 milliards de dollars (4). Dans sa proposition budgétaire pour 2019, l'administration Trump a d'ores et déjà prévu 2,3 milliards de dollars pour les bombardiers B-21, 3,7 milliards pour les Columbia, 600 millions pour les missiles à longue portée et 300 millions pour le système de dissuasion, soit un premier acompte de 6,9 milliards de dollars. Pour mettre en œuvre sa stratégie de dissuasion «flexible» et «sur mesure», le Pentagone devrait enfin se doter de munitions nucléaires de faible puissance, utilisables contre la Russie ou la Chine lors d'un éventuel conflit. Dans le cadre de leur engagement au sein de l'OTAN, les États-Unis stationnent pourtant déjà en Europe des avions à double

.../...

Corée du Nord

L'administration Trump a récemment publié un rapport sur l'«Évaluation du dispositif nucléaire» qui montre clairement son odieuse volonté de faire chanter d'autres États souverains et de dominer le monde grâce aux armes nucléaires. (...) Les États-Unis sont le premier pays à avoir développé des armes nucléaires et le seul à avoir massacré des centaines de milliers de civils en les utilisant. (...) Les États-Unis dissimulent de moins en moins leur tentative de maintenir leur domination du monde en violant de façon obscène la loi internationale. (...) La dure réalité actuelle prouve que nous avons absolument raison de soutenir notre programme de dissuasion nucléaire, en bravant toutes les difficultés.

Communiqué du ministère des affaires étrangères de la Corée du Nord, 6 février 2018.

Russie

Le document s'organise autour d'une logique de confrontation et d'une logique antirusse. Il est regrettable que les États-Unis justifient leur politique d'accroissement massif de leurs capacités nucléaires en s'appuyant sur la politique de modernisation nucléaire de la Russie et sur une prétendue mise en avant de l'arme nucléaire dans sa doctrine. (...) Tout cela n'a rien à voir avec la réalité. La doctrine militaire russe limite clairement la possibilité d'utiliser les armes nucléaires à deux scénarios défensifs : en réponse à une agression contre la Russie et/ou ses alliés par le biais d'armes nucléaires ou de toute arme de destruction massive, ou en réponse à une agression non nucléaire, mais uniquement si la survie de la Russie est menacée.

Communiqué de M. Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères russe, 3 février 2018.



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

CHAMBÉRY. Le 28 mars : soirée Venezuela. (amd-savoie.com et huclin@orange.fr)

LYON. Dans le cadre du partenariat avec le Ciné Toboggan, à Décines-Charpieu, pour Les Écrans du doc, festival du film documentaire, du 13 au 18 mars. Le 15 mars, à 18 heures, projection du film de Theresa Traoré Dahlberg *Ouaga Girls*, et, à 20h30, de *Makala*, d'Emmanuel Gras. Le 17 mars, à 15h45, projection du film de Bernhard Braunstein *Atelier de conversation*, suivie d'un débat avec Véronique Rivière, enseignante-chercheuse à l'université Lyon-II. Le 27 mars, à 18h30, à la Bourse du travail, salle Moissonnier (Lyon 3^e) : débat avec Akram Belkaïd à propos du numéro de *Manière de voir* «Palestine. Un peuple, une colonisation». En partenariat avec l'Association France-Palestine Solidarité et le Collectif 69 de soutien au peuple palestinien. (catherine.chauvin@wanadoo.fr)

VALENCE. Le 1^{er} mars, à 20 heures, au lycée agricole du Valentin, avenue de Lyon à Bourges-Valence : «Projet pour une presse libre», avec Pierre Rimbart. En partenariat avec l'Université populaire de l'agglomération valentinoise. Du 7 au 18 mars, les AMD sont partenaires du festival Regards sur le cinéma espagnol et latino-américain. Le 22 mars, à 19 heures, au Causse tousjours, 8, rue Gaston-Rey : «Le Monde diplomatique, histoire d'une indépendance». Le 29 mars, à 20 heures, au lycée agricole du Valentin : «Où en est la Turquie?», avec Jean Marcou. En partenariat avec l'Université populaire de l'agglomération valentinoise. (suzanne.dejours@orange.fr)

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

BESANÇON. Le 15 mars, à 19h30, à la faculté des Lettres (amphithéâtre Donzelot), 32, rue Mégevand : «L'emploi à quel prix?», avec Bernard Friot, autour du *Manuel d'économie critique* du Monde diplomatique. (philippe.rousset@laposte.net)

NORD FRANCHE-COMTÉ. Le 22 mars, à 20h30, au cinéma Majestic, 16, rue du Docteur-Joseph-Courvoisier, à Vesoul :

projection du film de Ziad Kalthoum *Taste of Cement*, suivie d'un débat avec l'association interculturelle franco-syrienne Logospher. Le 27 mars, à 20h30, au Bar atteint, 25, rue de la Savoureuse à Belfort : projection du film de Raoul Peck *I Am Not Your Negro*, suivie d'un débat animé par les Amis de l'émancipation sociale. (odile-mangeot@wanadoo.fr)

BRETAGNE

RENNES. Le 15 mars, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc : «café-Diplo» autour de l'article de Michel Bozon «Transformations de la sexualité, permanence du sexisme» (février). (ppdl@orange.fr)

SAINT-BRIEUC. Le 23 mars, à 19h45, à la Maison Louis-Guilloux, 13, rue Lavoisier : «café-Diplo» autour de l'article de Dany-Robert Dufour «Les prospérités du vice» (décembre 2017). (fame973@gmail.com)

CENTRE-VAL DE LOIRE

MONTARGIS. Le 11 mars, à 14 heures, au Hangar à Châlette-sur-Loing : rencontre avec Cécile Marin et Olivier Pironet pour le numéro de *Manière de voir* «Palestine. Un peuple, une colonisation». En partenariat avec l'Association France-Palestine Solidarité. (pjherry@orange.fr)

ORLÉANS. Le 1^{er} mars, à 20 heures, à la Maison des associations, rue Sainte-Catherine : «En France, comment résister sous les bombes médiatiques?», débat à partir de l'article de Rafael Correa (février). (lesamadorleans@outlook.fr)

TOURS. Le 16 mars, à 20h30, au Foyer des jeunes travailleurs, 16, rue Bernard-Palissy : «En finir avec les luttes défensives», avec Bernard Friot. Le 15 mars, à 19 heures, et le 19 mars, à 11 heures : présentation du numéro du mois sur Radio Béton (93.6). (pjc.arnaud@orange.fr)

GRAND EST

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE. Le 20 mars, à 18h30, salle Valmy, 4, rue Flandres-Dunkerque : «café-Diplo» autour de l'article de Leïla Shahshahani «Vaccinations obligatoires, le débat confisqué» (janvier). (amdchalons@hotmail.com)

COLMAR. Le 30 mars, à 20 heures, au cinéma Le Colisée, rue du Rempart : projection du film de Mariana Otero *L'Assemblée*, suivie d'un débat sur les nouvelles initiatives démocratiques. En partenariat avec l'association Lézard. (amdcolmar@gmail.com)

METZ. Le 8 mars, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément : «café-Diplo» autour de l'article de Frédéric Lordon : «Le complot des anticomplotistes» (octobre 2017). Le 16 mars, à 18h30, librairie La Cour des grands, 12, rue Taison : rencontre

avec Jean-Marc Royer pour son livre *Le Monde comme projet Manhattan* (Le Passager clandestin). Le 20 mars, à 19h30, cloître des Récollets, 1, rue des Récollets : «Le Proche-Orient au tournant : de la colonisation à l'annexion», avec Dominique Vidal. Rencontre organisée avec le Comité mosellan des droits de l'homme. (amd.metz@gmail.com)

GUADELOUPE

Le 16 mars, à 19 heures, médiathèque de Port-Louis : projection-débat du film d'Olivier Peyon et Cyril Brody *Latifa, le cœur au combat*. Le 20 mars, à 19h30, au cinéma Robert-Loyson au Moule : projection-débat du film de Ziad Doueiri *L'Insulte*. (danimaginaire@yahoo.fr)

ÎLE-DE-FRANCE

PARIS. Les 11 et 12 mars, de 12 à 18 heures, à La Bellevilloise, 21, rue Boyer : table de presse des Amis au Salon anticolonial. Le 15 mars, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier : «Les impérialismes dans l'Afrique d'aujourd'hui», avec Michèle Decaster et Jean-Claude Rabéhérifara. Le 21 mars, à 19 heures, à l'Institut du monde arabe (IMA) : «L'héritage culturel palestinien et sa dépossession par l'État d'Israël», avec Leïla Shahid, Akram Belkaïd et Olivier Pironet, autour du numéro de *Manière de voir* «Palestine, un peuple, une colonisation». En partenariat avec les Amis de l'IMA. Réservation : amis@imarabe.org. Le 24 mars, à 19 heures, au Théâtre Dunois, 7, rue Louise-Weiss : rencontre avec Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon pour leur livre *Pourquoi les riches sont-ils de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres?* (La ville brûle). (Réservation : 01-45-84-72-00 et colombardo@theatredunois.org). (amis.diplo.75@gmail.com)

SEINE-SAINT-DENIS. Le 16 mars, à 19 heures, à La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis : «L'économie sociale et solidaire, un bilan controversé», avec Jean-Claude Richard et Benoît Bréville. (amis.diplo.93@gmail.com)

VAL-DE-MARNE. Le 17 mars, à 20h30, à la MJC Village, 57, rue du Général-Leclerc à Créteil : représentation de *La Femme comme champ de bataille*, de Matéi Visniec, suivie d'un débat avec Vincent Dray. (Réservation : 06-81-31-41-36 ou cie.lembellie.turquoise@gmail.com)

YVELINES. Le 3 mars, à 17 heures, salle Montgolfier, hôtel de ville de Versailles, rencontre avec Guillaume Pitron pour son livre *La Guerre des métaux rares* (Les Liens qui libèrent). (eveleveque@wanadoo.fr)

NORMANDIE

CAEN. Le 15 mars, à 19 heures, émission des AMD14 à écouter sur www.zonesdondes.org et <http://radio-toucaen.fr>. (duboisbo@yahoo.fr)

NOUVELLE-AQUITAINE

ANGOULÈME. Le 5 mars, à 19h30, à la Maison des peuples et de la paix, 50, rue Hergé : «Migrations, un enjeu économique, politique, social et humain». (patrickbouthinon@orange.fr)

GIROUDE. Le 6 mars, à 19 heures, salle Aragon à Port-Sainte-Foy : repas et, à 20 heures, «café-Diplo». Le 23 mars, à 20 heures, à la Maison des associations, 47, boulevard de Quinault à Libourne : «café-Diplo». (amis.diplo33@gmail.com)

LA ROCHELLE. Le 7 mars, à 20h15, à la librairie Les Rebelles ordinaires, rue des Trois-Fuseaux, «café-Diplo» autour du numéro de février du *Monde diplomatique*. Le 30 mars, à 19 heures, au même endroit, rencontre avec Guillaume Pitron pour son livre *La Guerre des métaux rares*. (jose.dacunha5@free.fr)

POITIERS. Le 22 mars, à 20 heures, à L'Envers du bocal, rue de la Regratterie : «café-Diplo» autour de l'article de Dany-Robert Dufour «Les prospérités du vice» (décembre 2017). (dominique.leblanc@wanadoo.fr)

OCCITANIE

ALÈS. Le 8 mars, à 9h30, sur radio Grille ouverte (88.2) : présentation du *Monde diplomatique* du mois. Le 15 mars, à 20h30, salle du Capitole : projection du film de Gilles Balbastre *Transport de marchandises : changeons d'ère!*, suivie d'un débat avec le réalisateur. (amd30@orange.fr)

ARIÈGE. Le 2 mars, à 18 heures, salle multimédia du Mas-d'Azil : «Rien n'est fini en Grèce», avec Emmanuel Jardin. À 20h45, projection du film *L'Amour et la Révolution*, suivie d'un débat avec le réalisateur Yannis Youlountas. (micsans@gmail.com)

CARCASSONNE. Le 1^{er} mars, à 20h30, au cinéma Le Colisée : projection-débat du film de Yannis et Maud Youlountas *L'Amour et la*

«L'uberisation de la société», rencontres-débats avec Pierre Rimbart.

Toulouse : le 29 mars, à 20h30, salle Jean-Rancay.

Carcassonne : le 30 mars, à 20h30, salle René-Douce, Ventenac-Cabardès.

En partenariat avec l'association AVEC.

Perpignan : le 31 mars, à 15h30, salle des Libertés, 9, rue Edmond-Bartissol.



LITTÉRATURES

Tournoiement des silences

Classé sans suite
de Claudio MagrisTraduit de l'italien par Jean
et Marie-Noëlle Pastureau, Gallimard,
coll. « L'arpenteur », Paris, 2017,
480 pages, 24 euros.

AU CENTRE de *Classé sans suite*, Claudio Magris a installé un étrange personnage qui, afin de constituer un « musée total de la guerre, pour l'avènement de la paix et la désactivation de l'histoire », s'est obstiné à collectionner les armes de toutes sortes et à recueillir, sur le lieu des supplices, les noms des victimes et des bourreaux. Quand s'ouvre le livre, cet homme est mort dans l'incendie du hangar où s'entassaient ses reliques, mais il laisse derrière lui une multitude de carnets, objets et autres traces, sur lesquels la jeune Luisa, chargée de concevoir le musée, se penchera tout au long du roman. Cette figure de collectionneur, improbable mais inspirée « d'une personne qui a réellement existé », ne surprendra pas les familiers de Magris. Il bâtit souvent ses fictions autour de personnages réels, mais marginaux, excentriques, inactuels, comme des témoins et des vestiges d'un temps passé, du chef cosaque Krasnov, égaré dans le Frioul aux côtés de la Wehrmacht, dans *Enquête sur un sabre*, un philosophe Carlo Michelstaedter dans *Une autre mer...* On ne s'étonnera pas davantage de le voir situer son récit à Trieste, sa ville natale, où il a déjà avanturé plusieurs de ses livres (1).

Mais le personnage et la ville ne sont que deux pivots autour desquels Magris fait graviter des éléments d'une tout autre envergure. Trieste, ville frontière, mal arrimée entre Est et Ouest, tiraillée entre l'Empire austro-hongrois, l'Italie et la Yougoslavie, ballottée, au fil du temps, d'une identité à l'autre, est un territoire palimpseste qui permet d'embrasser tout un pan de l'histoire de l'Europe. Quant au collectionneur, son « désir irrépressible de tout ramasser et de tout mettre en fiches », sa quête névrotique des armes et des drames permettent à l'écrivain de remettre au jour et de cadastrer les calamités du siècle – et d'abord celles de la seconde guerre mondiale, trop vite enfouies. « On fait disparaître les preuves dans les décharges, et ensuite on recouvre les décharges, mais moi, je les découvre, je les fouille », dit le personnage de Magris. Comme lui, l'écrivain travaille à excaver les mémoires – mémoire familiale de Luisa, mémoire triestine d'après-guerre, mémoires « mitteleuropéennes » accumulées, et jusqu'à la mémoire séculaire de l'esclavage – pour ramener à la surface des drames « classés sans suite ».

Quoique composé de fragments jointoyés, le livre de Magris reste régi par une ambition encyclopédique et totalisante qui n'est guère dans le goût actuel, et qui l'apparente plutôt aux grands romans du siècle précédent. On n'entre pas aisément dans ce kaléidoscope étourdissant de pays, d'époques et de personnages, dans cette litanie d'armes et de peines. Mais on y retrouve le génie singulier de Magris, qui éclatait dans son chef-d'œuvre *Danube* : lesté de sa formidable érudition, il parvient à embrasser, à partir d'un lieu circonscrit, tout un continent; à retrouver, derrière un banal objet ou un simple détail, des épaisseurs d'histoire sédimentée. Il poursuit ici son vertigineux inventaire du passé et de ses persistances, afin, comme il le soulignait dans *Utopie et désenchantement*, de « défendre la mémoire historique, qui risque d'être effacée, et sans laquelle on ne peut plus sentir la plénitude et la complexité de la vie ».

ANTONY BURLAUD.

(1) Tous les ouvrages cités ont paru chez Gallimard.

EUROPE

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE.
– Guillaume Courty et Guillaume DevinLa Découverte, coll. « Repères »,
Paris, 2018, 128 pages, 10 euros.

S'il nécessite une lecture attentive, ce petit livre dense fournit cependant les clés de compréhension des logiques originales qui sous-tendent la construction européenne. Il en ressort deux aspects contradictoires. Le premier est le caractère conjoncturel de certains développements : par exemple, si les États choisissent la coopération européenne pour se relever de la guerre en 1951, ce sont les événements, la réunification de l'Allemagne, qui vont pousser au renforcement de l'union politique et à l'euro. Le second aspect tient à la dimension idéologique d'une construction économique imprégnée de libéralisme. Les auteurs, partisans de la construction européenne, s'attardent peu sur certains de ses défauts majeurs, comme le manque de démocratie. En revanche, ils décrivent de manière assez clinique comment, par exemple, le principe de subsidiarité, présenté comme un rempart contre l'extension des compétences de l'Union, la favorise en pratique.

ANNE-CÉCILE ROBERT

AFRIQUE

JOURNEY TO EXTREMISM IN AFRICA.
– Programme des Nations unies pour le développementOrganisation des Nations unies,
New York, 2017, 128 pages, gratuit en ligne.

Ce rapport peu médiatisé du bureau régional du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) tente d'identifier les principaux facteurs de ralliement à des organisations terroristes (33 300 tués dans des attentats entre 2011 et 2016). Issu d'une enquête de terrain menée pendant deux ans, il analyse le parcours de plusieurs centaines de personnes, dont 495 recrues volontaires de groupes comme les Chabab et Boko Haram, ainsi que les témoignages d'anciens djihadistes recueillis dans des prisons et des centres de réinsertion de plusieurs pays : Cameroun, Kenya, Niger, Nigeria, Somalie et Ouganda. L'étude propose un portrait-type : « Un individu frustré, marginalisé, négligé depuis l'enfance ; une personne « en mal de perspectives d'avenir, économiques ou civiques, et ayant peu confiance dans les capacités de l'État à assurer les services de base ou le respect des droits humains ».

OLIVIER PIOT

L'ÉNIGME ET LE PARADOXE. Économie
politique de Madagascar. – Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel WachsbergerAFD-IRD Éditions, Paris-Marseille,
2017, 280 pages, 32 euros.

En matière de ressources naturelles, de démographie, de cohésion nationale ou d'éducation, Madagascar se situe dans la moyenne des cinquante États africains. S'y ajoutent une biodiversité étonnante et une conflictualité faible; pas de catastrophe naturelle ou politique majeure depuis l'indépendance. La richesse par habitant, pourtant, y a baissé par rapport à 1960 – un cas unique en Afrique. Les causes identifiées par les auteurs? La rente étatique est partagée entre quelques groupes coupés du peuple. Les récessions économiques succèdent aux crises politiques. L'insignifiance des partis, des corps intermédiaires, et la confusion des pouvoirs sont aggravées par l'intrusion des Églises, qui jouent la culture du « respect » contre l'exigence démocratique. Les élites utilisent à leur profit les ordres des bailleurs. On diminue le nombre de fonctionnaires, marginalisant les ruraux, dont la « résignation » perpétue le statu quo.

CHRISTOPHE WARGNY

MAGHREB

L'UDMA ET LES UDMISTES. Contribution
à l'histoire du nationalisme algérien. – Malika Rahal

Barzakh, Alger, 2017, 520 pages, 20 euros.

L'ouvrage traite de l'histoire de l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA, 1946-1956), dont Ferhat Abbas fut l'une des figures marquantes, et à sa recherche d'une conquête pacifique de l'indépendance. Il s'intéresse également à l'entrée dans la culture algérienne du parti politique comme moyen de lutte démocratique. Sans éluder « la réalité du rapport de forces colonial », cette « contribution à l'histoire du nationalisme algérien » resitue la stratégie d'Abbas et de ses compagnons pour fédérer leurs compatriotes dans un contexte marqué par la rivalité entre le Parti communiste algérien, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques et l'Association des oulémas, avant la constitution du Front de libération nationale (FLN), auquel il se ralliera en 1956. Il fut longtemps victime de préjugés liés notamment à son opposition à la dictature d'Ahmed Ben Bella et de Houari Boumediène. Son action est ici remise en perspective.

ALI CHIBANI

ASIE

LES SUD-CORÉENS. – Frédéric Ojardias

Ateliers Henry Doucier,
coll. « Lignes de vie d'un peuple »,
Paris, 2017, 144 pages, 14 euros.

Journaliste à Séoul, Frédéric Ojardias réussit à faire vivre la société sud-coréenne à travers ses rencontres avec vingt-deux personnages représentatifs. Vingt-deux symboles, autant de personnalités singulières qu'il interroge avec finesse et précision. On y trouve le surprenant maire de la capitale, une ancienne cadre de Corée du Nord passée au Sud via la Chine, une membre de la diaspora (*gyopo*) devenue entrepreneuse, une militante contre la militarisation de l'île Cheju, un spécialiste du chamanisme, un bouddhiste, une cinéaste, un écrivain... Saluons la place donnée ici aux femmes dans un pays qui a tendance à les reléguer à la maison. Un portrait vivant et haut en couleur de la Corée du Sud, auquel l'ouvrage apporte une cohérence grâce à son découpage en cinq chapitres : l'identité coréenne; les « vertiges de vies ultraconnectées »; les dégâts de la modernité et de la hiérarchie sociale; le « grand brassage religieux »; le « bouillonnement artistique ». De quoi comprendre les lignes de force de ce pays du Matin calme à la vie si tumultueuse.

M. B.

PROCHE-ORIENT

LA RÉVOLUTION KURDE. Le PKK et la
fabrique d'une utopie. – Olivier GrojeanLa Découverte, coll. « Cahiers libres »,
Paris, 2017, 258 pages, 17 euros.

Par-delà l'engouement que suscite, dans une partie de la gauche internationale, ce que l'on nomme parfois la « révolution kurde », Olivier Grojean propose d'étudier les changements et les continuités du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui domine la dynamique politique kurde en Turquie depuis le début des années 1980, et de son organisation sœur en Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD). Au cœur des mutations, il y a le passage de l'idéologie marxiste-léniniste et nationaliste au projet de « confédéralisme démocratique » inspiré par le libertaire américain Murray Bookchin – concept qui intègre la lutte pour l'égalité entre les sexes et l'écologie. Avec distance, l'auteur s'interroge sur la permanence de pratiques autoritaires, notamment à l'égard de ses rivaux, qui subsisteraient derrière l'ouverture démocratique du mouvement. Seule une situation pacifiée pourra sans doute permettre de prendre toute la mesure de ces nouvelles pratiques politiques.

MATHIEU LÉONARD

LE YÉMEN. De l'Arabie heureuse à la guerre.
– Laurent Bonnefoy

Fayard, Paris, 2017, 348 pages, 23 euros.

Laurent Bonnefoy entreprend d'éclairer un paradoxe : le Yémen est « perçu comme une source de problèmes si graves qu'ils justifient des ingérences militaires étrangères », mais il « reste en fine négligé et incompris ». Le chercheur dénonce ainsi la « grille de lecture géopolitique simplificatrice » qui fait voir ce pays uniquement comme un terrain d'affrontement entre puissances régionales. Et il critique l'approche sécuritaire des diplomates occidentales, qui vise à lutter contre le terrorisme, notamment celui d'Al-Qaïda, sans chercher à comprendre les ressorts de son implantation. Il insiste au contraire sur les dynamiques politiques internes, comme la « compétition entre élites » ou les « enjeux identitaires hérités de l'histoire yéménite » des cinquante dernières années. La déconstruction d'un Yémen marginalisé dans la mondialisation passe aussi, selon lui, par l'importance accordée aux flux migratoires en partance pour le pays et par la circulation de la création artistique, en plein bouleversement depuis le « printemps » de 2011.

NICOLAS APPELT

AMÉRIQUES

LA PASSION DU SCHISTE. Capitalisme,
démocratie, environnement en Argentine.
– Collectif

Cetim, Genève, 2016, 184 pages, 13 euros.

La fièvre extractiviste a saisi le nord de la Patagonie depuis la découverte, en 2010, d'un gisement potentiel d'hydrocarbures non conventionnels (HNC), Vaca Muerta. Cet ouvrage mêle enquêtes de terrain, travaux de chercheurs et propositions d'organisations mobilisées contre les méfaits de l'exploitation de la roche-mère en Argentine et ailleurs. Il décrit les dégâts écologiques et sanitaires du schiste; il chronique la pollution sociale et démocratique qui découle de l'arrivée d'une industrie au modèle économique toujours incertain; il analyse enfin les alliances contradictoires d'un État qui prétend défendre sa souveraineté... en s'alliant à une multinationale condamnée en Équateur pour avoir dévasté l'Amazonie. La lecture de cet ouvrage amènera tous ceux qui, avec le préfacier Adolfo Pérez Esquivel, jugent « nécessaire de désarmer les structures de l'injustice, celles d'un monde harcelé par le pillage des grandes sociétés transnationales, qui polluent les ressources vitales ».

CHRISTOPHE VENTURA

MUMIA ABU-JAMAL, COMBATTANT DE
LA LIBERTÉ. – Claude Guillaumaud-PujolLe Temps des cerises, Montreuil,
2017, 166 pages, 13 euros.

Une panthère noire rôdait dans les rues de Philadelphie... Bien avant Black Lives Matter (Les vies des Noirs comptent), il y eut le Black Panther Party, né en 1966. Huey Newton, cofondateur de ce mouvement qui se donnait notamment pour but d'organiser l'autodéfense des Noirs américains contre les violences policières, en rappelait les outils de base : « Un manuel de droit, un magnétophone et un revolver. » Il faut y ajouter aujourd'hui un smartphone, les réseaux sociaux et une patience à toute épreuve. Mumia Abu-Jamal, né en 1954, animateur de radio et militant, a été condamné à la peine de mort en 1982 pour le meurtre d'un policier qu'il a toujours nié. Les nombreux recours sont restés vains. L'ouvrage raconte son enfance, son engagement, et la fameuse convention de 1970 à Philadelphie où l'intervention policière ordonnée par le maire tourna en faveur des Black Panthers. En 1995, le Federal Bureau of Investigation (FBI) invalide plus de mille jugements. En 2000, Amnesty International déclare que les droits élémentaires de Mumia Abu-Jamal n'ont pas été respectés. En 2011, sa peine est commuée en prison à vie...

CHRISTOPHE GOBY

GÉOPOLITIQUE

MÉDITERRANÉES POLITIQUES. –
Matthieu Rey et Henry LaurensPresses universitaires de France,
coll. « Lavièdesidées.fr », Paris, 2017,
112 pages, 9,50 euros.

C'est une intervention française dans la guerre d'indépendance grecque qui fait naître, autour de 1830, la Méditerranée « comme catégorie intellectuelle ». Le substantif émerge – trois siècles après l'adjectif – de cette riche séquence, césure sanitaire (fin des grandes pestes) et technique (arrivée des bateaux à vapeur). Et « l'invention d'un mot signifie une nouvelle manière de penser », résume l'historien Henry Laurens, qui, avec quatre autres contributeurs, esquisse le portrait politique de cet espace tourmenté. Avec l'intégration européenne au nord et des processus de décolonisation, puis des tentatives d'union régionale au sud, les années 1950-1970 marquent un tournant. Entre le processus de Barcelone (1995) et la tentative, en 2008, de créer l'Union pour la Méditerranée, il y aura eu le 11 septembre 2001, qui viedra, lui, nourrir une « syntaxe sécuritaire » entre les deux rives. Dix ans plus tard, les révoltes arabes rappelleront une réalité très politique : autour de ce bassin, où se frottent Nord et Sud, Orient et Occident, « les ambitions de convergence ont échoué, dès lors qu'elles prenaient pour appui une catégorie d'acteurs sans l'assentiment de leurs sociétés ».

EMMANUEL RIONDÉ

HISTOIRE

Salut à la fraternité ouvrière

HASARD ou signe des temps, deux livres viennent rappeler que, sans une mémoire active du passé, les beautés des conquêtes et des aspirations collectives sont vite effacées de l'histoire. Au plus grand bénéfice des donneurs d'ordres et de leçons. Le premier de ces ouvrages (1), « *L'Humanité* ». *Figures du peuple*, apparaît comme une sorte d'inventaire de cette classe ouvrière si dangereuse dans l'imaginaire des bourgeois d'hier et d'aujourd'hui; un inventaire « à la Prévert », pour citer Gérard Mordillat – qui le préface –, atypique puisqu'il utilise des photographies. Celles-ci vont durablement imposer ces « figures du peuple » en action, dans les usines, les ateliers, les entrepôts, sur les docks, comme dans l'espace public – manifestations, rassemblements, meetings. Elles finiront, en dépit des censures diverses, à la « une » d'au moins un journal : celui fondé par Jean Jaurès, dont les archives photographiques ont fait en 2003 l'objet d'un accord entre *L'Humanité*, l'association Mémoires d'Humanité et le conseil général de la Seine-Saint-Denis, permettant ainsi leur dépôt aux archives départementales.

Des premières grèves aux occupations d'usine, des « manifs » ouvrières aux mouvements sociaux, ces images, qui couvrent presque un siècle de luttes, ne se contentent pas d'informer. Elles attaquent aussi

l'esthétique dominante. Ainsi, l'art du portrait, longtemps lié à la culture bourgeoise, est ici ramené à des réalités d'autant plus politiques qu'elles sont prosaïques, et il en prend une grandeur singulière. La photographie, comme le rappelle Mordillat, n'est pas une image juste : c'est juste une image, et ses lectures sont indissociables de son contexte. Elle est aussi la rencontre entre le photographié, le photographe et le spectateur. Et quand, comme ici, elle interpelle, dérange, interroge, à rebours de l'effet de séduction recherché par les publicitaires et les communicants, l'émotion qui naît engage à la réflexion.

Livre collectif, *Le Havre la rebelle* (2) rassemble de multiples acteurs et auteurs liés à l'histoire d'avant, celle qui rôde encore dans les rues gériennes. Cette histoire-là est celle d'un port jadis industriel, « capitale des grèves et de la lutte de classe », en passe de devenir un musée pour bobos ou un territoire à grandes enseignes. Au Havre, l'un des spectres têtus du passé s'appelle Jules Durand, anarcho-syndicaliste condamné injustement à mort lors des grèves de 1910, finalement libéré à la suite d'une très forte mobilisation. Ni un héros ni une icône, mais une des grandes figures qui continuent de peupler l'atmosphère de cette ville dont les cicatrices, malgré l'énergie déployée par les notables, ressurgissent

aux vents des luttes. Alors, il faut bien se remettre : aller s'irriter un verre dans un bistrot ou un autre, croiser les voix et les corps des dockers, des rockeurs et des rappers, rire et s'exclamer au ciné-club underground Cannibale Peluche, saluer l'article de *L'Ouvrier normand* qui, en 1886, dénonçait les affiches xénophobes évoquant, déjà, la préférence nationale... Les célébrations officielles des 500 ans de la ville, en 2017, et autres manifestations « prestigieuses » ont beau tenter de raconter une autre histoire, les fantômes sont tenaces, et remuants. Le Havre demeure une ville de brique et de broc, de béton et de barricades. Le tout cimenté par une indéfectible fraternité dont les photographies illustrant l'ouvrage rendent compte : celle des syndicats (en particulier la Confédération générale du travail), des révoltés, des « venus de » – comme Little Bob, le rockeur d'origine italienne –, des artistes-artisans, des « sans »... « *Je viens du Havre, où même la mer fait la Manche* », rappe-t-on.

ARNAUD DE MONTJOYE.

(1) Danielle Tartakowsky, « *L'Humanité* ». *Figures du peuple. Une plongée dans les archives photographiques du journal*, Flammarion, Paris, 2017, 304 pages, 35 euros.(2) Jean-Pierre Levaray (sous la dir. de), *Le Havre la rebelle*, Libertia-UL CGT, Paris-Le Havre, 2017, 200 pages, 15 euros.



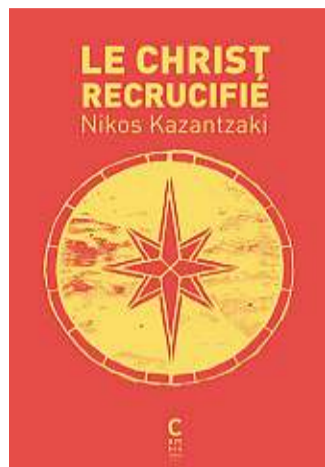
DU MONDE

En direction du Soleil levant

Le Christ recrucifié
De Nikos Kazantzaki

NIKOS KAZANTZAKI (Héraklion, 1883-Fribourg, 1957) fut un écrivain prolifique à l'œuvre multiple (essais, romans, théâtre, poésie), principalement connu pour deux livres : *Alexis Zorba* (1946) et *La Dernière Tentation du Christ* (1954), dont l'adaptation cinématographique réalisée par Martin Scorsese en 1988 fit scandale. *Le Christ recrucifié*, publié en 1948 et qui paraît aujourd'hui dans une nouvelle traduction, se situe dans la lignée de ces deux ouvrages, entre récit réaliste et parabole aux accents lyriques et mythologiques.

« Les oiseaux de nuit, poussés par le désir et la faim, se mirent à crier dans les ténèbres. Les premières étoiles, les plus grosses, se suspendirent à la voûte céleste. » Tout commence par un jeu de masques. Nous sommes entre 1920 et 1922, pendant la guerre gréco-turque, et les habitants du petit village de Lycovrissi, en Anatolie, sont appelés à incarner les personnages de l'Évangile pour les célébrations de la Pâque orthodoxe de l'année suivante. La distribution des rôles se fait sous nos yeux. Il y a ceux des apôtres, confiés à Yannakos le commis, Costantis le cafetier et Michélis, le fils du chef du village. Il y a la veuve Katérina en Marie Madeleine, Pannayotis l'alcoolique en Judas et, pour finir, le Christ, échu au jeune berger Manolios... Tout semble se dérouler sans heurts, jusqu'à ce qu'un groupe de réfugiés grecs, chassés de leur village par les armées turques, débarque à Lycovrissi. Guidés dans leur exil par le père Photis, ils viennent demander nourriture et accueil : « Voilà trois mois que nous marchons, traqués, affamés, malades. Beaucoup sont restés en chemin. Nous les enterrions et nous repartions, nous, les survivants ! »



Mais ils seront repoussés par les notables – et par la majeure partie des habitants, manipulés par la peur – et choisiront d'installer leur campement sur le mont Sarakina voisin.

Le roman suivra alors le Christ-Manolios et ses apôtres dans leur combat aux côtés des réprouvés contre les pouvoirs établis : « Les hommes d'Église et de pouvoir peuvent bien me maudire. C'est vous, les prêtres, qui avez crucifié

le Christ. S'il revenait sur Terre, vous le crucifieriez une seconde fois. » On assiste peu à peu à l'explosion de la micro-société de Lycovrissi, révélée par les antagonismes. La guerre fratricide entre les deux groupes ennemis prend au fil des pages des échos de plus en plus puissamment politiques : « Maintenant, nous allons tout mettre en commun, il n'y a plus de tien et de mien, il n'y a plus de clôtures, de serrures, ni de coffres. Ici, nous travaillerons tous, et nous aurons tous à manger. » Lutte des classes en Anatolie, où est brandie l'image d'un Christ féroce, érigé en icône révolutionnaire... En effet, la bande des proscrits du mont Sarakina n'est pas sans rappeler les bolcheviks de la révolution d'Octobre, mais aussi les klephtes, combattants de la liberté pendant la guerre d'indépendance de 1821, ou encore les haïdouks de Panaït Istrati (1), dont Kazantzaki fut un proche ami.

Avec *Le Christ recrucifié*, le romancier exalte les rêves et les luttes de son peuple face à l'histoire, avec ferveur mais sans dogmatisme, comme un chant dédié aux damnés de la Terre dans leur perpétuel exil : « Et ils reprirent la route, en direction du Soleil levant. »

CLÉMENT BONDU.

(1) Cf. Panaït Istrati, *Œuvres*, tome I, Pêhus, Paris, 2006. Lire Sébastien Lapaque, « Panaït Istrati, roi des vagabonds », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015.

IDÉES

EDWARD SAID. Le roman de sa pensée. – Dominique Eddé

La Fabrique, Paris, 2017, 240 pages, 15 euros.

Il s'agit ici d'une tentative de saisir les racines et les ramifications de l'œuvre d'Edward Said (1935-2003), auteur notamment de *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (Seuil, 1980). Dominique Eddé, qui eut avec lui une liaison amoureuse et intellectuelle, souligne, au fil d'une sorte de conversation avec l'absent, que ce grand défenseur des droits des Palestiniens entreprit de « relier le pouvoir luxueux du savoir aux droits des hommes sans pouvoir » et que, s'il fut plus « mobilisé par le combat contre la domination raciste que par le combat social », il affirmait n'avoir « pas de temps à perdre avec l'appartenance à une communauté nationale », et pas davantage avec toute « identité communautaire ». La pensée politique de celui qui fut professeur de littérature comparée à Columbia est mise en relation avec sa passion pour la musique et son intimité avec les écrivains – il fut ainsi un commentateur fervent de Joseph Conrad et un dépréciateur ironique de George Orwell ou d'Albert Camus. C'est cet étoilement de l'engagement qui fait le vif intérêt de ce portrait.

EVELYNE PIEILLER

PARIS, CAPITALE DU TIERS-MONDE. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939). – Michael Goebel

La Découverte, Paris, 2017, 450 pages, 26 euros.

Entre 1920 et 1930, Paris a été, juste après New York, la ville-monde par excellence. Au sein de ce « laboratoire » de l'anti-impérialisme, Michael Goebel montre comment l'expérience migratoire a contribué à la prise de conscience et à la formation politique des futurs dirigeants et intellectuels du tiers-monde. On croise ainsi Ho Chi Minh, Zhou Enlai, César Vallejo ou Messali Hadj, et, à travers des sources policières inédites, on découvre le quotidien des expatriés. L'alliance à la marge avec le mouvement ouvrier et l'apport de la tradition républicaine française participèrent profondément à la construction du lexique politique des luttes de libération nationale. Mais le discours républicain, s'il enflamma les colonisés avec ses promesses émancipatrices, a surtout agi comme « langage du désenchantement ». Ainsi que le tira Léopold Sédar Senghor, « si la France avait tiré ses propres valeurs, les Africains devaient s'en emparer... »

M. L.

ÉCONOMIE

MOI, PETITE ENTREPRISE. Les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité. – Sarah Abdelnour

Presses universitaires de France, Paris, 2017, 352 pages, 19 euros.

La sociologue Sarah Abdelnour confronte la construction politique de la microentreprise aux usages qu'elle a engendrés dans le champ social. Elle inscrit le régime créé en 2008 dans le droit fil des aides publiques au travail indépendant – en particulier l'aide aux chômeurs créant ou reprenant une entreprise (Accre), mise en œuvre en 1977 par Raymond Barre. Elle analyse, à partir d'entretiens, le consensus néolibéral qui s'est noué autour d'un dispositif de sapes des garanties et des protections liées à la condition salariale, systématiquement maquillé en instrument des politiques sociales. Elle souligne que, près de dix ans après sa naissance, l'autoentreprise peut être envisagée comme « la première pierre d'une dynamique plus large, l'uberisation du monde du travail ». Circonspecte devant le « bonheur » revendiqué par certains de ses enquêtés, elle décrit un « grand détournement » au profit des employeurs et appelle finalement à résister au « surtravail atomisé ».

JEAN-PHILIPPE MARTIN

SOCIAL

LA FABRIQUE DE L'HOMME NOUVEAU. Travailler, consommer et se taire ? – Jean-Pierre Durand

Le Bord de l'eau, Lormont, 2017, 330 pages, 24,20 euros.

Si le fordisme façonnait l'ouvrier dans le cadre à la fois de la production de masse et d'un mode de vie contrôlé par l'employeur, aujourd'hui, le *lean management*, qui organise la réduction des coûts tout en visant la performance, intensifie le travail en sollicitant la subjectivité des salariés. Il est certes question, pour eux, d'« autonomie » ou de « responsabilisation », mais les objectifs du système productif leur échappent totalement, en raison notamment de l'accroissement du poids de la finance sur l'industrie et les services. Ces règles tendent à produire un « homme nouveau » qui doit les accepter dans ces secteurs, dont la qualité se détériore constamment, et dans son emploi, sous peine d'y être marginalisé avant d'en être exclu. Ce livre analyse la nature de ce management : quelles transformations anthropologiques vit cet homme nouveau, qui doit conformer son psychisme à la réalité économique dans toutes les sphères de son existence ?

DANIEL BACHET

QUI A TUÉ LES VERRIERS DE GIVORS ? Une enquête de sciences sociales. – Pascal Marichalar

La Découverte, coll. « L'envers des faits », Paris, 2017, 258 pages, 22 euros.

L'enquête sociologique peut s'apparenter au roman policier, ironie et tragédie mêlées. Pascal Marichalar lance ainsi son investigation sur l'enquête entreprise par les anciens ouvriers de la verrerie de Givors, près de Lyon, en activité de 1749 à 2003. Ironie : ces travailleurs qui se sont battus pour empêcher la fermeture de leur usine auront perdu leur vie à la gagner. Tragédie : nombreux sont les cancers qui les frappent. Si les conditions de travail en sont bien la cause, la découverte est alors celle d'un meurtre qu'on n'ose appeler de masse. L'auteur suit les ouvriers, leurs familles et leurs amis qui se mobilisent pour obtenir la reconnaissance du caractère professionnel de la maladie. Le parcours judiciaire est difficile, face à des entreprises, des tribunaux, des médecins et de multiples bureaucraties qui refusent l'évidence. Pourtant, quelques femmes – les veuves et les filles – et quelques hommes – anciens ouvriers et syndicalistes – mènent un combat dont le but est de faire reconnaître l'arme du crime : non seulement les produits dangereux, mais aussi l'irresponsabilité des directions. Cela adviendra.

ALAIN GARRIGOU

SPORT

LES ENFANTS D'ACHILLE ET DE NIKE. Éloge de la course à pied ordinaire. – Martine Segalen

Métailié, coll. « Traversées », Paris, 2017, 280 pages, 19 euros.

Dans ce livre au sous-titre plus éloquent que le titre, l'ethnologue et adepte de course à pied Martine Segalen qualifie d'« ordinaire » le déplacement rapide pédestre, pratique simple et intemporelle qui se moque des records. Remontant époques et continents, elle démontre que, si cet « ordinaire » change d'un peuple ou d'un siècle à l'autre, il subsiste un invariant : celui de se mettre en mouvement. C'est de cette action qu'elle tisse l'éloge, exprimant sa perplexité devant la vogue contemporaine de ce qu'on appelle désormais le *running*. Un anglicisme qu'auraient rejeté les pionniers qui se lancèrent sur les routes au cœur des années 1970, quand l'activité était marginale. Dans son ouvrage aujourd'hui réédité, l'auteure, qui fit partie de ces défricheurs, plonge dans les strates du passé pour comprendre les nuances de « coureurs à pied ordinaires » du XXI^e siècle. Ceux-ci « ne foulent plus les allées des bois et des forêts, mais ont mordu à l'hameçon de la compétition », ce qui « remet en cause les hypothèses sur la gratuité totale de l'effort, sur l'absence d'esprit de compétitivité ».

FRANÇOIS BOREL-HANNI

LITTÉRATURE

Écrivain mystère et œuvre légendaire

GRAND ROMANCIER d'aventure et artisan de fables sociales, B. Traven, l'auteur du *Trésor de la Sierra Madre* – un roman mondialement célèbre depuis la sortie en 1948 du film éponyme de John Huston avec Humphrey Bogart –, considérerait qu'« un créateur ne saurait avoir d'autre biographie que son œuvre ». Et il passa sa vie à si bien brouiller les pistes qu'on ignore encore aujourd'hui ses date (1882 ?), lieu de naissance et patronyme véritables. On ne connaissait guère qu'une légende d'écrivain-aventurier traversant de nombreux pays et finissant par s'installer au Mexique... Il fallut donc beaucoup de passion et de recherches à Rolf Recknagel (1918-2006) pour mener à bien sa précieuse entreprise biographique. Aujourd'hui publié en format poche (1), le résultat parut en 1965, et il le compléta quatre fois.

S'il ne résout pas l'énigme des origines, Recknagel parvint à établir sans conteste, et du vivant même de Traven, que ce dernier était bien allemand et qu'il ne faisait qu'un avec Ret Marut, connu en Allemagne de 1907 à 1922 – deux points que ledit Traven s'obstina à nier jusqu'à la fin de ses jours. Dans plusieurs villes, Recknagel a retrouvé les traces de Marut, comédien puis pamphlétaire dans le brûlot *Der Ziegelbrenner* (Le fondeur de briques) (2). Enfin, durant la révolution des conseils de Munich, en 1919, il est aux côtés de son ami le socialiste libertaire Gustav Landauer. Recknagel établit aussi sa filiation avec l'anarchisme individualiste, et en particulier avec la pensée de Max Stirner, l'auteur de *L'Unique et sa propriété*.

Il mena ses recherches en historien scrupuleux et en spécialiste de la littérature contemporaine, citant largement les textes de l'auteur, mais aussi les documents et les témoignages retrouvés. Parmi ses nombreux mérites, le moindre n'est pas de donner sans conteste l'envie de lire, ou de relire, les romans de Traven. En complément de cette biographie, signalons la parution d'un tout petit, mais réjouissant, recueil de nouvelles (3). On y apprendra comment un Indien déconcerte un industriel yankee adepte des « bienfaits de la croissance », ou encore comment une communauté indienne conçoit la démocratie directe, refusant tout privilège au chef.

« Ma vie m'appartient, seuls mes livres appartiennent au public », disait B. Traven. Cependant, beaucoup de ses œuvres restent à traduire. Pour la période de 1912 à 1921, seules quelques nouvelles

l'ont été, en dehors de la petite anthologie du *Ziegelbrenner* (4). Pour la période allant de 1926 à sa mort, plusieurs romans sont inédits en français – *Der Wobbly* (1926), *Der Marsch ins Reich der Caoba. Ein Kriegsmarsch* (1933), *Die Troza* (1936)... Alors qu'on lui demandait quel livre il emporterait sur une île déserte, Albert Einstein aurait répondu : « N'importe lequel pourvu qu'il soit de B. Traven (5) ! » Le conseil vaut d'être suivi. Mais, s'il fallait tout de même choisir parmi la bonne quinzaine de titres disponibles (*La Révolte des pendus*, *Indios*, etc.), ce serait *Le Vaisseau des morts* (1926) et *Le Trésor de la Sierra Madre* (1927) (6). Sans doute parce qu'il y a mis beaucoup de lui-même et de son expérience : pour le premier, celle de l'échec des révolutions européennes des années 1918-1920, et de la condition d'un sans-papiers livré à la plus cynique exploitation capitaliste ; pour le second, celle de l'échec de la course au profit, qui tourne à l'obsession, voire à la folie.

PEINTURE

Retrouver le printemps

LAOSHU (« Vieil Arbre » en chinois), de son vrai nom Liu Shuyong, symbolise la Chine actuelle, un pied dans la tradition, un autre dans le XXI^e siècle. Il publie chaque jour sur Internet une chronique malicieuse, une peinture où il recourt aux techniques ancestrales, assortie d'une réflexion : un petit personnage, un genre de lettré d'autrefois, évolue dans l'univers contemporain, devenu un espace imaginaire et poétique où Laoshu « peut exprimer avec humour et candeur, parfois avec une pointe de raillerie ou de dérision, les émotions qu'il ressent dans sa vie quotidienne à Pékin », selon le spécialiste du taoïsme Jean-Claude Pastor, qui a choisi et traduit les œuvres présentées ici (1). Pas de critique frontale ni d'esprit pamphlétaire, mais un œil espiègle sur les absurdités du temps (la course pour un « bol de riz », la volonté de briller, les armées toujours plus puissantes...) et un regard mélancolique sur la solitude humaine. Laoshu n'hésite pas à transporter son personnage loin du chaos de la ville pour le laisser contempler l'arrivée du printemps, la beauté d'une fleur... Un télescope permanent entre la fureur de vivre et la douceur des rêves.

Les cendres de celui qui fut un ardent défenseur des populations indiennes ont été dispersées au-dessus des forêts du Chiapas, là où, le 1^{er} janvier 1994, débuta l'insurrection zapatiste. Une autre histoire...

CHARLES JACQUIER.

(1) Rolf Recknagel, *B. Traven, romancier et révolutionnaire*, Libertalia, Paris, 2018, 480 pages, 12 euros.

(2) Pour un bref florilège de cette revue : B. Traven, *Dans l'État le plus libre du monde*, L'Insomniaque, Montrouil, 2011.

(3) B. Traven, *Le Gros Capitaliste*, Libertalia, 2018, 48 pages, 3 euros.

(4) B. Traven, *Le genre de choses qui arrivent en France*, L'Insomniaque, 1999.

(5) Golo, *B. Traven. Portrait d'un anonyme célèbre*, Futuropolis, Paris, 2007.

(6) B. Traven, *La Révolte des pendus*, La Découverte, coll. « Poche », Paris, 2010 ; *Indios*, 10/18, Paris, 1990 ; *Le Vaisseau des morts*, La Découverte, coll. « Poche », Paris, 2010 ; *Le Trésor de la Sierra Madre*, Éditions Sillage, Paris, 2008.



Ce qu'évoque l'une de ses peintures, accompagnée de ce poème : « Une part de moi-même, dans le monde, s'agite sans cesse / Tantôt par obligation, tantôt selon les circonstances / En réalité je n'ai rien de commun avec elle, / Moi et mon autre ne nous rencontrons jamais. / Je me connais fort bien et, librement, / Je vais et viens de l'un à l'autre. »

MARTINE BULARD.

(1) Laoshu, *Un monde simple et tranquille*, Éditions Philippe Picquier, coll. « Beaux livres », Arles, 2017, 200 pages, 26 euros.



ARTS

LA TOUR TATLINE. – Georgi Stanishev

Éditions B2, coll. « Laboratoires », Paris, 2017, 176 pages, 13 euros.

Le projet de Lénine pour la « propagande monumentale » est annoncé dans la presse le 14 avril 1918. C'est un plan de « remplacement des monuments érigés en l'honneur des tsars et de leurs serviteurs et [de] production de projets de monuments dédiés à la révolution socialiste russe ». Le 7 novembre 1920, la maquette de la tour de Vladimir Tatline, monument à la III^e Internationale, est dévoilée à Petrograd (Saint-Petersbourg). « Le monument est fait de fer, de verre et de révolution », écrit Victor Chklovski. En ces années de difficultés majeures (guerre civile, famine), l'avant-garde, de Vladimir Maïakovski à Sergueï Prokofiev, de Kazimir Malevitch à Vsevolod Meyerhold, de Vassily Kandinsky à Alexandre Rodtchenko, embrasse avec enthousiasme les enjeux de la révolution. Une telle convergence entre un courant artistique et un pouvoir politique qui, tous deux, veulent changer la vie est exceptionnelle dans l'histoire. La tour Tatline ne sera jamais construite, mais elle demeure le symbole par excellence de l'élan révolutionnaire et de sa dynamique ouverte. La première partie du livre, passionnante, est due à Nikola Jankovic, fondateur des Éditions B2.

MARIE-NOËL RIO

ALBERT RENGER-PATZSCH. – Simone Förster, Stefan Gronert, Sérgio Mah, Herbert Molderings et Kerstin Stremmel

Fondation Mapfre-Éditions Xavier Barral, Madrid-Paris, 2017, 320 pages, 49 euros.

Le catalogue de l'exposition « Les choses », qui s'est tenue récemment au Jeu de Paume, à Paris, célèbre – en se passant de toute contextualisation – le photographe allemand Albert Renger-Patzsch (1897-1966) comme celui qui aurait conduit la photographie à son autoémancipation esthétique. Pourtant, Renger-Patzsch a répondu à des commandes, pratiqué la photographie publicitaire, etc., et occupé des fonctions officielles dès 1933, applaudissant la première exposition de la « nouvelle photographie » du III^e Reich. Plus tard, il travaillera avec l'écrivain Ernst Jünger – et poursuivra August Sander de son hostilité. Y a-t-il, au-delà de la perfection formelle et technique de ses clichés (alignement de couteaux, détails de rouages, très gros plan d'un œil de vipère, etc.), un rapport entre la distance affichée, cet « objectivisme », et l'assentiment à l'ordre social des « choses » ? C'est ce que laissait entendre Walter Benjamin, que cette hagiographie habillée de discours académique entend de délégitimer comme trop influencé alors par les idées marxisantes de Bertolt Brecht.

RÉMI NÉRI

HISTOIRE

FAMINE ET TRANSFORMATION AGRICOLE EN URSS. – Mark Tauger

Delga, coll. « Histoire », Paris, 2017, 406 pages, 28 euros.

Dès 1933 s'est déployée une vaste campagne occidentale érigeant la famine en Ukraine en génocide planifié par Joseph Staline pour punir une rebelle à la collectivisation. Dans une série d'articles, l'historien de l'agriculture Mark Tauger présente ses recherches et une vaste bibliographie scientifique sur les causes et le traitement par l'URSS d'un événement qui a en réalité frappé tout le sud du pays : dans une agriculture en cours de collectivisation-modernisation, il y voit le type même des famines du monde sous-développé. Il procède à d'utiles comparaisons historiques de long et de court terme, mais, usant du seul mot *hunger*, il ne distingue pas les famines stricto sensu des disettes « de soudure » entre blé de l'année précédente et récolte à venir, si typiques de l'ancien régime agraire. Il combat enfin, en s'appuyant sur des sources originales soviétiques, la polémique relancée depuis l'ère Reagan, où s'illustra *Le Livre noir du communisme*. Reste à écrire l'histoire des facteurs intérieurs et internationaux qui ont déguisé l'Ukraine, cible majeure des impérialismes dominants depuis la fin du XIX^e siècle, en unique victime de la famine de 1933.

ANNIE LACROIX-RIZ

LES SOVIETS DE PETROGRAD. Les travailleurs de Petrograd dans la révolution russe (février 1917-juin 1918). – David Mandel

Éditions Syllepse-Page deux-M éditeur, Paris-Lausanne-Saint-Joseph-du-Lac (Québec), 2017, 568 pages, 25 euros.

Cette étude consacrée à la classe ouvrière de Petrograd est extrêmement précieuse en ce qu'elle offre des éléments permettant de dépasser l'alternative trop souvent proposée à l'historien de la révolution russe : histoire politique ou histoire sociale, rôle du parti bolchevique ou rôle des dynamismes sociaux. En s'appuyant sur de nombreuses archives, rendues ici disponibles au public francophone, David Mandel montre le caractère spontané et politique de la conversion progressive de la classe ouvrière au bolchevisme. Ce sont les antagonismes sociaux croissants, l'impérialisme et le caractère profondément réactionnaire des dirigeants issus de Février qui la radicalisent et l'amènent à rompre avec la conception menchevique du soviétique comme simple garde-fou d'une révolution nécessairement bourgeoise. Mais seul le travail politique du parti bolchevique va offrir à cette radicalisation un débouché global, concrétisé en octobre, dont on peut penser avec l'auteur qu'il était la seule manière crédible d'éviter une contre-révolution sanglante.

GUILLAUME FONDU

GÉOPOLITIQUE

La guerre qui vient ?

IL SEMBLE que le fond de l'air est belliqueux. Quatre publications se proposent d'en rendre compte ; les diagnostics désignent des responsabilités différentes. Dans *Des guerres à venir ?*, qui reprend une conférence à l'Institut Diderot, l'historien Philippe Fabry propose un modèle composé de cycles, supposé conduire à des prévisions (1). Prônant la « neutralité axiologique », c'est-à-dire une approche censément affranchie de toute norme éthique, l'auteur y dérange en identifiant des « empires revanchards » (napoléonien, hitlérien, poutinien) auxquels s'opposerait « le camp démocratique toujours conduit par une thalassocratie, c'est-à-dire une puissance maritime qui entend défendre une certaine vision du droit international (hier l'Angleterre, aujourd'hui les États-Unis) ». Point d'empire américain, donc, mais une « thalassocratie américaine » face à un « nouvel empire russe », désigné comme « tellurocratie », car à ce modèle (thalassocratique, démocratique, ouvert, cosmopolite...) « elle oppose une vision globalement autoritaire, continentale, traditionnelle, dirigiste, protectionniste ». L'auteur prévoit une action de la Russie contre les pays baltes, « sans doute d'ici à 2020 ». Ses méthodes et conclusions ont peu à voir avec « la même neutralité et objectivité que s'il s'agissait de calculer la trajectoire des corps célestes ».

Moins pessimistes, trois chercheurs de l'association internationale Modus operandi proposent de « retrouver une capacité d'action face à la violence (2) ». Distinguant utilement le conflit de la violence, ils s'inspirent des études anglo-saxonnes de *conflict transformation* (« transformation de et par le conflit ») et appuient aussi leur réflexion sur les travaux de Johan Galtung (la « violence structurelle ») et de René Girard. Divers outils de canalisation des conflits sont envisagés, empruntés à plusieurs horizons, dont l'*ubuntu*, une notion originaire d'Afrique du Sud qu'on pourrait résumer ainsi : « Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous »...

Pour leur part, les actes du séminaire de la Fondation Gabriel Péri *Construire la paix, déconstruire et prévoir la guerre* balaient un vaste champ : nature des nouveaux conflits, sécurité humaine, prolifération nucléaire, course aux armements, violences nihilistes, paix des princes ou paix des hommes, guerre, paix et laïcité avec Jean Jaurès (3)... Les contributions du politiste russe

Andrei Gratchev et de l'ancien ministre de la défense français Paul Quilès analysent particulièrement les relations entre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la Russie, la place de l'Europe, le rôle du lobby militaro-industriel, l'excès des dépenses militaires européennes. Les actes offrent une réelle hauteur de vue, tout en cherchant des réponses pratiques à la portée des citoyens, « potentiellement plus capables d'intervenir dans la marche du monde ». Associations, élus, réseaux sociaux concourent à des actions qui peuvent dessiner les contours d'une « paix positive » (la « paix négative » étant simplement l'absence de guerre).

L'ouvrage collectif *L'Union européenne et la Paix*, dirigé par les politistes Anne Bazin et Charles Tenenbaum, a pour objectif de « contribuer à une sociologie des relations internationales appliquées à l'étude de l'Union européenne et de la fabrication de sa politique étrangère » (4). La dimension de la sociologie des institutions, des jeux de pouvoir entre les États membres et l'Union, mais aussi au sein de l'Union, est la plus convaincante. En revanche, le bien-fondé de la survie de l'OTAN au sortir de la guerre froide n'est pas interrogé. La catastrophique intervention franco-britannique en Libye est banalisée, et la « puissance » russe fustigée, tandis que sont omises les offres de M. Dmitri Medvedev en faveur d'un pacte de sécurité commune. Les terrains palestinien, somalien, caucasien illustrent l'assertion de Robert Kagan, opportunément rappelée : « Les Américains font la cuisine, les Européens font la vaisselle. » Et ramassent les assiettes cassées ? Un bon manuel pour futurs fonctionnaires européens.

GABRIEL GALICE.

(1) Philippe Fabry, *Des guerres à venir ?*, Institut Diderot, Paris, www.institutdiderot.fr(2) Karine Gatelier, Clasje Dijkema et Herrick Mouafo (en collaboration avec Nathalie Cooren et Cyril Musila), *Retrouver une capacité d'action face à la violence*, Charles Léopold Mayer, Paris, 2017, 204 pages, 19 euros.(3) *Construire la paix, déconstruire et prévenir la guerre*, actes I du séminaire de la Fondation Gabriel Péri, www.gabrielperi.fr, 5 euros.(4) Anne Bazin et Charles Tenenbaum (sous la dir. de), *L'Union européenne et la Paix*, Presses de Sciences Po, coll. « Relations internationales », Paris, 2017, 238 pages, 14 euros.

PROCHE-ORIENT

Aux sources du djihadisme

LA COUVERTURE médiatique du djihadisme et de ce qu'on nomme l'Organisation de l'État islamique (OEI) fourmille le plus souvent de mythes, de légendes et d'inexactitudes, portés par des experts auto-proclamés et des livres abscons, parce que ce champ a été sous-estimé par la recherche avant les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher en janvier 2015. Néanmoins, certains ouvrages de journalistes s'avèrent utiles et éclairants. Ainsi des deux livres du reporter David Thomson, dont le dernier, *Les Revenants* (Seuil, 2016), a fourni de précieux témoignages de djihadistes français partis en Syrie et en Irak. La journaliste du *Monde* Hélène Sallon revient quant à elle sur une guerre qu'elle a couverte « immergée au sein de l'armée irakienne » (1). Ses sources ne sont pas djihadistes, et son but n'est pas « de confondre ou d'accabler » les sympathisants de l'OEI, mais de recueillir les témoignages d'habitants de Mossoul pour décrire « le martyre qu'a été la vie sous le règne de l'État islamique » entre 2014 et 2017. Elle s'appuie notamment sur les analyses d'un citoyen irakien surnommé « Mosul Eye » (« L'Œil de Mossoul »), « un historien d'âge moyen » qui a raconté en ligne, jusqu'en 2015, la vie quotidienne dans la ville durant cette période. Pour décrire le « nouvel ordre social » qui a prévalu alors, elle cite quantité de témoins – par exemple Ahmed, un étudiant de 24 ans qui raconte avoir découvert parmi les commandants de l'OEI « des gens qui, avant, buvaient, fumaient, et certains qui étaient de vrais criminels ». Un effet d'aubaine pour certains habitants de Mossoul... mais auquel on ne saurait réduire le propos d'un livre qui détaille par ailleurs la genèse de l'idéologie salafiste djihadiste en Irak. « *Mohamed Tur Allah, l'un des walis de Mossoul*, poursuit ainsi Ahmed, est d'une famille très connue du quartier Al-Najjar, une vieille famille. Il était déjà avec Al-Qaida. » En creux, l'ouvrage dessine également le portrait des rivalités irakiennes – « le conflit social et les enjeux de pouvoir entre les citadins d'une part, les hommes de tribus et les « villageois » qui ont migré vers Mossoul depuis les années 1980 d'autre part » – et d'une gouvernance en décomposition avancée. Un État failli qui a rendu possibles la conquête territoriale par l'OEI et son implantation.

Le djihadisme bénéficiait déjà dans la région d'alliés objectifs au sein des dictatures, comme le

rappelle l'universitaire Jean-Pierre Filiu (2). Pour compenser le manque de sources primaires, l'auteur se livre à un utile travail d'analyse de l'ensemble de la région. L'exemple du Yémen et des « *complicités djihadistes du président [Ali Abdallah] Saleh* » est particulièrement frappant : « *Durant la première décennie de ce siècle, la menace djihadiste avait progressé (...) au même rythme que la générosité de Washington envers le régime de Saleh. Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) s'était reconstituée en 2009 en une organisation yéménite bien mieux enracinée que l'AQPA fondée en Arabie en 2003. (...) Le président Saleh agitait l'épouvantail d'AQPA pour détourner l'aide occidentale au profit d'une garde prétorienne dirigée par ses propres parents, tandis que l'armée régulière était toujours aussi mal équipée face aux embuscades djihadistes.* » Filiu souligne également que l'émergence du mouvement djihadiste tunisien s'est faite sous le régime du président Zine El-Abidine Ben Ali. Ou comment les dictatures arabes ont contribué à enfanter cette mouvance...

Une idée que ne renierait pas Nicolas Hénin. Désormais président de la société de conseil Action résilience, l'ancien journaliste, otage de l'OEI en 2013-2014, publie *Comprendre le terrorisme* (3), un texte qui permet d'enfoncer le clou : non, l'OEI et le djihadisme ne vont pas disparaître comme par enchantement. « *La menace de cette mouvance est globale (...) et persistante*, écrit-il. Elle a montré en près de quatre décennies d'existence sa capacité d'évoluer, de s'adapter, de capitaliser son expérience théâtre après théâtre. » En ces temps de déni obstiné et d'ornières sécuritaires, rappeler ces vérités essentielles, ce n'est déjà pas si mal.

PIERRE PUCHOT.

(1) Hélène Sallon, *L'État islamique de Mossoul. Histoire d'une entreprise totalitaire*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2018, 280 pages, 19 euros.(2) Jean-Pierre Filiu, *Général, gangsters et djihadistes. Histoire de la contre-révolution arabe*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2018, 320 pages, 22 euros.(3) Nicolas Hénin, *Comprendre le terrorisme*, Fayard, Paris, 2017, 280 pages, 18 euros.

DANS LES REVUES

■ **NEW LEFT REVIEW.** Le système politique roumain, de la Garde de fer fasciste à la corruption d'aujourd'hui, en passant par le régime de Nicolae Ceaușescu ; Mike Davis revient sur les bouillonnements californiens de l'année 1960, prélude à une décennie de luttes radicales. (N° 108, novembre-décembre, bimestriel, 12 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

■ **SURVIVAL.** Le Brexit aura-t-il des conséquences sur la coordination des diplomates entre le Royaume-Uni et les membres de l'Union européenne ? L'influence durable de la Russie en Asie centrale. Quand les États-Unis appuient les combats de Simón Bolívar pour émanciper l'Amérique latine. (Vol. 59, n° 6, décembre-janvier, bimestriel, 187 euros par an. – Washington, DC, États-Unis.)

■ **JACOBIN.** Penser et mettre en œuvre le socialisme un siècle après la révolution d'Octobre. « *Le plus grand défi actuel pour la gauche est de couper le cordon ombilical avec les milieux universitaires et associatifs, et de s'immerger dans celui du travail* », écrit Vivek Chibber. (N° 27, automne, trimestriel, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

■ **THE DIPLOMAT.** L'histoire et le désenchantement des dissidents chinois vis-à-vis des États-Unis et de l'Occident ; le mouvement contre les violences faites aux femmes (#MeToo) en Mongolie ; la crise pakistanaise à quelques mois des élections législatives... (N° 39, février, mensuel, abonnement : 30 dollars par an. – Washington, DC, États-Unis.)

■ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Dossier consacré aux « acteurs de l'économie numérique chinoise », notamment Baidu, Alibaba et Tencent, équivalents de Google, d'Amazon, de Facebook. (N° 2017/4, trimestriel, 20 euros. – CEFC, Hongkong, Chine.)

■ **GLOBAL ASIA.** À la question : « comment l'Asie s'adapte-t-elle au nouveau président américain ? », la revue semble répondre : « assez mal ». Elle s'inquiète d'une perte de leadership des États-Unis dans la région. (Vol. 12, n° 4, hiver, trimestriel, abonnement : 60 euros par an. – Séoul, Corée du Sud.)

■ **CRITIQUE.** Un numéro double ouvert aux intellectuels français et sud-coréens. À noter, l'extrait des mémoires de l'écrivain Hwang Sok-yong, des analyses de la « frontière » entre Nord et Sud, du cinéma contemporain, les « une, deux ou trois Corées » décrites par Patrick Maurus. (N° 848-849, janvier-février, mensuel, 14 euros. – Les Éditions de Minuit, Paris.)

■ **DIPLOMATIE.** En marge d'un dossier sur les « routes de la soie », ces corridors marins et terrestres entre l'Asie et l'Europe commandités par la Chine, un article détaille l'« initiative des trois mers », un projet de coopération énergétique nord-sud en Europe centrale soutenu par les États-Unis. (N° 90, janvier-février, bimestriel, 8,95 euros. – Paris.)

■ **POLITIQUE AFRICAINE.** Un dossier analyse les savoirs corporels dans les sociétés africaines : associations sportives et organisations militantes développent une discipline des corps, parfois utilisée par les pouvoirs publics comme outil de contrôle politique. (N° 147, octobre, trimestriel, 20 euros. – Karthala, Paris.)

■ **GRAIN DE SEL.** Le monde rural se transforme en Afrique de l'Ouest : si les troupeaux d'animaux d'élevage augmentent, le pastoralisme traditionnel s'accompagne de formes de sédentarisation qui modifient les rapports entre agriculteurs et éleveurs. (N° 73-74, juillet 2016-juin 2017, semestriel, abonnement, gratuit. – Inter-réseaux, Paris-Ouagadougou.)

■ **MIDDLE EAST REPORT.** La Palestine, une cause transnationale. Au Maroc comme aux États-Unis, mais aussi dans les camps de réfugiés palestiniens au Machrek, la solidarité politique ne cesse de s'exprimer. (N° 282, vol. 47, printemps 2017, trimestriel, abonnement : 60 dollars par an. – Washington, DC, États-Unis.)

■ **QUESTIONS INTERNATIONALES.** Un dossier complet sur l'Arabie saoudite avec, entre autres, une interrogation sur la réalité et la profondeur des réformes lancées par le prince héritier Mohammed Ben Salman. (N° 89, janvier, bimestriel, 9 euros. – La Documentation française, Paris.)

■ **LE COURRIER DE L'ATLAS.** Un dossier sur la Palestine, où la résistance peut prendre plusieurs formes. Par le chant, par la sauvegarde du patrimoine culturel ou par l'archéologie, l'objectif est le même : défendre l'idée même d'une identité et d'une nation. (N° 122, février, mensuel, 3,20 euros. – Paris.)

■ **QANTARA.** Plusieurs articles sur le canal de Suez, une utopie moderne et une grande aventure technique, symbole des rêves de grandeur de Napoléon Bonaparte, des pachas égyptiens et de l'Égypte de Gamal Abdel Nasser à celle de M. Abdel Fattah Al-Sissi. (N° 106, janvier, trimestriel, 7,50 euros – Institut du monde arabe, Paris.)

■ **ÉTUDES.** Une analyse complète du conflit au Yémen, avec un retour sur l'histoire de ce pays isolé. Également : une réflexion sur la différence entre islam et islamisme. (N° 4246, février, mensuel, 12 euros. – Paris.)

■ **MOYEN-ORIENT.** Où va la Turquie ? Alors que le pays est engagé dans un tournant autoritaire, les interrogations se multiplient quant au rôle du Parti de la justice et du développement (AKP), le parti présidentiel, ou sur la pérennité de la croissance économique. (N° 37, janvier-mars, trimestriel, 10,95 euros. – Paris.)

Une aurore du féminisme

Mary Wollstonecraft eut une pensée hardie et une vie peu conformiste. Partie prenante des débats que la Révolution française suscita en Angleterre et activement liée au radicalisme, elle politisa sa réflexion sur l'oppression des femmes, notamment à la lumière de la critique du despotisme.

PAR MARION LECLAIR *

EMMA GOLDMAN la décrivait en 1911 comme une pionnière du progrès humain et une championne des déshérités. L'Anglaise Mary Wollstonecraft (1759-1797) a été un peu oubliée, notamment de ce côté-ci de la Manche. Elle aura pourtant été l'une des premières à penser le sort des femmes en termes politiques. Portant dans sa vie même une volonté remarquable de renverser les vieux obstacles, elle fut une figure centrale du féminisme, mais aussi du mouvement radical britannique. L'historien marxiste Edward P. Thompson a montré son rôle déterminant dans la cristallisation d'une première conscience de classe ouvrière en Angleterre.

Les «radicaux» regroupaient depuis les années 1760 des réformistes de la classe moyenne. À partir de 1789, les revendications démocratiques, l'influence du courant jacobin, la volonté de rejeter l'ordre de l'oligarchie aristocratique et marchande vont donner au mouvement une autre ampleur. Deux théoriciens contribuent à cet éveil : Thomas Paine, adepte enthousiaste des principes de la révolution américaine et de la Révolution française, dont *Les Droits de l'homme* (1791) sont vite érigés en bible du radicalisme démocratique, exerçant une énorme influence sur le monde du travail ; et William Godwin, pasteur ayant quitté l'Église, premier représentant de la pensée socialiste, qui prône dans son *Enquête sur la justice politique* (1793) une doctrine à la fois anarchiste et optimiste fondée sur la perfectibilité indéfinie de l'homme et de la société. Au cours des années 1790 se déchaîne la «guerre des pamphlets» ; elle oppose notamment Paine et Edmund Burke, dont les *Réflexions sur la révolution de France* exercent une influence considérable en Angleterre, et contribuent à retourner l'opinion publique et la bourgeoisie progressiste contre la Révolution et les «jacobins» anglais. Mary Wollstonecraft sera une actrice essentielle de ce débat.

Ses débuts dans la vie avaient pourtant été beaucoup plus classiques. Née dans la bourgeoisie commerçante et industrielle (l'un de ses grands-pères était marchand de vin, l'autre propriétaire d'une petite soierie), elle connaît l'étroitesse du champ des possibles féminins – sa réduction, même, à une époque où la fabrication industrielle des biens de consommation courante et l'émulation bourgeoise en matière de courtoisie aristocratique tendent à transformer les femmes en «anges du foyer» prédictoriens. Elle a subi directement les conséquences de ce grand enfermement. Elle a été témoin de l'autorité abusive d'un père despotique et de l'apathie d'une mère soumise à son époux, dont elle dressera un portrait à charge dans son premier roman (1). Ses sœurs et elle ont reçu une éducation très superficielle dans une petite école du Yorkshire, alors que leur frère aîné poursuivait des études de droit ; plus tard, à la suite d'un revers de fortune familial, elles ont dû exercer des emplois de gouvernante ou de dame de compagnie, mal rémunérés et humiliants. En 1784, elles ouvrent avec une amie proche, Fanny Blood, une école pour filles, mais doivent la fermer deux ans plus tard à cause de difficultés financières.

L'enseignement inspire à Mary Wollstonecraft un premier ouvrage, *Pensées sur l'éducation des filles* (1787), qui fait de celle-ci l'instrument privilégié d'une amélioration de la «situation infortunée des femmes» (2). L'origine du mal et son remède restent donc circonscrits à la sphère domestique, et le traité prisonnier d'un certain moralisme bourgeois : Wollstonecraft met en garde les mères contre l'influence corruptrice des nourrices ignares et des valets voleurs. C'est cependant le point de départ d'une première politisation de sa pensée. Car l'école se trouve à deux pas de la chapelle où prêche Richard Price. Ce pasteur et théologien s'est rendu célèbre en 1789 par un sermon à la gloire des révolutions américaine et française, qui a provoqué l'ire de Burke et l'écriture de son pamphlet.

* Doctorante en littérature anglaise à l'université Paris-III.



MUSÉE DU LOUVRE, PARIS - BRIDGEMAN IMAGES
EUGÈNE DELACROIX. – Étude pour «La Liberté guidant le peuple», début du XIX^e siècle

Wollstonecraft commence alors à fréquenter les cercles de protestants non conformistes, ces *dissenters* qui n'ont le droit, en pays anglican, ni d'étudier à l'université ni d'occuper des fonctions officielles. Ces dissidents sont très présents dans les clubs politiques et les sociétés savantes où germent projets de réforme parlementaire et inventions scientifiques, noyau dur du mouvement radical pré-révolutionnaire, du soutien à l'indépendance américaine et de la campagne abolitionniste. Elle y rencontre Joseph Johnson, figure-clé du radicalisme londonien et éditeur de Paine, qui l'encourage ; il accepte de publier ses *Pensées*, puis son premier roman. Il lui commande traductions et recensions pour la revue qu'il édite. Les *dissenters* sont ainsi le moyen d'une double émancipation, politique et économique : Wollstonecraft rencontre le radicalisme en même temps qu'elle accède à l'indépendance financière grâce à ses écrits.

Mais c'est la Révolution française qui induit chez elle le tournant le plus significatif. Elle écrit, avant Paine, une *Défense des droits de l'homme* (1790) qui fait d'elle une intellectuelle reconnue, bien établie dans les milieux radicaux (et masculins) de la métropole. À la table de Johnson, elle croise le fer avec Paine, avec les romanciers Mary Hays et Thomas Holcroft, ainsi qu'avec William Godwin, qui énonce une critique protoanarchiste de toute forme de gouvernement. Godwin deviendra son amant, puis son époux. Il rappelle dans la biographie qu'il lui consacre sa ténacité et son talent argumentatif, y compris sa capacité à accaparer la conversation sans laisser dire un mot à son interlocuteur ; ce fut le cas avec Paine au cours du dîner où Godwin la rencontra pour la première fois. Un peu plus tard, en 1792, elle écrit sa *Défense des droits des femmes* (3).

LA RÉVOLUTION conduit Wollstonecraft à appliquer la critique radicale du despotisme à l'expérience féminine. Elle peut alors condamner la condition «dégradée» des femmes comme le résultat non plus d'une mauvaise éducation, mais d'une oppression systématique, d'un esclavage organisé par la tyrannie masculine. Mais il y a plus, entre les deux *Défenses*, qu'un simple transfert. Sa critique répétée, dans la première, du «voile» jeté par le faste royal et aristocratique sur la nudité de l'oppression du peuple (dont Burke préconise le maintien) la rend particulièrement sensible à la dimension idéologique de la domination. Même si elle ne parle pas d'«idéologie», c'est bien une critique de celle de la féminité, et de son rôle dans la perpétuation de l'avisement et de l'asservissement des femmes, qu'elle développe dans la seconde *Défense*. Elle en traque méthodiquement la présence et les implications : dans les manuels de bonne conduite (*conduct books*) qui enseignent aux jeunes filles à être belles et à se taire ; dans l'*Émile* de Jean-Jacques Rousseau ; dans les romans sentimentaux à la mode ou dans la galanterie masculine, que les femmes ont bien tort de priser (4).

Wollstonecraft propose ainsi une théorie de la construction des «caractères sexuels» qui anticipe le féminisme des années 1960 et les études de genre.

Le caractère socialement composite du mouvement radical va la mettre au contact d'idées qui poussent le libéralisme aux confins du socialisme : État-providence redistributeur esquissé par Paine ; défense du droit du travailleur à une part des profits engendrés par son travail, promue par John Thelwall ; protocommunisme agrarien de Thomas Spence, qui milite pour l'abolition de la propriété privée de la terre (5). Son roman posthume – et inachevé – *Maria ou le Malheur d'être femme* s'en fera l'écho. Sans le pathos que le roman sentimental réserve aux gens du peuple, il décrit avec crudité la dureté du travail féminin. Sa fin devait célébrer l'amitié et l'entraide de «différentes catégories de femmes» (6).

Dans les années 1970, les féministes de la seconde vague seront souvent peu tendres avec Mary Wollstonecraft. Elles épinglez le libéralisme bourgeois qui la rend aveugle aux différences de classe, ainsi que le puritanisme qui la fait fustiger les femmes dans les termes misogynes qu'elle condamne, mais aussi réprimer toute féminité et sensualité : l'esprit, pour elle, n'a pas de sexe. De fait, elle se contente de revendiquer l'ouverture de la carrière libérale aux talents féminins et de rêver au jour où les femmes deviendront députées,

sans même réclamer pour elles le droit de vote, que seul Thomas Spence défend au même moment. L'impossibilité d'écrire le désir féminin, à une époque où le seul fait d'être auteure est déjà bien immoral, se traduit dans son œuvre par des disjonctions stylistiques frappantes : la philosophie asexuée cède la place à des envolées sentimentales qui la font tomber dans les travers féminins qu'elle dénonce. Mais quand, dans le Paris révolutionnaire où elle se rend seule, elle entame une liaison mouvementée avec un aventurier américain (dont elle a une première fille), quand elle est la maîtresse de Godwin (qui voit dans le mariage un «odieux monopole», mais qui l'épousera après une grossesse imprévue), quand tous deux choisissent la non-cohabitation (chacun jugeant le métier d'écrivain peu compatible avec la vie conjugale), quand elle vit, plus jeune, une amitié passionnée avec Fanny Blood (où certains voient une relation lesbienne [7]), elle revendique et pratique bien une forme de liberté sexuelle qui lui attirera les foudres de la presse conservatrice, mais aussi de certains radicaux.

APRÈS SA MORT, à 38 ans, à la naissance de sa seconde fille, la dissémination de ses idées sera lente, freinée par la virulence de la presse conservatrice à son encontre, par l'effondrement du mouvement radical sous les coups du gouvernement conservateur de William Pitt le Jeune et par la misogynie persistante du radicalisme masculin. La constitution d'un mouvement féministe en Angleterre ne se développera véritablement qu'un siècle plus tard, privant en même temps le socialisme émergent d'une pensée spécifique sur l'oppression des femmes et le travail féminin (sauf peut-être dans la philosophie de Robert Owen [8], vite congédiée pour utopisme).

En un sens, le legs le plus direct de Wollstonecraft aura peut-être été sa seconde fille, Mary. Celle-ci reproduit à la génération suivante l'audace à la fois intellectuelle et sexuelle de sa mère, en s'enfuyant à 16 ans avec le jeune poète Percy Bysshe Shelley, marié et père de famille, et en publiant à 20 ans *Frankenstein*, l'un des grands romans de la modernité. Un livre qui se mêle ouvertement de science et de philosophie – un peu moins directement de politique –, et que la postérité, cette fois, n'a pas oublié.

(1) «Mary. Invention», dans *Mary Wollstonecraft. Aux origines du féminisme politique et social en Angleterre*, textes réunis et présentés par Nathalie Zimpfer, ENS Éditions, Lyon, 2015.

(2) «Pensées sur l'éducation des filles», dans *Mary Wollstonecraft, op. cit.*

(3) Mary Wollstonecraft, «Défense des droits des femmes», dans *Œuvres*, édition d'Isabelle Bour, Classiques Garnier, Paris, 2016.

(4) Barbara Taylor, *Mary Wollstonecraft and the Feminist Imagination*, Cambridge University Press, New York, 2003. Pour une biographie, cf. Janet Todd, *Mary Wollstonecraft : A Revolutionary Life*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 2000.

(5) Gregory Claeys, *The French Revolution Debate in Britain : The Origins of Modern Politics*, Palgrave Macmillan, Basingstoke (Royaume-Uni), 2007.

(6) Mary Wollstonecraft, «Maria ou le Malheur d'être femme», dans *Œuvres*, op. cit.

(7) Claudia L. Johnson, *Equivocal Beings*, University of Chicago Press, coll. «Women in culture and society», 1995.

(8) Barbara Taylor, *Eve and the New Jerusalem : Socialism and Feminism in the Nineteenth Century*, Virago Press, Londres, 2016 (1^{re} éd. : 1983).

DANS LES REVUES

□ **SOLAL.** La publication reprend les analyses, toujours riches, de Maurice Lemoine sur le Honduras. À noter : un billet cinglant corrigeant les approximations du chroniqueur de France Inter Anthony Bellanger sur la gauche latino-américaine. (N° 105, hiver, trimestriel, 2 euros. – Caen.)

□ **PUBLIC EYE.** L'organisation non gouvernementale suisse (ex-Déclaration de Berne) consacre un dossier aux activités de Glencore, géant helvétique des matières premières, en République démocratique du Congo. (N° 9, janvier, bimestriel, 8 francs suisses. – Lausanne, Suisse.)

□ **ARCHIPEL.** Le journal du Forum civique européen rend compte du congrès de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), Prix Nobel de la paix 1985, qui s'est tenu à Bâle en septembre 2017. (N° 266, janvier, mensuel, 4 euros. – Bâle, Suisse.)

□ **SAVOIR/AGIR.** Dans un stimulant dossier sur «les gauches et l'économie», Antony Burlaud rappelle l'inexistence du rôle joué par le Parti socialiste lorsque, en 1983, il s'est agi de déterminer le nouveau cap économique de la rigueur. Frédéric Lebaron tire les leçons de l'échec de l'expérience Varoufakis en Grèce. (N° 42, décembre, trimestriel, 10 euros. – Éditions du croquant, Vulaines-sur-Seine.)

□ **CONTRETEMPS.** Un dossier réaffirme «la nécessité de maintenir, entre illusion «européiste» et tentation «souverainiste», le cap d'une refondation complète de l'Union européenne sur des bases sociales, démocratiques, écologistes et internationalistes» – sans préciser comment. (N° 36, février, trimestriel, 13 euros. – Éditions Syllepse, Paris.)

□ **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE.** Le mouvement coopératif prend en compte, de manière créative, les préoccupations environnementales. C'est l'une des conclusions du Sommet international des coopératives de 2016 à Québec. Tous les secteurs sont concernés : agriculture, énergie, bioraffineries, sciences, etc. (N° 347, janvier, trimestriel, 30 euros. – Nanterre.)

□ **LA CHRONIQUE D'AMNESTY.** Un dossier sur les violences policières et sur la défiance croissante d'une partie de la population à l'égard des forces de l'ordre. Également : les lesbiennes, gays, bisexuels et trans (LGBT) face au mur conservateur en Tunisie ; des maraudes étudiantes pour aider les sans-abri. (N° 375, février, mensuel, abonnement : 36 euros par an. – Paris.)

□ **LA REVUE NOUVELLE.** Les «compteurs intelligents» d'électricité se diffusent massivement, au risque de fragiliser la protection des consommateurs ; en Belgique, le recours à l'aide alimentaire a augmenté de 17,3 % entre 2013 et 2016. (N° 8/2017, huit numéros par an, 12 euros. – Bruxelles, Belgique.)

□ **CQFD.** Analyse d'un numéro de *Causeur*, le mensuel cofondé par Elisabeth Lévy ; spéculation et rénovation urbaine dans le centre de Marseille ; de quoi sont faites les croquettes pour animaux domestiques ? (N° 162, février, mensuel, 4 euros. – Marseille.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Une grande enquête de Cédric Biagini sur les effets de la surexposition des enfants aux écrans, notamment aux smartphones et aux tablettes. (N° 146, février, mensuel, 3 euros. – Lyon.)

□ **LE RAVI.** Enquête sur les coupables d'un «délit de solidarité», qui bravent la loi pour aider les migrants. Qui est l'ancien salarié de la mairie de Forcalquier soupçonné de vouloir s'en prendre à M. Christophe Castaner, l'ancien maire de la ville devenu délégué général de La République en marche ? (N° 159, février, mensuel, 3,90 euros. – Marseille.)

□ **INPRECOR.** L'historienne américaine Stephanie Coontz propose «de travailler vers quelque chose comme une Commission de vérité et de réconciliation de l'Afrique du Sud pour les hommes qui n'ont pas été jusqu'au viol ou à l'agression...» (N° 647, janvier, mensuel, 5,50 euros. – Paris.)

□ **ALTERNATIVE LIBERTAIRE.** Revenant sur «l'échec du mouvement social» de 2016-2017, la revue estime qu'il «ne suffira pas de pointer les défaillances des «directions» confédérales pour comprendre [un] malaise plus profond». (N° 280, février, mensuel, 3 euros. – Paris.)

□ **LA SAGO.** Les jeunes locuteurs de l'espéranto organisent leur congrès à Paris début avril 2018. L'occasion pour *La SAGO*, organe de l'Union des travailleurs espérantistes de langue française, de faire le point sur le développement de la langue universelle dans le monde. (N° 119, janvier-février, bimestriel, 3,50 euros. – Paris.)

□ **NECTART.** Un strict maintien du service public de la culture, face à l'offensive marchande et à ce qui est défini comme un échec de l'«État culturel hypercentralisé», est-il valide, et possible ? (N° 6, semestriel, 19 euros. – Éditions de l'attribut, Toulouse.)

□ **LE SABOT.** Cette revue littéraire, illustrée de nombreux dessins, invite par l'exemple au contre-sabotage du langage, en saluant les pouvoirs de la création littéraire, contre les «ersatz d'insoumission». Avec des textes, inédits ou non, de Marcel Moreau ou Jean-Pierre Siméon. (N° 2, trimestriel, 3,50 euros. – Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :

www.monde-diplomatique.fr/revues

« PENTAGON PAPERS », UN FILM DE STEVEN SPIELBERG

Choisir ses héros

PAR PIERRE RIMBERT

LE 22 JANVIER DERNIER, Reporters sans frontières et Universal Pictures International France conviaient leurs invités au cinéma Publicis Drugstore, sur les Champs-Élysées, à Paris. Ils allaient assister à l'avant-première d'un film qui « ausculte les notions de vérité et d'investigation et place le journalisme au cœur de l'intrigue » : *The Post*, de Steven Spielberg, diffusé dans les salles françaises sous le titre *Pentagon Papers*.

L'histoire, inspirée de faits réels, se déroule aux États-Unis en 1971. Daniel Ellsberg, analyste d'un think tank du Pentagone, a pris tous les risques pour photocopier un document classé secret-défense prouvant que John Kennedy et Lyndon Johnson ont menti au Congrès ainsi qu'au public sur la guerre du Vietnam, qu'ils savaient ingagnable. Le *New York Times* en publie une synthèse, mais une décision de justice lui interdit de poursuivre. Modeste quotidien régional, le *Washington Post* va-t-il prendre le relais de son prestigieux confrère ? Ce lundi soir, à Paris, les journalistes sont venus nombreux admirer le jeu de Meryl Streep dans le rôle de Katharine Graham, la propriétaire du *Post*, et celui de Tom Hanks, qui campe le rédacteur en chef.

Sensible aux batailles féministes actuelles, le réalisateur a centré son récit sur une femme plutôt que sur les protagonistes qui, dans les faits, prirent les plus gros risques : Ellsberg, le lanceur d'alerte, poursuivi pour espionnage et passible de la prison à perpétuité ; l'équipe du *New York Times*, qui sortit l'affaire. Ce choix cinématographiquement correct a irrité le rédacteur en chef international du *Times* chargé de superviser la publication des documents en juin 1971. « C'est entièrement faux !, a-t-il fulminé en lisant le scénario. Ce film est une arnaque (1). » C'est aussi un succès : près d'un million d'entrées en trois semaines d'exploitation française.

Dans la salle comble du Publicis Drugstore, on annonce la présence de M^{me} Françoise Nyssen, ministre de la culture, et de M. Harlem Désir, représentant pour la liberté des médias au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Par délicatesse, nul ne précise que, en 2013, alors que M. Désir était premier secrétaire du Parti socialiste (PS), au pouvoir en France, Paris, comme plusieurs autres capitales européennes, avait refusé l'asile politique réclamé par M. Edward Snowden, à l'origine des révélations sur la surveillance d'Internet par les États-Unis. Puisqu'il s'agissait ce soir-là de célébrer Katharine Graham plutôt que Daniel Ellsberg, inutile de gâcher le plaisir des spectateurs avec des ruminations moroses sur le destin des lanceurs d'alerte actuels. L'un, M. Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, est enfermé depuis plus de cinq ans dans l'ambassade d'Équateur à Londres ; l'autre, M. Snowden, réfugié en Russie. Sans que M^{me} Nyssen, l'Europe ou le PS s'en soucient.

Outre-Atlantique, les démocrates n'ont pas non plus brillé par leur défense d'une liberté d'expression

qu'ils jugent pourtant sacrée quand M. Donald Trump l'enfreint. « L'attitude de l'actuel gouvernement vous a incité à réaliser ce film, fit observer à Steven Spielberg un journaliste de la British Broadcasting Corporation (BBC). Mais, si vous regardez les chiffres, le gouvernement de M. Barack Obama a intenté plus de poursuites en vertu de la loi sur l'espionnage que tout autre gouvernement. Pourtant, nul à Hollywood ne s'est montré très pressé de dire ou de faire quelque chose » (17 décembre 2017). « Cela me semble différent », bredouilla Spielberg, fervent soutien des démocrates. Ellsberg, lui, a reconnu ses héritiers : « Chelsea Manning (2) et Edward Snowden sont mes héros. Je m'identifie à eux plus qu'à quiconque » (« Democracy Now ! », 6 décembre 2017). Plus qu'à Katharine Graham, à l'évidence, dont la décision de publier les *Pentagon Papers* malgré l'interdit, le 18 juin 1971, enchante les professionnels de l'information réunis pour l'avant-première parisienne. Assurée de son héroïsme quotidien, la salle applaudit chaleureusement, puis se dispersa pour aller dîner.

Peu après, des médias saluaient un « chef-d'œuvre » par lequel « Spielberg ancre la démocratie sur les rotatives » (*Le Monde*, 24 janvier 2018) ; « un plaidoyer très contemporain en faveur d'un contre-pouvoir indépendant et fort » (*Télérama*, 24 janvier) ; « une magnifique leçon de courage et de démocratie » (*Le Journal du dimanche*, 21 janvier)... Si l'on comprend la félicité d'une profession pour une fois dépeinte sous un jour avantageux, cette réception en fanfare repose sur un immense malentendu. L'héroïne de Spielberg n'est pas reportrice, mais propriétaire du *Washington Post*, qu'elle a hérité de son mari. Au printemps 1971, on la voit exprimer son amour de l'indépendance en... introduisant son journal en Bourse. Intime de Robert McNamara, ministre de la défense des gouvernements Kennedy et Johnson, elle fréquente également M. Henry Kissinger, conseiller de Richard Nixon. Tout le suspense du film – et le sort de la liberté de la presse – repose donc sur la décision économique d'une cheffe d'entreprise : va-t-elle ou non censurer la publication d'un article qui met en péril la valeur boursière de sa société et ses amitiés mondaines ? Ici, la magie du cinéma et la misère d'une profession convergent pour ériger en acte de résistance épique ce qui devrait constituer la norme : l'absence de diktat économique ou politique dans les décisions éditoriales. Faut-il que la règle soit devenue l'exception pour que l'on puisse faire de son respect un événement historique...

C'est pourtant d'un titre indépendant des industriels, des publicitaires et de la Bourse qu'est venue l'une des réactions les plus enthousiastes au film de Spielberg. Le jour de sa sortie (24 janvier), le site Mediapart y consacre toute la largeur de sa page d'accueil. « Avec *Pentagon Papers*, écrit son directeur Edwy Plenel, c'est la question de l'indépendance qui est au cœur de l'histoire : savoir résister aux pressions, oser publier ce que les pouvoirs voudraient taire, s'émanciper de la tutelle

des propriétaires, défendre le pouvoir souverain de la rédaction. » La superproduction hollywoodienne a ému Plenel à double titre. D'abord parce qu'« on peine à trouver un grand film français héroïsant le journalisme en fantassin de la démocratie », un scandale d'autant plus révoltant que – suivez ma moustache – « la courte histoire de Mediapart, qui fêtera ses 10 ans en mars », n'attend qu'un réalisateur intrépide pour mettre en scène son épopée.

Plus fondamentalement, Plenel impute l'absence en France d'un « imaginaire démocratique », tel celui cultivé par Spielberg, à « l'illibéralisme français, ce privilège donné au pouvoir, notamment sous sa forme étatique, plutôt qu'à l'individu et à ses audaces solitaires ». Mis sur écoute par les services de François Mitterrand dans les années 1980, il connaît les limites à la liberté d'informer imposées par l'État. Toutefois, son plaidoyer omet qu'il lui arriva également, en d'autres circonstances, d'entretenir des relations plus compliquées avec le pouvoir.

D'ÉTABLISÉS par l'enquête de Pierre Péan et Philippe Cohen *La Face cachée du Monde* (Fayard), parue en février 2003, Plenel, alors directeur de la rédaction du *Monde*, et Jean-Marie Colombani, directeur de la publication, se rendent un jour de mars Place Beauvau pour discuter de l'affaire avec le ministre de l'intérieur de l'époque, M. Nicolas Sarkozy. La rencontre entre deux piliers supposés du contre-pouvoir et le ministre de la police, destinée à contrer les « audaces solitaires » d'un duo de reporters indépendants, fournirait une bonne trame à un film réaliste sur la presse française. Un élément de son scénario a d'ailleurs été confirmé par Plenel lui-même dans un courrier à l'hebdomadaire *Marianne* (18 mars 2006) : « Un jour de 2003, en effet, Jean-Marie Colombani m'a entraîné à un rendez-vous qu'il avait pris avec Nicolas Sarkozy. (...) Convaincu que les attaques contre Le Monde étaient en partie inspirées par l'entourage de Jacques Chirac, Jean-Marie Colombani cherchait auprès de M. Sarkozy des informations pouvant étayer cette hypothèse. »

Organiser l'oubli, reformater la mémoire collective en héroïsant la conduite courageuse qui occulte cent compromissions, telle est l'opération d'absolution collective qu'accomplit *Pentagon Papers*. Qui disait *Washington Post* pensait à l'enquête sur le scandale du Watergate (1972-1974), portée à l'écran par Alan Pakula en 1976 dans *Les Hommes du président* ; désormais, on aura également à l'esprit l'autre instant de courage de Katharine Graham. Et l'on soupirera d'impatience si un rabat-joie rap-



PHOTOGRAPHIE : FRANÇOIS FERNANDEZ/ADAGP IMAGES © ADAGP PARIS, 2018

BEN. – « La vérité sonne faux », 2000

pelle que, en 1987, une enquête de Robert Parry sur le financement par la Central Intelligence Agency (CIA) de la guérilla d'extrême droite au Nicaragua fut édulcorée pour complaire à la propriétaire, qui recevait chez elle M. Kissinger le week-end suivant (3) ; ou que le quotidien appuya de tout son poids le déclenchement de la guerre d'Irak en 2003 ; ou qu'il préférait à Fidel Castro les dictateurs de droite comme Augusto Pinochet, « en fin de compte moins nocifs que les dirigeants communistes, notamment parce que leurs régimes étaient plus susceptibles d'ouvrir la voie à des démocraties libérales » (*The Washington Post*, 12 décembre 2006) ; ou qu'il monnaya à des sponsors privés, pour 25 000 dollars le couvert, l'accès à des dîners réunissant journalistes maison et personnalités influentes, avant de concéder un « dérapage éthique aux proportions monumentales » (*The Washington Post*, 12 juillet 2009) ; ou qu'il se vendit en 2013 pour 250 millions de dollars au fondateur d'Amazon, M. Jeffrey Bezos ; ou qu'il interdit depuis mai 2017 à ses journalistes de « nuire aux clients, annonceurs, abonnés, vendeurs, fournisseurs ou partenaires » sur les réseaux sociaux (Washingtonian, 27 juin 2017) ; ou qu'il bat le tambour pour une intervention américaine accrue en Syrie et pour une guerre en Iran (*The Washington Post*, 22 janvier 2018) ; ou que son obsession antirusse le conduisit à publier des faux scoops en série (*The Intercept*, 4 janvier 2017). Certes, mais tout cela ne ferait pas un bon film.

Revenant sur ses aventures dans un long entretien au magazine *Rolling Stone*, Daniel Ellsberg concluait il y a quarante-cinq ans : « Cela confirme ce que je sais des gens des médias : beaucoup d'entre eux aspirent à intégrer le pouvoir plutôt qu'à incarner un quatrième pouvoir indépendant » (8 novembre 1973). Depuis, chacun le sait bien, tout a changé.

(1) Cité par Thomas Vinciguerra, « Hell hath no fury like *The New York Times* scorned by Hollywood », *Columbia Journalism Review*, 1^{er} mai 2017, www.cjr.org

(2) M^{me} Chelsea Manning (à l'époque M. Bradley Manning) fut accusée d'avoir transmis à WikiLeaks des documents militaires classifiés. Incarcérée en 2010 dans des conditions inhumaines et dégradantes, elle a été libérée en mai 2017.

(3) Norman Solomon, « The real story behind Katharine Graham and "The Post" », *Huffington Post*, 20 décembre 2017.

SOMMAIRE

PAGE 2 : Socialisme numérique, par PIERRE RIMBERT. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 : Ce que la bataille culturelle n'est pas, par RAZMIG KEUCHEYAN.

PAGES 4 ET 5 : Les lycées professionnels, parent pauvre de l'éducation, par JEAN-MICHEL DUMAY.

PAGES 6 ET 7 : Échange de bons procédés entre le Kremlin et l'Église orthodoxe, par ANAÏS LLOBET. – Le dilemme des Cosaques (A. L.).

PAGES 8 ET 9 : Place Tahrir, sept ans après la « révolution », par PIERRE DAUM. – Une vie devenue hors de prix (P. D.).

PAGES 10 ET 11 : Au Proche-Orient, la stratégie saoudienne dans l'impasse, par GILBERT ACHCAR. – Le Qatar ne cède rien, par AKRAM BELKAÏD.

PAGE 12 : L'ANC, aux origines d'un parti-État, par SABINE CESSOU.

PAGE 13 : Cuba, le pays du vert olive, par RENAUD LAMBERT.

PAGES 14 ET 15 : À la recherche de la Pachamama, par MAËLLE MARIETTE.

PAGES 16 ET 17 : Les laissés-pour-compte du miracle indien, par DALEL BENBABAALI. – Ces femmes qui reprennent en main l'agriculture, par JACK FEREDAY.

PAGE 18 : Quand Arte veut faire saigner la Russie, par SERGE HALIMI. – Loin du cœur, loin des yeux, par TÉO CAZENAVES.

PAGE 19 : Politiser les colères du quotidien, suite de l'article de CLÉMENT PETITJEAN.

PAGE 20 : La médicalisation de l'expérience humaine, par GÉRARD POMMIER.

PAGE 21 : Pourquoi manger bio ?, par CLAIRE LECŒUVRE.

PAGES 22 ET 23 : Washington relance l'escalade nucléaire, suite de l'article de MICHAEL KLARE.

PAGES 24 À 26 : LES LIVRES DU MOIS : « Classé sans suite », de Claudio Magris, par ANTONY BURLAUD. – « Le Christ crucifié », de Nikos Kazantzaki, par CLÉMENT BONDU. – Salut à la fraternité ouvrière, par ARNAUD DE MONTJOYE. – Écrivain mystère et œuvre légendaire, par CHARLES JACQUIER. – Retrouver le printemps, par MARTINE BULARD. – La guerre qui vient ?, par GABRIEL GALICE. – Aux sources du djihadisme, par PIERRE PUCHOT. – Dans les revues.

PAGE 27 : Une aurore du féminisme, par MARION LECLAIR.